

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12580 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 11 JUILLET 1985

## Le dollar est tombé au-dessous de 9 F

### Ombres sur l'économie américaine

Depuis que la devise des États-Unis a atteint le 26 février dernier son niveau le plus haut depuis l'été 1971, après quatre années de hausse quasi ininterrompue, les marchés des changes se montrent de plus en plus nerveux, le mouvement de baisse amorcé cette semaine succédant à une reprise qui, comme la santé le docteur Knack, inquiétait beaucoup les opérateurs.

Il y a peu de raisons, pensent la plupart des observateurs, pour que disparaissent les moteurs les plus importants de la force du dollar. Aussi longtemps que les investisseurs étrangers trouveront dans les placements américains un avantage de taux et que, les États-Unis du président Reagan apparaîtront comme le pays le plus attrayant pour les détenteurs de capitaux, ces derniers continueront d'y affluer, équilibrant, et au-delà, l'influence négative exercée par un considérable déficit de la balance des paiements.

L'an dernier et pendant les premiers mois de 1985, les investisseurs américains ont pratiquement cessé d'être des prêteurs nets sur le marché international; elles sont devenues, comme les grandes firmes des États-Unis, fortement emprunteuses. Ainsi, plus que jamais, le dollar a-t-il tiré l'essentiel de sa vigueur d'une accumulation de dettes à court terme.

Beaucoup d'autres facteurs contribuent à accroître l'instabilité. N'en citons qu'un seul: la faiblesse du prix du pétrole, les plus gros détenteurs de titres américains dans le monde, à commencer par l'Arabie saoudite, sont aujourd'hui lourdement déficitaires. Le régime saoudien liquidait chaque mois environ 1 milliard de dollars d'actifs - tous du Trésor américain - pour faire face à ses paiements extérieurs.

Ces ventes pourraient constituer une menace pour des marchés financiers très fragiles, en relançant la hausse des taux d'intérêt. M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale américaine, se trouvait alors placé devant une décision redoutable: prendre le risque d'une politique monétaire encore plus relâchée au moment où le dollar, dont le niveau élevé a fortement pesé sur les prix intérieurs américains, donne des signes d'affaiblissement.

Quant au principal ressort de l'expansion américaine, à savoir une formidable augmentation des dépenses de consommation depuis le début de 1983, il s'est déjà très sérieusement détendu, tandis que l'investissement et le bâtiment entrent aussi dans une phase de ralentissement. Les profits sont en diminution. Une moindre progression des recettes fiscales serait très mal venue alors que l'énorme déficit budgétaire préfigure une part excessive de l'épargne nationale (et étrangère). Quelques semaines avant de donner sa démission, M. David Stockman, le très puissant directeur du budget, s'était publiquement prononcé en faveur d'une augmentation des impôts, totalement contraire à la doctrine affichée de M. Reagan.

(Lire page 23 l'article d'HENRI PIERRE.)

Après avoir battu son record historique à Paris le 26 février dernier, à 10,61 F, le cours du dollar n'a fait que glisser depuis. Mercredi 10 juillet, il est même retombé au-dessous du seuil de 9 francs qu'il avait franchi le 4 septembre 1984, cotant 8,90 F et 2,9250 DM.

### Une bonne affaire

Cette glissade du dollar, pour l'instant, ne fait que des heureux: tout le monde y trouve son compte, la France, l'Europe et, surtout, les États-Unis, tout au moins tant que la désescalade restera lente et sans accélération dangereuse, génératrice de mouvements monétaires incoordonnés.

Rien que depuis un an les pouvoirs publics français aient mis une sourdine à leurs violentes dénégations des effets «désastreux» de la hausse vertigineuse de la monnaie américaine, tout repart du billet vert est «globalement positif» pour notre pays.

Rappelons d'abord que pour 30 % à 40 %, les importations françaises sont payées en dollars et que toute baisse de 10 % sur cette monnaie allège la facture pétrolière de près de 20 milliards de francs.

Soulignons, ensuite, qu'une variation de 10 % du cours de la monnaie américaine se traduit par une variation correspondante de 30 milliards de francs sur l'en cours de notre dette extérieure.

FRANÇOIS RENARD.  
(Lire la suite page 23.)

## RPR-UDF : les listes séparées seront les plus nombreuses

La commission des investitures constituée par les états-majors du RPR et de l'UDF a poursuivi, ce mercredi 10 juillet, l'examen des candidatures pour les élections législatives. Un accord national pourrait être conclu à la fin du mois pour s'appliquer dans chaque département. Il confirmerait sans doute que les listes séparées seront plus nombreuses que les listes unies. La désignation des candidats par les états-majors provoque, tant à l'UDF qu'au RPR, quelques réactions locales, comme c'est le cas chez les socialistes.

### Nœuds gordiens

Depuis quelques mois, dans les organigrammes des partis politiques, ce ne sont plus les bons connaisseurs de la carte électorale, capables de reciter par cœur les noms des vedettes locales de telle ou telle circonscription et de «sentir» le vent tourner (ou s'en vantant) qui sont à l'honneur. Ce ne sont même plus les consultants de marketing avec leurs listings, leurs panels et leurs lettres personnalisées. La proportionnelle a changé tout ça.

Tout dépend maintenant des chefs de partis, qui doivent leur classe, au nom supérieur et mystérieux de la victoire à arracher, et auxquels tout candidat doit faire sa cour, et surtout, des «techniciens de la calculerie», apparachés ou technocrates plus férus d'arithmétique que de science politique.

Ce sont ces modernes alchimistes qui rapportent au niveau du département - nouvelle circonscription - les résultats du premier tour des législatives de 1981, obtiennent un scrutin majoritaire, qui les actualisent à travers les européennes de

1984 à la proportionnelle, qui les pondèrent avec les cantonales de 1982 et qui les amendent avec les municipales de 1983... sans oublier un coefficient de correction tiré des sondages ! C'est en fonction des résultats de ces mystérieux alambiques que les affectations sont prononcées. Les transactions se déroulent alors selon une coutume antique: «Par moi la rhubarbe, je te donne le sel!»

L'instauration de la représentation proportionnelle a ainsi provoqué partout un beau charivari ! Les fiels ne sont plus des fiels, et les titulaires d'apparat reçoivent des ordres de toute comme de vulgaires lieutenants. Les candidats sont envoyés en mission commandée.

Dans l'opposition, les résultats de ces tractations commenceront à être connus avant la fin du mois de juillet, lorsque le RPR et l'UDF publieront les noms de leurs chefs de file pour la plupart des départements.

ANDRÉ PASSERON.  
(Lire la suite page 6.)

## M. Desgraupes révèle son projet de télévision

M. Pierre Desgraupes a rendu public, ce mercredi 10 juillet, son rapport sur le projet de programmes de service public, à vocation européenne, diffusés par satellite. Commandé par M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, cette étude propose la création d'une chaîne culturelle: Canal 1. Le satellite TDF 1, dont elle devrait occuper un des quatre canaux, doit être lancé en juillet 1986. La décision appartient maintenant aux pouvoirs publics.

### Culturelle et européenne

Pouvait-on imaginer projet plus séduisant ? Alors que, depuis plusieurs mois, les milieux politiques et professionnels sont tour à tour tourmentés et excités par le débat sur la création des nouvelles télévisions et l'irruption des satellites, voilà qu'apparaît soudain un projet, de haute tenue et d'envergure internationale capable de rassembler majorité et opposition: Canal 1, une télévision culturelle sur un satellite couvrant toute l'Europe.

Professionnel de talent, mais aussi fin stratège, M. Pierre Desgraupes a conçu une télévision capable de concilier les «inconciliables» traditionnels: la culture et le grand public, les identités nationales et la dimension européenne: la souplesse, la productivité, le modernisme et... le service public.

L'ancien PDG d'Antenne 2, qui avait été obligé de quitter ses fonctions pour limite d'âge, se permet également un beau coup politique. En rendant public son rapport avant l'annonce des stratégies du premier ministre en matière de télévision privée, il se rend indisponible des prochaines décisions, tout en se situant au-dessus d'une mêlée limitée à

l'Hexagone. Car il place la barre très haut.

Cette ambition ne saurait sans doute déplaire au chef de l'Etat, qui, le 15 juin sur l'Acropole d'Athènes, appelait à faire l'Europe de la culture. Pierre Desgraupes présente en effet son programme comme «un retour aux sources de l'esprit du service public et une ouverture sur l'Europe des citoyens». Mais il connaît aussi les lourdeurs bureaucratiques et les freins politiques. Aussi propose-t-il dans son rapport un calendrier rapproché, appelant le pouvoir à donner un coup d'accélérateur aux décisions: pour recevoir le satellite, il faut des antennes, que les industriels ne fabriqueront que si les programmes sont susceptibles d'inciter le grand public à s'équiper.

L'ancien PDG d'Antenne 2, qui avait été obligé de quitter ses fonctions pour limite d'âge, se permet également un beau coup politique. En rendant public son rapport avant l'annonce des stratégies du premier ministre en matière de télévision privée, il se rend indisponible des prochaines décisions, tout en se situant au-dessus d'une mêlée limitée à

ANNICK COJEAN.  
(Lire nos informations page 19.)

## Jacques Laurent est-il français ?

par JACQUES LAURENT

La rhétorique n'est-elle pour rien dans cette question. Elle est posée par le juge d'instance du sixième arrondissement que depuis dix-huit mois mes réponses n'ont pas su convaincre. A l'origine - carte d'identité perdue - il m'avait été demandé un extrait de mon acte de naissance. Etant né dans le noyau vicieux arrosé, je n'avais qu'à passer la Seine et à me rendre rue Drouot, où l'on me délivra aimablement ce document. Je croyais l'affaire finie. Elle recommença.

Je regrette qu'elle n'ait pas été contée par Paul-Louis Courier, Courteline ou Kafka, mais par elle-même je la crois assez savoureuse pour retentir l'attention du lecteur. Mon acte de naissance apportait la preuve que j'étais né le 5 janvier 1919 à Paris. Grâce à lui on ne pouvait pas dire que je fusse né à la fois dans le droit à l'existence mais non à une nationalité. En effet, ce texte, s'il ne prétendait pas que j'étais lapin, ne précisait pas que j'étais français. En revanche, il précisait la profession de mon père: avocat à la cour d'appel de Paris. Cette profession ne pouvant être exercée que par un Français, je me crus sauvé. A tort. On admit qu'il était avocat, mais était-il français ?

Je songeais à convaincre mon juge en lui citant les emplois qui avaient été occupés par les gens de ma famille, mais l'inquiétude commençait à me gagner. Une rue de Cahors porte le nom de mon grand-père maternel, officier de marine; une autre rue qui va de Neuveville à Paris porte celui de mon grand-père paternel, président du conseil général de la Seine. Oui, mais étaient-ils français ?

J'ai dans ma parenté des députés, un sénateur, plusieurs magistrats; l'un de mes oncles occupa même l'une des plus hautes charges de la République puisqu'il était vice-président du Conseil d'Etat. Possible, mais était-il devenu français ?

En 1918, Paul Bourget dédia *Lacarne* à son neveu Jacques Laurent «tombé au champ d'honneur». Oui, oui, mais mon cousin n'était peut-être pas plus français que moi.

La statue de mon oncle, le général Grossetti, domine Ajaccio, mais il

aurait été imprudent de mentionner un non où l'on pouvait déceler une consonance italienne qui aurait contribué à me perdre.

Des amis m'invitaient à «rappeler» au juge d'instance que j'avais reçu le prix Goncourt, le Grand Prix de Littérature de l'Académie française, le Prix du prince de Monaco, mais on juge pouvait se borner à conclure que j'étais francophone. Et s'il avait daigné me recevoir, il m'aurait peut-être félicité de mon bon accent.

D'autres, se rappelant que ma famille et celle de Mitterrand s'étaient alliées autrefois, me poussaient à demander à notre président une attestation que sans aucun doute il aurait obligamment donnée. Mais il se serait compromis aux yeux du tribunal d'instance, et l'on est effrayé dès que l'on mesure le scandale que la France aurait donné au monde si le président de la République avait pu être soupçonné d'être un mélange comme moi.

Eclata alors la bonne nouvelle. Le tribunal d'instance avait fini par admettre que mon père était français et que, par voie de conséquence, j'étais aussi. Quel soulagement ! Il ne dura que l'espace d'un instant. L'administration consentait à admettre que j'étais né français, mais puisqu'à ses yeux j'étais capable de tout, j'étais bien capable, enfant prodige, d'avoir dilapidé ma nationalité comme on dilapide un patrimoine. Il était entendu que j'étais d'origine française, mais il me restait à prouver ma francitude actuelle.

On me demandait un passeport en cours de validité. Je repris donc espoir. J'en avais un que je ne demandais qu'à présenter. En interrogeant mes souvenirs, je crois me rappeler que ma félicité n'était pas sans mélange et que je commençais à me douter que l'on ne m'intégrerait pas si facilement à l'Hexagone.

Je ne peux donc pas prétendre que je fus totalement surpris quand je compris que si la jagerie du sixième condescendait à reconnaître que j'étais français en 1919 et que j'étais encore en 1985, elle ne pouvait prendre aucune décision tant que je ne lui aurais pas prouvé qu'entre ces dates je n'étais pas devenu troyen. Retrouvée par un merveilleux hasard, ma carte d'identité, établie en 1945, ne servait à rien. Le juge d'instance exigeait «le justificatif de la résidence en France de Jacques Laurent à vingt et un ans».

### AU JOUR LE JOUR

#### Marge

Il y a dix ans, une militante socialiste publiait un livre intitulé «la Femme en marge». Dans la préface, un illustre ami de l'auteur écrivait: «Nous entendons bien faire en sorte que, dans un avenir proche, hommes et femmes se partagent la direction du Parti socialiste conformément aux forces numériques qu'ils représentent et à leur qualité militante.»

Beaucoup d'eau a coulé sous les pans: l'auteur, Yvette Raudy, est ministre des droits de la femme, et le préfacier président de la République.

Mardi, Yvette Raudy a dénoncé la manière dont les socialistes ont constitué les listes pour les législatives, les femmes occupant quelques sièges pontifs à hauts risques: «Nous avons été traités comme des paillassons.»

Le féminisme, comme le socialisme, est décidément un long combat...

BRUNO FRAPPAT.

### Le Monde

#### ARTS ET SPECTACLES

##### Rock l'été

Deux Festivals (en Bretagne, le 13 juillet; à Athènes, les 26 et 27 juillet): à l'origine, des amateurs fous de musique.

##### La Bibliothèque nationale au futur

La BN traverse une crise sans précédent qui ne doit pas masquer son entrée dans l'ère de l'informatique.

Pages 13 à 18

##### «LE MAHABHARATA» A AVIGNON

##### Nuits enchantées

par MICHEL COURNOT

Page 19

### LIRE

#### 3. PHILIPPINES

Un entretien avec le président Marcos.

#### 5. LIBAN

L'aéroport de Beyrouth, ce trompe-la-mort que l'on veut achever.

#### 8. ENVIRONNEMENT

Une Ruhr plus verte que grise.

#### 23. SOCIAL

La reconversion réussie des ouvriers d'Eclair-Prestil.

#### 26. ISRAËL

Détention à perpétuité pour trois terroristes juifs.







# étranger

ASIE

## UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT MARCOS DES PHILIPPINES

### « Si vous me prenez pour un dictateur... »

En une première fois à la présidence en 1965, puis réélu en 1969, M. Marcos est demeuré au pouvoir depuis, quitte à imposer dix ans durant la loi martiale. Mais son régime est en pleine crise. Dans l'entretien que nous publions, il indique comment il entend faire face à une situation difficile.

Manille. — Un peu raide, le président Ferdinand Marcos entra dans la bibliothèque du palais de Malacanang. Entouré de portraits colorés de héros populaires philippins, il s'assied derrière un grand bureau de bois de chêne, sur une pile de coussins préparée par un aide de camp. Deux décanies de pouvoir peut-être plus encore que ses soixante-sept ans lui ont fait perdre l'allure du champion universitaire qu'il fut. Il cherche le mot juste en plissant les paupières et esquive les questions embarrassantes, d'un revers de main ou d'une plaisanterie sans marquer la moindre irritation.

Quelques fois, les chiffres cités ont peu de rapport avec la réalité, et ce divorce trop évident semble donner des aises froides au ministre de l'Information, M. Gregorio Cerdano, qui assiste à l'entretien avec l'équipe de télévision du palais, quelques domestiques et une brochette de conseillers.

A la fin de l'entrevue, debout derrière son bureau, le président raconte comment, en 1946, les partisans communistes lui ont demandé d'être leur chef et de mener la rébellion contre le gouvernement soutenu par les États-Unis. « Quand j'ai dit cela à Mao, des années plus tard, il a regretté que nous ne nous soyons pas rencontrés plus tôt », conclut-il en riant. « Il m'a même dit qu'on se serait retrouvé du même côté de la barrière. »

M. Marcos rêve d'entrer dans l'histoire « comme un réformateur ». Il répond à nos questions avec le souci évident de donner de lui cette image.

« Depuis près de deux ans, votre pays traverse une grave crise économique et politique. Votre gouvernement contrôle-t-il bien la situation ? »

— La situation politique, à terme, dépendra sans doute de la situation économique. Car nous devons combattre la rébellion avec deux armes : la paille des militaires et le développement économique. Les terroristes exploitent les difficultés économiques — que le grief soit légitime ou non — pour tenter de renforcer leur audience.

#### L'assassinat d'Aquino

— Les Philippines se ressentent-elles encore, selon vous, des effets de l'assassinat en août 1983 de Benigno Aquino, votre principal adversaire dans le pays ?

— Les retombées de cette affaire ont duré à peu près un an, mais dans les enquêtes que nous venons de mener dans nos provinces rien n'indique que l'assassinat d'Aquino ait affecté mon audience ou celle du parti d'opposition. Il est vrai que, à Manille, on trouve encore quelques reliques de mécontentement.

— Si le tribunal déclare coupables des militaires, assumerez-vous une responsabilité en votre qualité de chef suprême des forces armées ?

— Responsable pour les militaires ? Bien sûr, que non ! Si les soldats sont déclarés coupables d'avoir complété, limitons cela à eux. Pourquoi y serais-je mêlé ?

— Considérez-vous le fait que le président Reagan n'ait toujours pas effectué de visite officielle aux Philippines, alors que vous êtes allé à Washington, comme un affront ?

— C'est moi qui lui ai suggéré de ne pas venir si cela devait lui demander trop d'efforts. Mais nos relations avec les États-Unis durant depuis assez longtemps pour que nous les considérions non seulement comme des alliés mais aussi comme des frères.

— Le Congrès américain hésite à vous fournir une aide faite de réformes, et M. William Casey, le chef de la CIA, a récemment déclaré à Manille. Ne craignez-vous pas que l'on vous traite comme naguère la chah d'Iran ou Somoza ?

— Non. Je pense qu'il s'agit là d'historiques sensationnelles fabriquées par les correspondants de presse. Bill Casey n'aurait dit que le gouvernement américain voulait que j'avance la date des élections. Alors donc ! Me dire ce que je dois faire au sujet des élections (il éclate de rire.)

— Mais songez-vous à avancer la date des élections prévues en 1987 ?

— Pour l'instant, non. Notre position, celle de notre parti, c'est le respect de la loi et de la Constitution.

#### Tous des minables

— De quoi avez-vous parlé avec M. Casey ?

— Il voulait simplement savoir quel était mon sentiment sur la rébellion. Je lui ai dit : « Si vous ne cessez pas de nous répéter que nous ne maîtrisons pas l'insurrection, je vous que vous jouez à griez à moi et que nous allions en première ligne. »

— Vous avez dit que les communistes pouvaient être battus en six mois. Or les États-Unis semblent pessimistes...

— C'est probablement parce que je suis en première ligne alors qu'eux sont loin derrière. Nous sommes déjà venus à bout de deux rébellions communistes. Dans les années 50, sous Magaysay et puis, en 1974, quand le PC s'est rendu avec toutes ses armes. Nous avons alors capturé les organisateurs du nouveau Parti communiste : Jose Maria Sison et le plus important commandant de la NPA, le commandant Dante. Et nous détenons presque tous les membres du comité central.

— Êtes-vous réellement le seul rempart contre une prise de pouvoir communiste ? Pourquoi ne croyez-vous pas à la possibilité d'une relève modérée ?

— J'ai été au pouvoir assez longtemps. Avant d'être élu en 1965, ma seule ambition était de rester à la présidence pendant huit ans. Puis les communistes ont voulu tout renverser par la violence et j'ai dû proclamer la loi martiale. Mais les communistes ne sont pas notre seul ennemi. Il existe une tentative de déstabilisation de droite, un mouvement déstabilisateur des gens du Sud, une opposition de l'oligarchie que j'ai privée de milliers et de milliers d'hectares avec la réforme agraire.

— N'y a-t-il donc pas de dirigeants respectables dans l'opposition ?

— Ce sont tous des minables. Mais s'il s'en trouve un seul en mesure de me promettre qu'il va combattre ouvertement les ennemis de l'État, pré-

parer un programme de reprise économique et mettre en œuvre des solutions dans le respect de notre Constitution, eh bien, je ne vois aucune raison de ne pas lui céder la place !

— Existe-t-il des preuves que la NPA reçoit de l'aide d'un pays étranger ?

— Non, je ne la crois pas. Pour les syndicats, oui, mais ce soutien semble être légal jusqu'à maintenant.

— Si les rebelles avaient un soutien à l'étranger, votre gouvernement demanderait-il l'aide de troupes étrangères, américaines ou australiennes ?

— Le Front de la libération nationale MORO a été soutenu par la Libye et nous n'avons demandé l'aide de personne. Notre politique est de ne pas solliciter l'aide de troupes étrangères dans des conflits internes. Mais si l'infiltration et la subversion devenaient si massives que nous perdions le contrôle de la situation, alors nous pourrions le faire.

— Au début de cette année, le président Reagan a signé une directive qualifiant d'« obstacle majeur à un changement » aux Philippines...

— Non, non, ce n'est pas cela ! C'est probablement un de ses subordonnés qui a écrit cela dans un document de travail.

— Les Américains savent que tous les sondages, réalisés tant par l'opposition que par notre parti, indiquent que nous remporterions n'importe quelle élection à n'importe quel moment.

— Avez-vous songé à vous tourner vers une autre puissance comme l'a suggéré M<sup>re</sup> Marcos ?

— Non, elle n'a jamais suggéré cela. Elle a parlé de « diplomatie équilibrée ». Ce qu'elle voulait dire, c'est que nous allions probablement traiter avec les Russes comme avec des amis. Comme vous le savez, elle a reçu toutes sortes de décorations soviétiques.

#### Candidat sans la « First Lady »

— Dans les années 50, la Banque mondiale décrivait les Philippines comme le pays le plus prometteur de l'Asie du Sud-Est. C'est maintenant le parent pauvre de la région. Que s'est-il passé ?

— C'est faux. En fait, nous sommes loin devant les autres. Ils ont connu un progrès dans les statistiques globales. Leur PNB a, certes, augmenté mais sans distribution des richesses au profit des démunis. Chez nous, ce sont eux qui en ont bénéficié. C'est pourquoi les statistiques que vous citez sont dépassées.

— Elles proviennent pourtant de votre Bureau national des statistiques et datent de 1984-1985.

— Si c'est exact, je dois renvoyer quelques personnes qui ne sont pas à la page.

— Combien de prisonniers politiques y a-t-il aux Philippines ?

— Il n'y en a pas. Nul n'est en prison à cause de ses opinions politiques. Mais à partir du moment où une personne utilise la violence, elle enfreint la loi. Ce n'est pas un prisonnier politique, c'est un criminel.

— Les organisations humanitaires signalent des cas de violation des droits de l'homme...



Dessin de DAULLE.

— Il y a eu des cas de tortures rares et très espacés. Nous avons puni les responsables. Quant aux prétendus massacres de Samar ! J'ai dit au ministre des finances « Pourquoi n'amenez-vous pas la presse étrangère là-bas ? » Nous l'avons fait. Rien ne s'y était passé. Et ce prêtre prétendument disparu ? Au bout d'un mois, on a découvert qu'il était parti en Allemagne se marier avec une bonne sœur...

— L'Eglise a accusé l'armée d'exécutions sommaires. Considérez-vous que l'Eglise est infiltrée par les rebelles ?

— Il n'y a pas de lien entre les deux éléments de votre question. L'Eglise a en effet porté des accusations. Elles sont partiellement vraies dans certains cas, et nous avons pris des mesures pour empêcher que les nôtres ne fassent couler le sang. Mais il est également vrai que l'Eglise est infiltrée par ceux qui croient en la théologie de la libération.

— Serez-vous candidat à la présidence en 1987 ?

— Si Dieu le veut, oui.

— M<sup>re</sup> Marcos pourrait-elle être votre coadjute ?

— Non.

— Pouvez-vous imaginer perdre les élections, n'être plus président et devoir prendre votre retraite ?

— Je crois que j'entrerais dans les médias (il rit). Puis je me reposerais un peu, je jouerais au golf et je négocierais. Avez-vous vu nos plages ? Il y a une île qui m'attend dans le nord, elle appartient à des amis, je pourrais rester là quelques temps.

— Comment réagiriez-vous si votre adversaire aux élections de 1987 était la veuve d'Aquino ?

— Ce serait bizarre. Bien sûr, je ne peux pas plus choisir les adversaires que mes parents. Que pourrais-je faire ? J'aurais probablement envie d'être gentil avec elle.

— On vous qualifie souvent de dictateur...

— Je suis surpris qu'on me juge si sévèrement. Mais je suis heureux de faire si forte impression ! Je pense que je suis plutôt de ceux qui ont le sens de l'humour et qui rient de tout, de la mort même. Si vous aussi vous me prenez pour un dictateur, je suis désolé que vous ayez perdu votre sens de l'humour.

Propos recueillis par  
PATRICE BARRAT et PHILIP BROOKS  
(Gamma Télévision).

## AFRIQUE

### Algérie

#### CRÉATEUR D'UNE LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

#### M<sup>re</sup> Ali-Yahia a été appréhendé

Dix jours après sa constitution, la Ligue algérienne des droits de l'homme est-elle déjà aux prises avec les autorités ? Son président, M<sup>re</sup> Abdennour Ali-Yahia, a été appréhendé, mardi 9 juillet, à 19 heures, à la sortie de son bureau, dans le centre d'Alger, par la sûreté nationale (DGSN). Un proche de l'avocat, contacté par téléphone, a confirmé son interpellation, précisant que « des hommes étaient venus, le soir même, à son domicile, chercher ses médicaments ». M<sup>re</sup> Ali-Yahia est diabétique et son état de santé exige des soins quotidiens — pour les lui apporter au commissariat central où il est détenu.

Il semble que les ennemis de M<sup>re</sup> Ali-Yahia soient liés aux explications qu'il a demandées aux autorités algériennes à propos des arrestations le 5 juillet de jeunes « fils de martyrs », qui voulaient déposer des gerbes aux monuments aux morts, en marge des manifestations officielles (le Monde du 10 juillet).

Selon nos informations, douze personnes restaient détenues, mardi soir, et non six comme on l'a cru tout d'abord. Parmi elles, figurent

notamment M. Arezki Abboute, syndicaliste et membre du comité directeur de la Ligue et M. Noureddine Ali-Hamouda, fils du colonel Amirouch et membre fondateur de la Ligue et M. Arezki Ali-Larbi, frère de M. Mokrane Ali-Larbi, vice-président de la Ligue.

M<sup>re</sup> Ali-Yahia, que nous avions rencontré la semaine dernière à Alger, nous avait fait part de son optimisme (le Monde du 10 juillet) à propos de l'obtention, pour la Ligue algérienne des droits de l'homme, de l'agrément du ministère de l'Intérieur. Il avait fait valoir que les statuts de la Ligue étaient parfaitement conformes à la Constitution algérienne, qui « proclame toutes les libertés », précisant que, « enfin, l'Algérie, comme le Maroc et la Tunisie, va avoir sa Ligue qui aidera à préserver la dignité et la liberté de chacun ».

Agé de soixante-quatre ans, M<sup>re</sup> Ali-Yahia, ancien secrétaire général de l'UGTA et ministre des travaux publics et de la reconstruction, puis ministre de l'Agriculture de Boumediène, qui avait déjà été incarcéré cinq ans avant l'indépen-

dance, avait été emprisonné à nouveau en octobre 1983 (le Monde du 18 octobre 1983). On lui reprochait alors d'être impliqué dans un trafic d'armes découvert à la frontière franco-belge. Mais le dossier était mince et l'affaire avait soulevé un tollé en Algérie, où une pétition de deux mille sept cents signatures exigeait sa libération. Elle était intervenue le 14 mai 1984, huit mois après son arrestation, sans qu'il ait été jugé.

FREDERIC FRITSCHER.

#### Ethiopie

— L'AIDE ALIMENTAIRE. — Six cents tonnes d'aide alimentaire quittent chaque jour le port de Djibouti à destination de l'Éthiopie, depuis le 25 juin, date à laquelle a commencé une vaste opération visant à désengorger le port et à acheminer les 47 000 tonnes d'aide qui y étaient jusqu'alors bloquées. 450 wagons sont mobilisés pour cette opération qui devrait durer une quarantaine de jours. L'évacuation des marchandises s'effectuera également par route, via Galati (sud de Djibouti) ou Galille (Éthiopie). — (AFP.)

LA FONDATION DE VOLVO RE-MONTE À 1221 SEPTEMBRE 1927 EST SON PREMIER MOIS BENEFICIAIRE EN OCTOBRE 1927 SON SEUL MOIS DE L'CHENRE DEPUIS, VOLVO TERMINE CHAQUE ANNEE SUR UNE NOTE POSITIVE ET POUR 1984 LES RESULTATS DEFINITIFS MONTRERONT DES BENEFICES MULTIPLIANT PAR DEUX CEUX DEJA RECORD DE 1983 VOLVO EST COTE A LA BOURSE DE PARIS (R.M.)



# DIPLOMATIE

## La fin de la visite du souverain espagnol en France

La réception donnée mardi 9 juillet à l'ambassade d'Espagne par le roi Juan Carlos et la reine Sophie, en l'honneur du chef de l'Etat français et de M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand, a mis fin à la visite de trois jours du souverain espagnol. Le roi Juan Carlos avait été reçu peu avant à l'Hôtel de Ville de Paris par M. Jacques Chirac.

Ce mercredi, le roi, après avoir reçu la communauté espagnole, s'est rendu à Nice, où il a été l'hôte à déjeuner de M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie. Le souverain devait visiter avec lui dans l'après-midi les ateliers de la Société nationale industrielle aérospatiale

(SNIA) de Cannes-La Bocca, qui fabrique en particulier des satellites de télécommunication. Le souverain espagnol devait regagner Madrid en début de soirée mercredi.

Le roi Juan Carlos et la reine Sophie d'Espagne, accompagnés par le nouveau chef de la diplomatie espagnole, étaient arrivés mardi après-midi en France. Une déclaration commune instituant des sommets annuels entre Paris et Madrid a été signée mardi, moins de deux mois après la signature du traité d'adhésion et six mois avant l'entrée officielle de l'Espagne dans la CEE le 1<sup>er</sup> janvier 1986.

### Une royale simplicité

Il était très fréquent autrefois - il ne l'est plus aujourd'hui - qu'une visite d'Etat donne lieu à des manifestations spontanées de sympathie dans la rue. Tel a pourtant été le cas, le mardi 9 juillet. Des centaines de Parisiens, mêlés à des Espagnols, ont, ici et là, applaudi les rois d'Espagne: Juan Carlos et son épouse Sophie. Devant l'Elysée, où venait d'avoir lieu la signature de la déclaration commune prévoyant une coopération accrue entre Paris et Madrid; face au ministère des affaires étrangères, où un déjeuner venait d'être offert aux hôtes de la France par M. Feibus; devant la Sorbonne, où le souverain venait d'être fait docteur honoris causa, de petits groupes se formaient longuement à l'avance et saluaient chaleureusement le couple.

Ni nostalgie royaliste sans doute, ni soudaine hispanophilie, ni simple curiosité ludique, mais bonhomme rendu à un homme qui a bien mérité de la démocratie et qui a le sens du geste qui touche ou qui frappe.

On le vit bien à la fin du déjeuner, au Quai d'Orsay, où le roi, contre tout usage, s'écartera totalement du texte prévu, s'adressera aux quelque cent cinquante invités « avec son cœur plus qu'avec sa tête », comme il le dit lui-même.

Se laissant peut-être un peu emporter par le moment, le lointain descendant de Louis XIV évoqua même ses « ancêtres, tellement proches » de la France! Sous les lambris républicains, des applaudissements plus nourris, là encore, qu'il n'est coutume de réserver à cette charismatique improvisation.

Dans le salon de la Chancellerie des universités, le souverain, avec ses allures de grand étudiant un peu timide sous le canot rouge, parut accorder une attention passionnée aux discours du recteur, M<sup>me</sup> Hélène Abreiller, et du président de l'université, M. Jacques Soppelsa, faisant son éloge. Quoiqu'il en soit, dans son français quasiment parfait? Que « roi d'Espagne », il se sentait un « Espagnol ».

**M. JOE RODGERS NOUVEL AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS A PARIS**

Washington (AFP, AP). - Le président Reagan a nommé, mardi 9 juillet, M. Joe Rodgers ambassadeur des Etats-Unis à Paris. M. Rodgers, dont c'est le premier poste diplomatique, de succéder après confirmation de désignation par le Sénat, à M. Evan Griffith Galbraith.

[Né le 12 novembre 1933, à Bay-Minette, dans l'Alabama, M. Rodgers est ingénieur de formation. Il a dirigé plusieurs sociétés de construction du Tennessee, et, depuis 1979, il était président du conseil d'administration de la société American Constructors Inc. à Nashville. Ancien commissaire général à l'Exposition internationale de Knoxville, il a fait partie depuis 1984 d'une commission consultative, consultant le président Reagan sur matière de renseignements à l'étranger. M. Rodgers est marié et père de deux enfants.]

**L'accord militaire entre Khartoum et Tripoli**

**WASHINGTON EXPRIME SA «PROFONDE PREOCCUPATION»**

Washington (AFP). - La Maison Blanche a mis en garde, mardi 9 juillet, le Soudan contre les conséquences de l'accord militaire conclu avec la Libye du colonel Kadhafi (Le Monde du 10 juillet).

« Nous avons transmis aux autorités de Khartoum notre profonde préoccupation devant la perspective de relations militaires entre le Soudan et la Libye », a déclaré le porte-parole du président Reagan, M. Larry Speakes.

Il a toutefois indiqué que les informations parvenues à Washington sur cet accord étaient fragmentaires et qu'il n'était « pas certain » qu'il ait été ratifié par le gouvernement soudanais.

La porte-parole a en outre indiqué que Washington avait reçu des « assurances répétées » de Khartoum selon lesquelles une amélioration de ses relations avec la Libye « ne se ferait pas au détriment des liens du Soudan avec les Etats-Unis ».

parmi d'autres », et qu'il associait donc tous ses compatriotes à l'hommage qui lui était rendu. Qu'il ne pouvait oublier en un tel lieu « l'accueil généreux » que trouvèrent en France, aux heures difficiles, des milliers de siens.

Ou encore qu'ignace de Loyola, fondateur des jésuites, et Vitoria, « père du droit des gens », avaient été en leur temps des « sorbonnards » de mérite certain. Bref, partout la même inconfondable et royale simplicité.

Même jeu, le soir, à l'ambassade d'Espagne, avenue George-V. Le carton d'invitation parlait modestement de « réception »: il s'agissait en réalité d'un dîner par petites tables sous une grande tente dressée dans le jardin.

Le roi rayonnait, accueillant, avec les bras ouverts de l'abrazo, les nombreux amis personnels qu'il comptait dans l'assistance, et embrassant familièrement plus d'une dame.

L'euphorie n'était pas moindre sur le plan politique. « C'est la rencontre de deux grecs », commentait un diplomate après l'entrevue au sommet de l'Elysée, et rien ne saurait troubler la sérénité ambiante. On avait voulu, tant du côté français que du côté espagnol, manifester de la façon la plus éclatante qu'une ère nouvelle était désormais engagée entre les deux pays par-delà près de deux siècles d'incompréhension. « Espérons », continuait la même personnalité, que le premier incident de pêcheurs dans le golfe de Gascogne ou le prochain attentat de l'ETA ne déstabiliseront pas à nouveau, comme d'ordinaire, les fondements antifranchistes de l'ordre civil des Pyrénées ».

JEAN-PIERRE CLERC.

### Le texte de la déclaration commune

Voici le texte de la déclaration, signée de MM. Roland Dumas, Francisco Fernandez Ordóñez, ministres français et espagnol des affaires étrangères, et publiée mardi 9 juillet à Paris, à l'occasion de la visite du roi Juan Carlos.

« Les deux parties, au moment où l'Espagne s'apprête à entrer dans la Communauté économique européenne, désireuses de consacrer les liens d'amitié qui existent entre la France et l'Espagne et de consolider l'entente et la compréhension mutuelle entre le peuple français et le peuple espagnol, conscientes des liens de solidarité historique et culturelle qui unissent la France et l'Espagne, constatant que les deux pays partagent les mêmes conceptions démocratiques et poursuivent des objectifs communs, ont décidé de renforcer et d'organiser de la manière suivante la coopération entre la France et l'Espagne dans les domaines politique, culturel, économique et de la sécurité, ainsi qu'au plan local et au plan régional.

**1) Coopération politique**

Le président de la République française et le président du gouvernement espagnol se réuniront une fois par an. Le séminaire ministériel franco-espagnol, sous la présidence des deux ministres des relations extérieures et avec la participation d'autres membres des deux gouvernements, se réunira une fois par an. Il assurera la coordination d'ensemble de la coopération bilatérale.

Un séminaire à l'autre, des réunions entre ministres compétents pourront avoir lieu en tant que de besoin sur des sujets appelant un approfondissement sur le plan bilatéral. Des groupes de travail, composés de hauts fonctionnaires des ministères des relations extérieures, se réuniront selon une périodicité semestrielle. De même pourront avoir lieu des réunions entre missions diplomatiques, services consu-

laire et représentations permanentes auprès des organisations internationales, chaque fois qu'appelleront des questions d'intérêt commun.

De la même façon, et sans préjudice de l'utilisation du champ plus global de la coopération politique européenne, les deux gouvernements se consulteront sur les questions d'intérêt commun. Enfin, en ce qui concerne la lutte contre toutes les formes de criminalité, les deux parties expriment leur volonté commune de poursuivre leurs efforts avec détermination. A cet effet, les autorités responsables des deux pays maintiendront des contacts fréquents, afin de développer et d'intensifier la coopération existante contre le terrorisme, le trafic de drogue et les autres aspects de la criminalité internationale.

**2) Coopération culturelle**

La coopération culturelle, scientifique et technique est l'un des éléments fondamentaux des relations entre la France et l'Espagne. Des mesures seront prises afin d'accroître le nombre d'élèves français apprenant la langue espagnole et ceux des élèves espagnols apprenant la langue française. Un haut conseil culturel franco-espagnol, composé de dix personnalités désignées à raison de cinq par chacun des deux gouvernements, est chargé de faire toutes les suggestions de nature à enrichir les échanges culturels entre la France et l'Espagne. Il se réunira une fois par an, alternativement en France et en Espagne. Les deux gouvernements encourageront particulièrement les échanges de jeunes.

**3) Coopération économique et sociale**

Afin de donner aux relations économiques et commerciales entre la France et l'Espagne le haut niveau souhaité par les deux gouvernements, des groupes de travail mixtes composés de hauts fonctionnaires et de représentants des activités économiques seront constitués et se réuniront périodiquement. Les deux gouvernements encourageront la coopération industrielle entre les entreprises des deux pays. Une attention particulière sera donnée

aux nouvelles technologies. Des protocoles bilatéraux pourront préciser les objectifs et les moyens de cette coopération. Les deux gouvernements s'efforceront d'améliorer, avec l'aide des organismes existants, la protection des travailleurs de chacun des deux pays employés dans l'autre pays, conformément aux dispositions bilatérales en vigueur et aux autres engagements internationaux de la France et de l'Espagne.

**4) Coopération locale et régionale**

Les deux gouvernements encourageront, en conformité avec les dispositions constitutionnelles respectives, les initiatives prises par les collectivités locales et régionales pour le

développement entre elles d'une coopération favorisant les contacts entre les deux peuples, dans l'esprit d'amitié qui unit les deux pays.

**5) Coopération en matière de sécurité**

La France et l'Espagne, dans le cadre des accords en vigueur entre les deux pays, se concentreront sur les problèmes de sécurité et de désarmement. Un groupe d'études stratégiques réunira des hauts fonctionnaires des ministères des relations extérieures et de la défense. La coopération pour la production en commun d'armements sera développée. Les ministres de la défense des deux pays ou leurs représentants se réuniront une fois par an.

### DANS LA PRESSE ESPAGNOLE

#### L'heure de la réconciliation

De notre correspondant

Madrid. - La presse espagnole s'est longtemps caractérisée par une francophobie militante. A lire les éditoriaux que les journaux de Madrid consacrent ce mercredi 10 juillet à la visite du roi Juan Carlos à Paris, force est de constater que cette époque est révolue.

Tout en se félicitant du climat « exceptionnel » qui marque le voyage du monarque, la plupart des quotidiens insistent sur le fait que cette réconciliation entre les deux pays doit maintenant se traduire en faits concrets. « Cette nouvelle ère dans nos relations doit non seulement permettre de dépasser les temps de tension du passé, mais aussi de participer à la tâche complexe et gigantesque de la construction de l'Europe », note, dans son éditorial, El País (centre gauche). « Il y a de l'intérêt de l'Espagne que nous intensifions dorénavant notre coopération dans de nombreux domaines », ajoute le quotidien en se référant plus particulièrement au projet Eureka.

Telle est aussi l'opinion du journal Ya (catholique, conservateur), qui souligne dans un éditorial: « Pour effacer définitivement les rancunes

liées au passé, il faut que nos deux nations se consacrent ensemble à de grandes tâches communes, dont la première peut être de répondre au défi technologique. Des exemples comme ceux de l'Airbus et de la fusée Ariane se sont révélés positifs à cet égard. Le prochain objectif est celui du projet Eureka ».

Diario 16 (libéral) observe de son côté: « La France devient désormais un pays privilégié dans nos relations communautaires. De toute évidence, ce rapport avec le pays voisin, qui revendique en outre un certain leadership au sein de la CEE, ne peut que faciliter notre intégration dans cette Europe dont nous allons bientôt faire partie ».

Quant à l'éditorialiste du quotidien ABC (monarchiste de droite), il observe: « Le poids décisif d'une relation équilibrée entre Paris et Madrid dans le concert européen », et souligne que cette relation nouvelle doit se concrétiser « dans le domaine du commerce (qui commence avec le tourisme et se termine avec la technologie), de l'ordre public et des forces armées ».

Th. M.

## EUROPE

### Luxembourg

#### La mort de la grande-duchesse Charlotte

De notre correspondante

Luxembourg. - La grande-duchesse Charlotte, symbole de l'unité nationale luxembourgeoise, est morte mardi 8 juillet au château de Fischbach, sa demeure privée, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Celle que les Luxembourgeois appellent « la Grande Dame » est entrée dans l'histoire de son pays, dont elle a eu, au cours de quarante-cinq années de règne, préserver l'identité politique malmenée par la compromission. Bien qu'elle fût gravement malade depuis quelques semaines, l'annonce de son décès a été un véritable choc pour la majorité de la population, qui voit disparaître avec elle le symbole d'un demi-siècle déterminant pour le grand-duché.

#### Une souveraine courageuse et populaire

Née en 1896, seconde fille du grand-duc Wilhelm et de Marie-Anne de Bragança, rien ne prédestinait la jeune princesse au rôle de souveraine du grand-duché. Ce n'est qu'en 1919, année où la monarchie luxembourgeoise chancela, qu'elle succéda à sa sœur aînée, la grande-duchesse Marie-Adélaïde, compromise par son attitude pro-allemande pendant la première guerre mondiale.

A vingt-trois ans, Charlotte accéda au trône, 77,8 % des électeurs luxembourgeois s'étant, par référendum, déclarés favorables au maintien de la monarchie. Peu après, elle épousa le prince Félix de Bourbon-Parma, qui lui donna six enfants, dont l'aîné est l'actuel grand-duc Jean.

Au cours des années difficiles qui suivirent son arrivée aux plus hautes fonctions de l'Etat, la souveraine sut réconcilier les Luxembourgeois par sa forte personnalité, son charisme et sa gentillesse. Sachant se tenir au-dessus des partis politiques, elle fit de la monarchie le garant de la démocratie.

**La reconstruction du grand-duché**

Au moment de l'invasion allemande, consciente des leçons du passé, elle prit le parti de s'exiler avec son gouvernement. Réfugiée d'abord en France, elle gagna bientôt Londres, puis les Etats-Unis, après un détour par l'Espagne et le Portugal. Résistante de la première heure, la grande-duchesse ne cessa de reconforter son peuple, auquel elle s'adressa quotidiennement sur

les ondes de la BBC. Ce n'est qu'en 1945 qu'elle put rentrer dans son pays, à bord de l'avion du président Eisenhower. Le grand-duché ayant été libéré par les troupes américaines.

Entourée d'une certaine légende, souveraine respectée et choyée, elle sut faire l'unité nationale en sa faveur dans toutes les couches de la société luxembourgeoise. Brillante ambassadrice de son pays durant les années d'exil, fidèle à ses amis, Charlotte prit une part importante dans la reconstruction du grand-duché. Les visites d'Etat se succédèrent à Luxembourg. Elle ouvrit les honneurs de Versailles lors d'une visite officielle au général de Gaulle. Washington l'accueillait lorsque John Kennedy la reçut avec faste.

Pour les Luxembourgeois, mais aussi pour les historiens, la grande-duchesse Charlotte restera comme un personnage-clé de l'histoire moderne du grand-duché, auquel elle a su conférer la position d'Etat souverain et indépendant, cofondateur de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) puis de la CEE.

Clairement, la souveraine avait préparé sa succession avant d'abdiquer le 12 novembre 1964, après quarante-cinq ans de règne, en faveur de son fils, le grand-duc Jean. Depuis cette date, elle vivait retirée dans son château de Fischbach, entourée des membres de sa famille. Ses apparitions officielles s'étaient faites plus rares, la dernière d'ordre privé remontrant à la visite du pape Jean-Paul II, en mai dernier.

DANIELE FONCK.

## A TRAVERS LE MONDE

### Bangladesh

**PLUS DE CENT MILLE SINISTRES.** - Des pluies torrentielles ont provoqué de nouvelles inondations dans le sud du pays. Les rivières sont sortis de leurs lits. Plus de cent mille personnes sont sans abri. Ce sinistre intervient quelques semaines à peine après le dramatique cyclone qui, en mai, avait tué plus de dix mille personnes dans le delta du Gange. - (Reuters)

### Italie

**M. FANFANI ELU PRESIDENT DU SENAT.** - M. Amintore Fanfani, soixante-deux ans, un des piliers de la démocratie chrétienne italienne, a été élu mardi 9 juillet président du Sénat en remplacement de M. Francesco Cossiga, nouveau chef de l'Etat. C'est la troisième fois qu'il occupera ce poste. M. Fanfani a été élu au scrutin secret. Il a obtenu deux cent trente-huit voix sur deux cent quatre-vingt-dix-neuf, soit près de 80 %. La netteté de ce résultat reflète le fait que tous les partis, du PC au Mouvement social italien (néo-fasciste), avaient accordé sa candidature. M. Fanfani a également été quatre fois président du conseil. - (AFP)

### Japon

**SUCCES ELECTORAL A TOKYO DU PARTI GOUVERNEMENTAL.** - Le Parti libéral-démocrate (PLD), au pouvoir, a remporté, dimanche 7 juillet, 57 sièges sur 127 à l'Assemblée de la zone métropolitaine de Tokyo, soit 6 de plus qu'il y a quatre ans. Le Parti conservateur Komeito a obtenu 29 sièges (contre 27). Le principal parti d'opposition, le Parti socialiste, en a perdu 4 (11 sièges contre 15), tandis que la Parti communiste passait de 19 à 22 représentants. Seuls 53,5 % des 8,7 millions d'électeurs de la capitale japonaise ont participé au scrutin, pourcentage le plus faible depuis la seconde guerre mondiale. - (AFP)

### Pérou

**DES GREVISTES OCCUPENT L'AMBASSADE DE FRANCE.** - Une cinquantaine de fonctionnaires péruviens en grève ont occupé pacifiquement l'ambassade de France, mardi 9 juillet, pendant qu'une quarantaine d'autres investissaient le siège de l'Organisation internationale du travail (OIT) à Lima. Les grévistes réclament notamment l'application d'un accord sur des augmentations de salaires intervenu en mars dernier. Près de cinq cent mille employés sont en grève depuis vingt-deux jours, et certains secteurs comme les postes et le service social sont totalement paralysés. Les manifestations ont quitté les lieux après avoir discuté avec des diplomates français. (AFP, Reuters)

### République sud-africaine

**SEPT NOIRS TUÉS DANS LA CITÉ DE KWATHEMA.** - Les forces de l'ordre ont ouvert le feu, dans la nuit du lundi 8 au mardi 9 juillet, dans la cité noire de Kwathema, située à une quarantaine de kilomètres à l'est de Johannesburg, sur une foule de manifestants qui attaquaient le domicile d'un policier noir. Des affrontements se sont également produits lorsque la police est intervenue dans un cinéma où se déroulait une veillée funèbre à la mémoire de quatre jeunes Noirs tués il y a deux semaines par l'explosion de grenades qu'ils avaient eux-mêmes lancées. Sept Noirs ont, au total, été tués par la police à Kwathema. - (AFP, Reuters, UPL)

**LES PRETS BANCAIRES FRANÇAIS.** - Une étude financée par le Conseil mondial des Eglises révèle que les banques commerciales françaises, suisses, britanniques et ouest-allemandes ont été largement engagées dans les prêts consentis à l'Afrique du Sud de 1982 à 1984, qui ont atteint un total de 4,2 milliards de dollars. Cette étude montre que

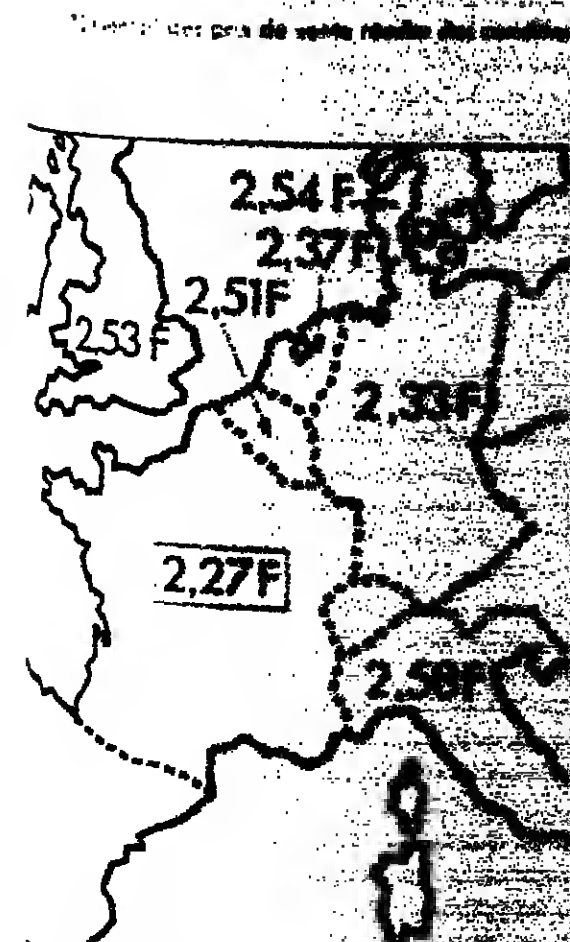
les demandes d'aide financière de Pretoria ont augmenté en raison de la hausse des dépenses militaires sud-africaines. Trois grandes banques françaises, nationales en 1982, sont parmi les dix banques ayant accordé les prêts les plus importants. Les banques françaises ont prêté pour 1,095 milliard de dollars, contre 1,079 milliard pour les banques américaines. Les banques suisses ont accordé 1,52 milliard de dollars de prêts, contre 1,958 milliard pour les banques britanniques et 1,235 milliard pour les banques ouest-allemandes.

### Tchécoslovaquie

**ANNULATION D'ENTRETIENS OFFICIELS AVEC Mgr CASAROLI.** - Citant des sources diplomatiques occidentales, l'Agence France-Presse indique, de Prague, que les autorités tchécoslovaques ont annulé au dernier moment les discussions qu'elles devaient avoir avec le secrétaire d'Etat du Vatican, Mgr Agostino Casaroli. Les responsables communistes auraient, de cette façon, répondu aux manifestations, d'une ampleur sans précédent, qui ont eu lieu à l'occasion de la célébration par l'Eglise catholique du 1100<sup>e</sup> anniversaire de la mort de saint Méthode, évangéliste des Slaves. Mgr Casaroli est rentré à Rome le mardi 9 juillet, se refusant à toute déclaration.

QUAND C'EST L'IMPOSSIBLE

En France, depuis la liberté a entraîné une compagnie pétrolière. Résultat: le prix d'Europe. Et il progresse. Mais vous, comment? Tout simplement car, taxes ont augmenté. Autrement dit, reprend subrepticement. Résultat: vous



**isth** Depuis 1953

INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES

**POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR À:**

**CFPA**

- Examen du 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> degrés de l'enseignement technique
- Places limitées
- Préparation complète des matières
- Janvier à fin Mai / Juin - Septembre

16, av. Léon-Helluy 75016 Paris Tél. 234.10.72

150 من الأصل

مقدار العمل

(Publicité)

# QUAND ÇA BAISSE A LA POMPE, L'IMPOT POMPE LA BAISSE.

En France, depuis le 29 Janvier 1985, les prix des carburants sont libres. Cette liberté a entraîné une concurrence acharnée entre tous les distributeurs, y compris les compagnies pétrolières.

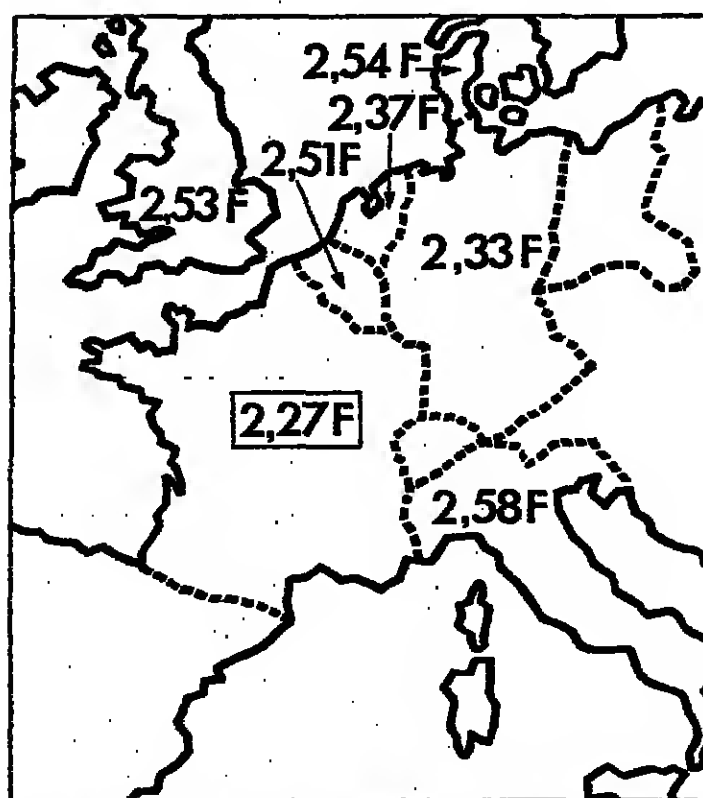
Résultat: le prix moyen\* hors taxes du supercarburant est en France le plus bas d'Europe. Et il progresse deux fois moins vite que l'inflation. Qui dit mieux!

Mais vous, consommateurs, vous avez bien du mal à profiter de tous ces efforts. Tout simplement car, jusqu'à maintenant, quand les prix des carburants ont baissé, les taxes ont augmenté.

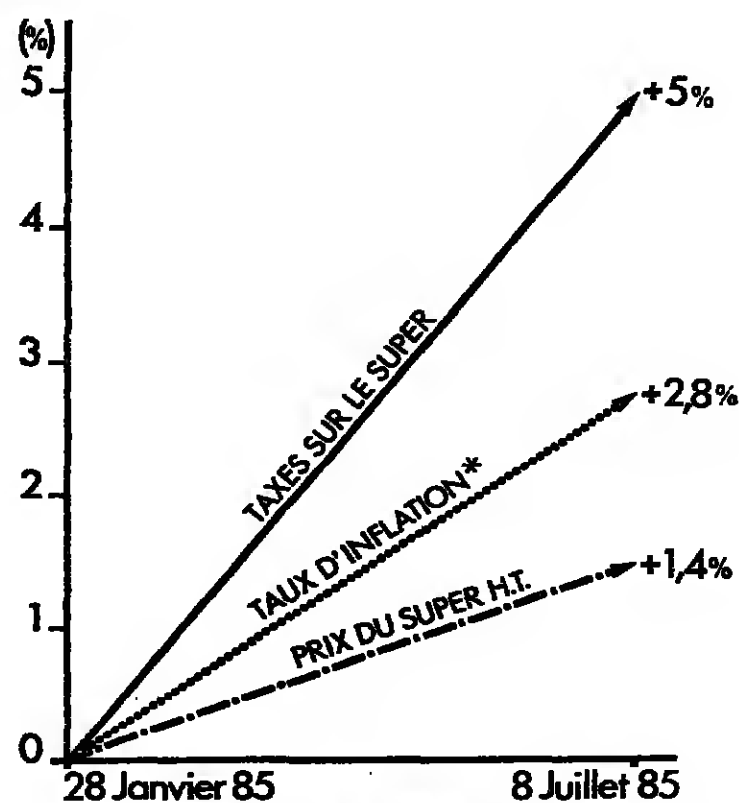
Autrement dit, ce que la concurrence permet de gagner d'une main, l'État le reprend subrepticement de l'autre.

Résultat: vous continuez à payer, en moyenne, 5,80 F pour 2,27 F de super.

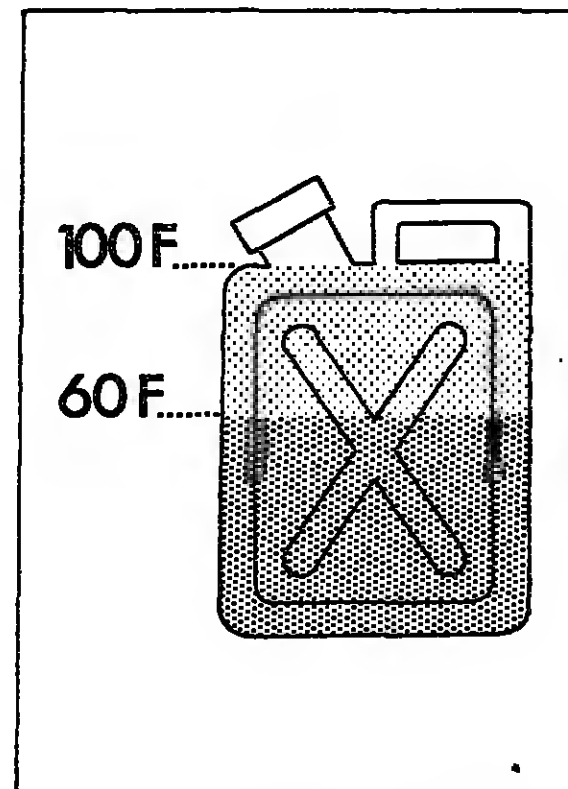
\* L'éventail des prix de vente résulte des conditions d'exploitation propres à chaque station. Par exemple, sur autoroute, les frais d'exploitation, charges et redevances, sont particulièrement élevés.



Comparez: c'est bien en France que le prix moyen du super hors taxes est le plus bas d'Europe.  
(Source: statistiques C.E.E. au 1<sup>er</sup>/7/85.)



Le prix du super a augmenté nettement moins vite que l'inflation, les taxes ont augmenté beaucoup plus vite que l'inflation. Alors, à votre avis, qui est responsable de l'inflation?  
(\* Estimation Juin: + 0,3%.)



Quand vous remplissez votre réservoir avec un beau billet de 100 F, 60 F filent immédiatement payer des taxes.

**Les Compagnies Pétrolières**

Centre Français d'Informations Pétrolières

16, Avenue Kléber 75116 PARIS

EUROPE







# politique

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## Le RPR et l'UDF voteront contre le projet de modernisation de la police

Le projet de loi de modernisation de la police nationale de 1986 à 1990 est examiné par l'Assemblée nationale, à partir de ce mercredi 10 juillet. Le RPR et l'UDF ont annoncé qu'ils voteront contre. « Ce texte ne changera rien à la politique pénale, qui n'est pas assez ferme », a dit M. Claude Labbé, président du groupe RPR, tandis que M. Pascal Clément, pour

l'UDF, estimait qu'il est « facile de faire un chèque [quand] ce sont les autres qui possèdent le compte ». « Cette loi ne résout pas les problèmes de la police », renchérit M. Emmanuel Aubert (RPR, Alpes-Maritimes) qui ajoute que si « le constat du projet était bon », son financement est « absurde » et « insuffisant ».

### M. Bonnemaison, laboureur des villes

Etonnant renversement des rôles. Comment la gauche qui, dans le passé, sur le terrain de la sécurité, s'empêchait volontiers, paraissant frileuse, comme s'il s'agissait d'un sujet honteux, de recommander, au nom d'un moralisme et d'un opportunisme, en vient-elle à embrasser l'opposition qui, jusqu'ici, semblait avoir l'avantage ? Comment réussit-elle à la placer dans une position inconfortable : la modernisation policière et sa programmation pluri-annuelle, elle est pour, mais, puisque la gauche s'y met, elle votera contre.

Au centre de cette conversion des socialistes, de la défensive à l'offensive, un homme, rapporteur du projet de loi sur la police : M. Gilbert Bonnemaison, maire d'Épinay-sur-Seine, député socialiste de Seine-Saint-Denis et vice-président du Conseil national de prévention de la délinquance (CNPD). Un précurseur en ce domaine, depuis 1982 et la création, sous sa présidence, d'une commission des maires sur la sécurité dont le rapport devait se traduire par la création du CNPD. Un élu, pragmatique et patient, qui réussit alors à rassembler des maires de toutes les grandes formations politiques, loin de la polémique partisane et des « s'y a qu'à », « La délinquance, on la traite ou on l'exploite », sa devise sous-tend une démarche originale, liée à un itinéraire méconnu au sein du PS.

M. Bonnemaison est, par son origine sociale, l'un des rares ouvriers parmi les responsables socialistes. C'est un laboureur des villes. Un habitué du macadam, grandi à l'ombre des cités et des usines qui n'a pas oublié d'où il vient. Un politique qui aurait de la terre dans le ventre.

Un père gardien d'usine, après quinze ans dans la garde républicaine. Une mère employée dans les

hospitals de Paris. Gilbert naît le 21 juin 1930 à Paris. La famille est « de gauche », sans plus, comme par hasard, comme par exemple, en 1945, le « parigot », enthousiaste des premiers beaux jours de la Libération, s'inscrivant aux Jeunes socialistes. Ouvrier dans une usine de robinetterie, l'esprit volontiers révolté, « j'étais très à gauche alors », il s'engage pour trois ans dans la marine nationale. Retour en 1950 à la condition ouvrière : ouvrir d'entretien dans les hôpitals puis chef d'équipe dans une usine de tapis à Gennevilliers.

### Rencontres à Épinay

Insatisfait, il s'accroche à une formation professionnelle pour adultes de dessinateur industriel. C'est son métier quand, installé à Épinay depuis 1955, il en devient maire-adjoint en 1959. Son sillon politique, c'est donc à la SFIO, ce courant de jeunes qui feront le lien entre la vieille maison moliériste et le jeune Parti socialiste, et qui symbolisent Pierre Mauroy. Il sera donc logiquement mauroyste. Délégué aux questions ouvrières de la SFIO de 1959 à 1962, l'un des responsables du parti dans la Seine, le voilà maire de « sa » ville en 1967, toujours réélu depuis.

Hasard des symboles : incarnation de la pérennité socialiste française, il est pourtant l'hôte du congrès d'Épinay en 1971, celui où M. Mitterrand et ses amis réussissent leur OPA. C'est là qu'il les rencontre pour la première fois. Il n'était pas de leur sensibilité, il les accepte pourtant volontiers, « Je ne suis pas sectaire, je discute avec tout le monde ».

Il joue le jeu, mais après 1978, quand le courant Mauroy se rapproche de M. Rocard, la dure loi interne le force à quitter les responsabilités qu'il avait prises à la commission de contrôle financier. Il est touché : « Un ouvrier de moins, il y en avait déjà pas beaucoup ! ». lance-t-il selon un témoin qui avoue son estime profonde pour M. Bonnemaison : M. Pierre Joxe. Pas rancunier pour autant, toujours disponible, il offre ses compétences pour la campagne présidentielle de 1981 au même Joxe qui, après la victoire, s'empresse de le nommer trésorier du groupe à l'Assemblée nationale.

« Bonnemaison, il est toujours calme, il ne rend pas devant l'obstacle, il est très sûr de lui, ses idées dans sa poche », résume l'un de ses collègues socialistes. Des qualités qui lui valent les dossiers dont personne ne veut, les projets de loi à risque face à l'opposition : le statut particulier de la Corse, l'administration pénitentiaire, le mode de scrutin proportionnel, autant de questions dont il sera rapporteur. Et, bien sûr, l'insécurité. Ici, il énonce, sans varier, des idées de bon sens, qu'il reprend dans son rapport sur le projet de loi de modernisation de la police : « La sécurité n'est pas seulement l'affaire des professionnels », les réponses policières « resteront toujours partielles », « préserver la sécurité sans faire disparaître les libertés », mettre ce débat « hors du champ du conjoncturel, du passionnel ». Un discours plus novateur qu'il ne paraît au premier abord : l'ébauche d'un nouveau rapport à l'État, le refus de tout lui demander, toujours plus, l'entrée de nouveaux acteurs, les élus. « La sécurité, c'est l'affaire de tous ».

EDWY PLENEL

LA PRÉPARATION DES ÉCHÉANCES ÉLECTORALES

## Discordance chez les socialistes : M. Delanoë, arroseur arrosé...

Les remous continuent chez les socialistes du Vaucluse, où les conseillers généraux du PS ont annoncé qu'ils démissionneraient en bloc si M. Bertrand Delanoë, membre de la direction nationale du parti, devenait tête de liste pour les élections législatives, comme cela semblait prévu à l'issue du comité directeur du 6 juillet (le Monde du 10 juillet). M. Jean Gatel, actuel secrétaire d'État chargé de l'économie sociale, député du Vaucluse avant d'entrer au gouvernement, pouvait prétendre, lui aussi, à la tête de liste. Il s'est déclaré, nous rapporte notre correspondant, « extrêmement content de régler les problèmes de la direction nationale, mais pas de celui des militants ». Au besoin, a-t-il ajouté, j'irai contre Bertrand Delanoë. « Il nous a néanmoins précisé qu'il excluait toute attitude irresponsable ». En clair, si les militants acceptent la décision nationale, M. Gatel l'acceptera aussi.

La position de M. Delanoë doit être d'autant plus désagréable qu'il aura la charge, en tant que membre du secrétariat national chargé des fédérations à l'organisation et... au contenu de régler les problèmes de ce type, qui vont inévitablement surgir ici et là. Placé ainsi en position d'arroseur arrosé, M. Delanoë essaye de calmer le jeu. Il a déclaré

mardi qu'il entend « se présenter au vote des militants » du département et s'inspirer de « l'état d'esprit de deux grands vauclois » : Jean Garcia, président du conseil général, et Remy Duffaut, sénateur et ancien maire d'Avignon. M. Delanoë, qui se veut « député de terrain », ne conçoit, dit-il, sa présence dans le Vaucluse que dans « le cadre d'une équipe » avec les députés socialistes sortants. Apparemment, ce sera difficile : après les conseils généraux, qui trouvaient que tout cela n'a rien à voir avec des « méthodes démocratiques », M. André Borel, l'un des députés sortants, affirme : « Opérer ainsi, c'est se moquer des militants ».

### M. ROUDY :

« Comme des paillasse ! »

Un autre membre du gouvernement manifeste bruyamment son mécontentement après l'accord conclu par le comité directeur. Il s'agit de M. Yvette Roudy, ministre des droits de la femme : « Nous avons été traités comme des paillasse, on a pensé à tout, sauf aux femmes ». Et M. Roudy (qui avait conduit par un UDF, les élections de la Haute-Vienne, la Haute-Vienne et le Territoire de Belfort). On affirme même, au RPR, que la gauche dans ces quarante départements perdrait automatiquement une certaine de sièges.

## Noeuds gordiens

(Suite de la première page.)

En vertu des paramètres retenus par leurs experts, on estime dès à présent, dans les milieux proches du RPR, que les résultats de mars 1986 seront les suivants : RPR, entre 163 et 190 élus ; UDF, entre 120 et 145 ; PS, environ 160 ; Parti communiste, environ 45 ; Front national, environ 50. Ce qui donnerait pour l'opposition parlementaire actuelle une majorité absolue (à un peu plus de trois cents députés) sous le Front national (la nouvelle Assemblée comporterait 577 sièges contre 491 aujourd'hui). A l'UDF comme au RPR, on se dit convaincu de la fiabilité de ces projections. Mais ces prévisions ne tiennent pas compte de la dynamique de la campagne que les experts, si savants soient-ils, n'ont pas encore réussi à mettre sur ordinateur.

### M. Giscard d'Estaing appelé à la discipline

Tout ne se passe pas pour autant sans problèmes. Comme chez les socialistes, bien des cas ne sont pas réglés. M. Giscard d'Estaing s'est ainsi fait rappeler à la discipline de façon respectueuse. C'est lui, en effet, que vise le communiqué publié le mardi 9 juillet par le RPR, rappelant qu'« aucune décision n'a été prise à ce jour par les instances compétentes du RPR et de l'UDF ». L'ancien maire de Chamalières avait, en effet, affirmé que, dans les quatre départements d'Auvergne, les jeux étaient faits : des listes uniques seraient conduites par un UDF dans le Puy-de-Dôme (lui-même) et dans la Haute-Loire (M. Jacques Barrot) et par un RPR dans le Cantal (dont le député sortant est M. Pierre Raynal), et dans l'Allier (M. Hector Rolland).

De même dans le Finistère, le RPR local a-t-il désigné ses trois candidats pour une liste séparée, alors que dans le Jura l'UDF a convoqué une convention départementale pour le 21 septembre.

Les dirigeants des deux formations, qui continuent l'examen des départements, souhaitent « boucler » leurs choix le 20 juillet. Dans la semaine qui suivra, le RPR publiera les noms de ses « chefs de file ».

« Création d'une convention pour la défense des institutions », M. Jean Charbonnel (RPR), maire de Brive et ancien ministre, a annoncé la création d'une « convention pour la défense des institutions ». Il estime que celles-ci sont menacées. « La Constitution gêne la classe politique qui cherche à s'en débarrasser », a-t-il déclaré. « Les institutions de la V<sup>e</sup> République ne sont pas la vache sacrée, on peut y toucher, mais nous refusons que l'on mette en l'air le système », a précisé M. Charbonnel en rappelant son attachement à « la logique majoritaire de la V<sup>e</sup> République ».

M. Pinay appuie M. Lévêque. M. Jean-Maxime Lévêque, président de l'association UNIR (opposition), ancien président du Crédit commercial de France, vient de publier un résumé d'entretiens qu'il a eus avec M. Antoine Pinay. Il indique que l'ancien président du conseil « approuve » ses « initiatives » et « souhaite » qu'il présente aux prochaines élections législatives et régionales « des candidats dans le cadre soit de listes autonomes, soit de listes d'alliance avec d'autres parties de l'opposition ». M. Lévêque ajoute que M. Pinay « se propose de lui apporter son appui ».

c'est-à-dire de ses représentants qui seront tête de liste d'union, ou tête de liste RPR en cas d'accord pour qu'il y ait deux listes, ou encore d'union avec un UDF, d'union conduite par un UDF. Ils espèrent que cela concernera plus de quarante départements.

Le comité des investitures propre au RPR reçoit tous les jours à Paris les responsables et les élus de chaque département. Certains candidats, qui ont naguère décliné des postes dirigeants dans l'Etat ou dans le mouvement, se plaignent d'une telle convocation, mais ils s'y plient. La règle est la même pour tous. Ces comparutions ont fait apparaître que, grâce à ses succès municipaux et cantonaux, le RPR possède maintenant en province un vivier fourré, riche et habillé aux campagnes victorieuses qui ne voit pas toujours d'un bon œil arriver un parachuté parisien. Ainsi M. Albin Chalandon, ancien ministre, a dû vaincre les réticences initiales des RPR du Nord, où il conduira la liste de son parti. Pour M. Jacques Chartron, député national aux élections, la chose a été plus aisée dans la Creuse, car il en est originaire et il y a été préfet.

### « Uniques ou séparées mais toujours unies »

Au sein de l'opposition un autre problème se pose, celui de la proportion entre listes uniques et listes séparées. L'UDF a souvent donné l'impression de préférer les premières car cela lui permettrait de venir plus facilement à bout des rivalités entre ses tendances et d'obtenir, en plus, celles-ci soient sacrifiées sur l'autel de l'union nationale. M. Jean-Claude Gaudin l'a ainsi rappelé, mardi, en regrettant que le RPR présente dans les Bouches-du-Rhône sa propre liste.

Au RPR, on préfère en effet les listes séparées, pour leur double avantage : permettre de mieux compter ses voix et de ne devoir la victoire à personne d'autre. Il n'est donc pas impossible que au total, des listes séparées soient présentées dans une grosse moitié au moins des départements, voire dans les deux tiers, et des listes uniques dans une petite moitié, étant entendu qu'elles seront toutes l'incarnation d'une opposition... unie. Selon la formule de M. Claude Labbé : « Listes uniques ou séparées mais toujours unies sans chamailleries ».

De par l'effet automatique de la représentation proportionnelle, l'opposition peut perdre quelques députés dans certains des cinq départements où elle a le monopole des sièges (la Haute-Loire, la Lozère, le Maine-et-Loire, la Mayenne, la Haute-Savoie), et dans certains des vingt-trois départements où elle n'en possède qu'un. Mais la même chose se produira au détriment de la gauche dans les quarante départements où la droite avait été totalement éliminée en 1981 (l'Aisne, l'Allier, les Alpes-de-Haute-Provence, les Hautes-Alpes, les Ardennes, l'Arrière, l'Aude, la Charente, le Cher, la Haute-Corse, les Côtes-du-Nord, la Creuse, la Dordogne, la Drôme, l'Essonne, l'Eure, le Gard, la Haute-Garonne, le Gers, l'Hérault, l'Indre, l'Isère, le Jura, les Landes, le Lot, le Lot-et-Garonne, la Meuse, la Nièvre, le Pas-de-Calais, les Hautes-Pyrénées, les Pyrénées-Orientales, la Saône-et-Loire, la Seine-Saint-Denis, le Tarn, le Tarn-et-Garonne, le Val-d'Oise, le Vaucluse, la Vienne, la Haute-Vienne et le Territoire de Belfort). On affirme même, au RPR, que la gauche dans ces quarante départements perdrait automatiquement une certaine de sièges.

de « veiller à ce que chaque tendance réserve des places pour les femmes » dans son quota de sièges (M. Roudy voudrait arriver à 15 % des éligibles).

C'est sans doute là qu'est le vrai problème : les femmes présentes pour le courat B (Mauray) se sont bien abstenues, comme les femmes mitterrandistes, lors du vote du comité directeur. Mais, pour le moment, les amis de M. Mauroy ne comptent aucune femme parmi les candidats qu'ils présentent. Quant à M<sup>me</sup> Nicole Briqu, membre du CERES, elle a voté l'accord, tout comme — notamment — M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Licoemane, membre du courant 3 (néo-rocardien). Elle estime que c'est à chaque courant de prendre ses responsabilités, dans le cadre de l'accord national.

Heureusement, certaines des « minorités » extérieures au PS sont plus satisfaites que la « minorité » des femmes socialistes. Ainsi, après M. Stirn, M. Henri Fiszbin, ancien membre du Parti communiste, qui sera peut-être accueilli sur les listes du PS, a-t-il estimé que « tous les démocrates ne peuvent qu'être satisfaits » de l'ouverture décidée par les socialistes. Un autre ancien communiste, M. Roger Fajnzylberg, s'est, lui aussi, félicité de cette ouverture.

J.-L. A.

## LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

### Les sénateurs veulent « inventer des procédures efficaces » pour garantir la liberté des élections

Nouméa. — Les sept membres de la mission sénatoriale (1) ont surpris les observateurs locaux par leur acharnement à appliquer le programme très chargé qui était le leur. Levés à 6 h du matin et jamais couchés avant minuit, ils ont, pendant une semaine, multiplié entretiens et déplacements, avant de repartir mardi 9 juillet pour Paris. Leur objectif prioritaire consistait à étudier les conditions d'application du projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (qui doit en principe être examinée la semaine prochaine en première lecture par le Sénat et définitivement adopté par le Parlement avant la fin du mois de juillet) et surtout à évaluer les possibilités d'organiser un scrutin « libre, sincère et démocratique », selon les propres termes du président de la commission, M. Larché.

Tout au long de leurs investigations, les sept membres de la Haute

### De notre correspondant

Assemblée ont eu présente à l'esprit la nécessité d'éviter, lors du prochain scrutin régional, prévu le 8 septembre, une confusion analogue à celle du 18 novembre 1984, où le « boycottage actif » prôné par le FLNKS avait empêché le bon déroulement des élections territoriales et marqué le début de la période insurrectionnelle qu'a connue le territoire.

Il ne suffit pas — ont-ils souligné avant leur départ d'avoir, le jour du vote, la possibilité de glisser librement son bulletin dans l'urne : « Le problème est de connaître de façon précise et globale la manière dont les électeurs auront été instruits de l'enjeu du scrutin (...) et si ceux qui exerceront leur droit de vote seront assurés d'être respectés dans leur personne et dans leurs

biens ». « D'où la nécessité — précise M. Larché — d'inventer des procédures efficaces pour un scrutin dont les résultats devraient être conformes à une volonté librement exprimée, et aussi d'accumuler des précautions ayant leur impact sur la veille, le jour et le lendemain du scrutin ».

Ce problème revêt plusieurs aspects, qui vont de l'organisation de la campagne au vote des résidents de brousse et des lieux actuellement réfugiés à Nouméa. Pour ces derniers, il avait été envisagé un vote par procuration ; verdict de la mission : « Ce n'est pas sérieux ». Pour ce qui est du respect de la légalité de la campagne électorale — un argument majeur invoqué par les opposants aux élections régionales, — l'incident de Lifou, dimanche dernier, où le président du gouvernement territorial, M. Moké Okévic s'est trouvé empêché de débarquer sur son île, n'était pas de nature à rassurer la commission, mais, dans son rapport, elle n'en tiendra pas compte, contrairement au vœu du RPR. En privé, les sénateurs admettent ne pas avoir l'intention de relancer délibérément l'examen du projet de loi. « La Nouvelle-Calédonie — notent plusieurs sénateurs — n'a pas l'assise populaire de l'école libre, et un blocage du Sénat n'arrive qu'une ou deux fois dans une législature ».

Dépendant, tous les membres de la mission ont manifesté le souci de ne rien décider qui puisse favoriser une situation irréversible. « Peut-être donnerons-nous certains, résumait M. Etienne Daillly, au nom de la majorité sénatoriale, en prenant des décisions qui, en aucun cas, ne compromettront l'avenir ». Ces propos vont à l'encontre des souhaits exprimés naguère à Nouméa par M. Pinay, qui entendait justement créer par son plan un irrévocable partage du pouvoir entre les indépendantistes et leurs adversaires.

FREDERIC FILLOUX

(1) C'est M. Jacques Larché (R, Seine-et-Marne) qui préside cette commission d'information, composée de MM. Germain Authié (PS, Ariège), François Collet (RPR, Paris), Etienne Daillly (Gauche dém., Seine-et-Marne), Jacques Eberhard (PC, Seine-Maritime), Jean-Marie Girault (R, Calvados) et Daniel Hoell (Un. cent., Bas-Rhin).

# Futur manager international

Une double formation franco-américaine

Un double diplôme

Certificat d'Etudes Supérieures de Management International (CESMI) délivré par le MBA Institute

Admission sur concours

(dossier + tests d'aptitude + entretien)

Bac + 4 ans en France + 1 an aux USA

Prépa. Deux + 3 ans en France + 1 an aux USA

**miba INSTITUTE**

Master of Business Administration (MBA) délivré par l'une des meilleures universités américaines

Renseignements et inscriptions

MBA Institute  
9 rue du Pâtre  
75004 PARIS  
Tel. (1) 278.95.45

REJOINDEZ L'ÉLITE

enseignement supérieur privé

**MÉDECINE PHARMACIE**

CLASSE PRÉPA. Stage pré-révision. Soutien annuel. 5 centres : quartier Latin, Neuilly, Nation, Clignancourt, Orléans.

**CEPES**

57, r. Ch. Laffitte, 92 Neuilly, Tel. 722.94.94 - 745.09.19



## PROCHE-ORIENT

Liban

### Deux attentats font dix-sept morts dans le Sud

Deux attentats à la voiture piégée ont fait dix-sept morts - quinze civils libanais et deux membres de l'Armée du Liban du Sud (ALS) - mardi après-midi 9 juillet à Ras-Bayda et Hasbaya. Huit membres de l'ALS et deux soldats israéliens ont été blessés.

La première voiture, une Volkswagen commerciale, a été stoppée à un barrage tenu par l'ALS à Hasbaya, situé à la limite nord de la zone de sécurité, une bande territoriale au Liban du Sud contrôlée directement par l'armée israélienne ou la milice qu'elle soutient.

Un soldat de l'ALS, ayant demandé au conducteur du véhicule de lui montrer ses papiers, qui lui ont paru suspects, lui a intimé l'ordre de descendre de sa voiture pour procéder à une fouille. C'est à ce moment que le conducteur a déclenché l'explosion, d'une très forte puissance. La voiture contenait 150 kilos d'explosifs.

Dix minutes après cette première explosion, une jeune femme au volant d'une Peugeot s'est présentée à un autre barrage de l'ALS à Ras-Bayda, situé aussi à la limite de la zone de sécurité. Elle a fait exploser une charge beaucoup moins importante que celle utilisée pour le premier attentat. Deux soldats israéliens et quatre membres de l'ALS ont été blessés et transportés à l'hôpital de Nabarya, au nord d'Israël.

Comme dans de précédentes opérations du même type, les auteurs des opérations-suicides avaient enregistré une cassette vidéo qui a été diffusée mardi soir par la télévision libanaise.

« Je n'ai pas agi par sectarisme, a dit l'abbé Harb, jeune étudiant en psychologie à Beyrouth. J'accuse cet acte pour le peuple qui veut survivre... Je vais au martyre pour restaurer l'honneur et la gloire de ma nation. » Le jeune homme, Khalid Azrak, un Syrien de vingt ans, a déclaré : « Je crois que la main d'Israël doit être coupée dans ce pays... Je crois au Liban, à l'islam et à la libération de cette terre, car le Liban est un pays aussi bien que la Syrie ou la Palestine. »

Ce double attentat, revendiqué officiellement par le PNSS (Parti national social syrien) est le plus meurtrier commis contre les forces de l'ALS depuis le redéploiement de l'armée israélienne sur la frontière internationale, qui s'est achevé officiellement le 10 juin dernier. Malgré ce retrait, plusieurs centaines de soldats israéliens en uniforme continuent à entraîner l'ALS et à effectuer des patrouilles dans la zone de sécurité.

Les responsables musulmans libanais, réunis lundi à Damas sous

l'égide du vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam, ont adopté un projet politique national pour le règlement de la crise libanaise et un plan de sécurité pour Beyrouth-Ouest, a indiqué un communiqué publié mardi matin.

Selon ce texte, ils ont réaffirmé « leur détermination à agir de manière sérieuse et effective en vue de réaliser l'entente nationale et réunifier le pays ».

Pour Beyrouth-Ouest, le plan prévoit le retrait de tous les miliciens des rues de la capitale et leur rassemblement dans des casernes, la fermeture des permanences des milices, et le refus d'assurer aux contrevenants une « protection politique ». Les responsables libanais sont convenus de charger les Forces de sécurité intérieure (FSI, gendarmerie) de la sécurité à Beyrouth-Ouest. Une unité spéciale de l'armée, sélectionnée et placée sous le commandement du premier ministre, M. Raed Karamé, et du ministre de la défense, M. Adel Ossseirane, secondera les forces de gendarmerie.

Un comité de coordination, comprenant trois membres nommés par le premier ministre, deux représentants du mouvement chiite Amal et deux représentants du Front national démocratique (FND, coalition de partis de gauche libanais) ainsi

que des observateurs syriens, dont le nombre n'a pas été précisé, sera formé afin de veiller à l'application de ces mesures.

À PARIS, deux responsables chiites libanais, MM. Ayoub Homayed, directeur général du ministère de l'Information, et Hassan Youssef, responsable de l'information au siège parisien du mouvement Amal, ont rencontré M. Marc Bonnefous, directeur du département du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord au Quai d'Orsay.

Selon un communiqué de l'organisation chiite publié mardi après-midi à Paris, ils ont demandé à leur interlocuteur de « soutenir les efforts déployés par le gouvernement libanais et par M. Nabih Berré, chef d'Amal et membre du gouvernement libanais, visant à faire arrêter la décision américaine (de boycotage), laquelle complique la mission humanitaire du dirigeant chiite visant à la libération des otages français et libanais ».

À WASHINGTON, le président Reagan a déclaré mardi que les États-Unis faisaient « tout ce qu'ils pouvaient » pour obtenir la libération des sept Américains toujours détenus au Liban, mais qu'ils ne tentaient rien qui puisse mettre leur vie en danger. (AFP, AP, Reuters.)

Iran

Pour « réception corruptrice »

### LE CHEF D'ESCALE D'AIR FRANCE À TÉHÉRAN EST CONDAMNÉ À UN AN DE PRISON

Téhéran (AFP). - Le chef d'escale d'Air France à Téhéran, M. Jean-Yves Albertini, a été condamné à un an de prison en vertu de la loi islamique pour avoir fait de son domicile « un centre de corruption », a annoncé, mardi 9 juillet, le ministère iranien de la justice. Au terme de sa peine, M. Albertini sera expulsé d'Iran et ne pourra y revenir durant dix ans.

M. Albertini, quarante et un ans, avait été arrêté le 18 avril dans la soirée, les forces de l'ordre ayant perquisitionné à son domicile au moment où il donnait une réception avec des invités iraniens. Tous les participants à la soirée ont été interrogés et d'autres personnes que fréquentait M. Albertini l'ont été par la suite.

Au total, une cinquantaine de jeunes iraniens, hommes et femmes, ont été arrêtés dans cette affaire, a indiqué l'IRNA.

La justice islamique a reproché à M. Albertini d'avoir transformé sa ville « en centre de corruption », « incité des musulmans à la débauche » et eu des « pratiques sexuelles interdites ».

L'ambassade de France est intervenue auprès des autorités en faveur de M. Albertini, qui a reçu la visite de membres du consulat.

## AMÉRIQUES

Etats-Unis

### Rambo, le nouveau héros américain de l'anticommunisme primaire

Correspondance

Washington. - Depuis quelques semaines, des millions d'Américains se libèrent de leurs frustrations dans les salles de cinéma. Les exploits de Rambo, héros sans uniforme, solitaire et taciturne, qui extermine des contingents d'horribles communistes vietnamiens et soviétiques, font vibrer la corde patriotique et oublier les difficultés du moment.

Dans tout le pays, au spectacle de Rambo à moitié nu, biceps et pectoraux gonflés, abattant à lui seul des dizaines d'ennemis et sortant toujours indemne de ses épreuves pour aller donner des leçons de patriotisme à des civils pleurant, menacés par des policiers, les spectateurs applaudissent frénétiquement et crient leurs encouragements. Tout cela à la grande satisfaction des producteurs et de l'acteur Sylvester Stallone, qui a personnellement écrit le scénario de Rambo (First Blood).

Le film est un énorme succès. En moins d'un mois, il a rapporté plus de 85 millions de dollars, alors qu'il n'en avait coûté que 27 millions. Des commentateurs avisés profitent de ce qu'on appelle déjà la « rambomanie ». Ainsi, on peut acheter tout un assortiment en plastique des armes utilisées par Rambo, depuis les couteaux jusqu'aux mitraillettes, sans oublier l'arc et les flèches version 1955, dont il se sert pour tuer en silence. Les enfants peuvent acheter des vêtements Rambo, et on parle déjà des « rambogrammes », sorte de tégrammes par lesquels on souhaite au destinataire un bon anniversaire ou un bon charge d'une mission difficile. Ces messages sont dérivés par des porteurs aussi peu vêtus que Rambo. Il serait même question que les bureaux de recrutement de l'armée soient recouverts d'affiches représentant Rambo.

Stallone, qui fait carrière dans le machisme, comme l'illustrent ses trois films sur Rocky, à la gloire d'un boxeur, a cette fois joué très habilement et cyniquement sur le patriotisme amer du grand public. Son héros n'est pas seulement, comme l'a souligné la publicité, le « symbole de l'esprit américain » ; il est d'abord un « justicier, un vengeur, un redresseur des torts commis envers lui comme envers les autres : combattants du Vietnam, ignorés ou oubliés des gens de l'arrière ».

Mission spéciale

C'est dans le pénitencier où il purgeait sa peine qu'un ami colonial vient chercher Rambo pour une mission spéciale au Vietnam. Il s'agit de vérifier s'il y a encore des prisonniers américains dans les camps vietnamiens. « Est-ce que nous allons gagner cette fois-ci ? », demande le héros, suggérant clairement que les civils ont empêché les combattants du Vietnam de rapporter la guerre. Le responsable civil de l'opération, dès qu'il apprend que Rambo a trouvé des prison-

niers, craignant des complications, arrête le messager. Rambo, ainsi trahi, est capturé et horriblement torturé par des « conseillers » soviétiques. Mais, grâce à l'aide d'une jeune Vietnamiennne, il arrive à s'échapper. La jeune fille est tuée, comme il se doit dans un film où le héros ne peut s'offrir le luxe d'un laisser-aller affectif. Alors, animé d'une rage sacrée, il tire dans le tas, pulvérisant ses ennemis et abattant même un hélicoptère soviétique géant.

Après cet exploit, Rambo revient à la base avec des prisonniers qu'il a libérés. « Mission accomplie », lance-t-il aux civils terrorisés. Et de leur dire, avec un sens certain de la provocation : « Allez donc chercher les autres », comme s'il avait la preuve de l'existence d'autres prisonniers américains dans les camps vietnamiens, affirmation discutable et de nature à entraîner habilement l'espoir des familles.

« Un film peut transformer une défaite en victoire. On réussit dans le domaine de l'imaginaire ce qu'on n'a pu obtenir dans la réalité », écrit Stanley Kamow, auteur d'un livre et d'un grand programme télévisé sur le Vietnam. Il n'empêche que petits et grands enfants adorent le film et son héros, sorte de croisement entre Tarzan et James Bond. « Je veux que ce pays aime les anciens du Vietnam autant que ceux-ci aiment leur pays », explique ce desperado au service d'une grande cause qui finit, dans sa fureur de vengeance, par démolir ordinateurs et appareils de guerre moderne.

Le film tend à accréditer la thèse que la guerre du Vietnam a été perdue par la pusillanimité, pour ne pas dire le coup de poignard dans le dos, des hommes politiques. Il est déjà question, après un Rambo I et un Rambo II de tourner un Rambo III, qui pourrait peut-être se passer en Iran, en Afghanistan ou, pourquoi pas, en Amérique centrale. Sous le titre « Un message de Rambo à Ron », le Washington Times, journal très lié aux éléments de droite républicains, invite le président Reagan à dire le leçon du héros au sujet du Nicaragua : « La nation est prête à accepter, et même à mener, une guerre dans laquelle l'ennemi serait bien désigné et l'objectif atteignable. » Le quotidien ajoute : « Par sa victoire sur les lâches du Congrès et les pacifistes, le président a l'occasion de capter l'esprit de combat qu'un film comme Rambo a créé. » Décidément, le président Reagan a bien du mérite, fût-ce en violentant sa propre nature, de rester insensible au message de Rambo. N'est-il pas lâche, pendant le récent crise des otages de Beyrouth et alors qu'il venait de voir le film : « La prochaine fois, je saurai ce qu'il faut faire. »

HENRI PIERRE

### Les Syriens expulsent de la Bekaa vers la Jordanie la dernière unité palestinienne « arafatiste »

Amman. - Un groupe de combattants palestiniens appartenant à la brigade Badr de l'Armée de libération de la Palestine (ALP) ont été expulsés par les Syriens vers la Jordanie dans la nuit du lundi 8 au mardi 9 juillet. Jusque-là stationnés dans la Bekaa libanaise, ils ont été conduits à la frontière syro-jordanienne dans des camions de l'armée. Selon Abou Jihad, le commandant en chef adjoint des forces de l'OLP, ils avaient été encerclés par les soldats syriens lundi et sommés soit de se rallier à la dissidence palestinienne anti-Arafat et de s'intégrer aux brigades de l'ALP contrôlées par Damas, soit de quitter la Bekaa dans les douze heures.

La brigade Badr basée en Jordanie compte environ mille cinq cents

hommes. Les combattants expulsés par Damas faisaient partie de quelque sept cent cinquante volontaires de l'ALP qui quittèrent le Royaume hachémite en juin 1982, lors de l'invasion du Liban par Israël pour rejoindre les forces palestiniennes à Beyrouth et dans la Bekaa. Un premier groupe de ces volontaires a été rapatrié en Jordanie dès août 1982 après l'évacuation de la capitale libanaise par l'OLP.

Le nombre exact des expulsés n'a pas été révélé. Les responsables palestiniens à Amman se bornent à indiquer qu'il s'agit d'un bataillon (environ trois cent cinquante combattants), bien que des témoins de leur arrivée mardi après-midi au campement de la brigade Badr à

35 kilomètres au nord-est d'Amman n'aient dénombré qu'une centaine d'hommes.

Abou Jihad nous a en outre confirmé qu'aucun autre groupe de combattants de l'ALP n'était désormais attendu en Jordanie et qu'il ne restait plus, dans la Bekaa, que des unités d'obédience syrienne. L'expulsion des combattants de la brigade Badr, affirme-t-il, « fait partie d'un accord tacite américano-israélo-syrien » visant à éliminer toute présence palestinienne armée au Liban, c'est en tout cas l'un des derniers bastions des fidèles de Yasser Arafat au Liban qui vient ainsi de tomber.

E.J.

### LE BOYCOTTAGE DE L'AÉROPORT DE BEYROUTH

#### Ce trompe-la-mort qu'on veut achever

Beyrouth. - « L'aéroport ? C'est un gouffre sans fond... Pour les chrétiens de Beyrouth-Est, il n'est pas un monde d'endroit plus hostile. Hier encore et durant dix longues années de guerre, son fonctionnement les ravivait. Alors que le fossé se creusait entre les deux secteurs de la ville, ils peletaient : « Beyrouth-Ouest ? Pourquoi y mettraient-ils les pieds ? Je n'ai rien à y faire. » Puis ils concédèrent : « Seul, bien sûr, pour aller à l'aéroport... »

C'est fini, le dernier lien entre les deux Beyrouth, le plus résistant, s'est brisé. Un mille cinq cents voyageurs - cent cinquante à deux cent cinquante - filent encore chaque jour d'est en ouest, mais il représente à peine 10 % du flot de passagers aériens qui venait des régions chrétiennes, même après que Beyrouth se fut scindée en deux villes ennemies.

Pour causement calfeutrée dans des autobus de la compagnie nationale d'aviation MEA qui leur assure une relative sécurité, pour quelques-uns, entendus et comoyés de bout en bout des qu'ils « passent » à Beyrouth-Ouest, ces « passagers de l'Est » sont tenus pour des fous ténébreux. Il s'agit surtout de personnes âgées, de femmes, de quelques enfants et des allégés qui se voient par mer pour Chypre ou au couteaux détourner via Damas.

Ces derniers opiniâtres risquent de disparaître, comme ont disparu les compagnies d'aviation étrangères desservant Beyrouth : Air France, Cyprus Airways, Alia (jordanienne) ont mis bas les armes suite à des menaces ou à des détournements ; Aeroflot, Meleu, Balkan Airlines, se sont subitement éclipées le mois dernier après le détournement de l'avion de la TWA. Seule la compagnie roumaine Tarom vient de revenir.

Bref, c'est à un moribond que les États-Unis veulent donner le coup de grâce en entraînant l'Europe occidentale dans leur boycottage. Les pays arabes qui protestent à Washington contre ces mesures ont depuis longtemps cessé d'envoyer leurs avions à Beyrouth. La Jordanie, qui s'acharnait, a perdu le mois dernier un Boeing, calculé sur ses pistes. Les pays communistes, qui dénoncent les mesures anti-

De notre correspondant

caines, ont discrètement suivi le mouvement.

La sécurité de l'aéroport n'est et ne peut être qu'un leurre. En somme l'État libanais d'y « rétablir son autorité », le gouvernement américain bien qu'il demande l'impossible. Exiger que les pouvoirs publics y parviennent, c'est leur demander, en fait, le règlement global de la crise libanaise.

« C'est bien, mais très, très insuffisant », a déclaré la Maison Blanche au vu du train de mesures prises par le régime d'État réuni autour du président Gemayel. L'application de ces décisions est à la merci des réels détenteurs du pouvoir à Beyrouth-Ouest : le milice Amal (chiite) et, dans une moindre mesure, le PSP (druze).

Le naufrage de la MEA

Certes, les milices, effrayées par les conséquences de leur action, ont voulu mettre un peu d'ordre à l'aéroport. Elles ont retiré leurs hommes en armes et fermé les accès installant un remblai de sable autour des pistes. Mais elles peuvent très bien revenir demain sur ces précautions.

D'autres facteurs que le manque de sécurité conduisent à leur perte l'aéroport de Beyrouth et la compagnie libanaise MEA. En raison de la chute de la monnaie, les prix des billets d'avion exprimés en livres libanaises ont plus que doublé de prix. En outre, beaucoup de consulats, dont ceux des États-Unis, de la Grande-Bretagne et des pays du Golfe, ont fui Beyrouth, délivrant désormais leurs visas à Larnaca ou à Damas. Ceux qui ont dû s'y rendre pour recueillir le précieux tampon sur leur passeport, partent de là. Enfin, la récession dans le Golfe a réduit les occasions de s'y rendre.

Résultat catastrophique de tous ces facteurs conjugués : la MEA, monopolisant pourtant les voyageurs, transporte, en cette étrange haute saison, entre mille cinq cents passagers (60 % au départ, et 40 % à l'arrivée), ne faisant plus décoller que huit ou neuf avions par jour. Les deux mille passagers qui lui manquent par rapport à son trafic normal sont pour la plupart ceux qui ne viennent plus de Beyrouth-Est. De 60 % des passagers libanais

venant naguère du secteur chrétien, on est passé à 10 % à 20 %.

Les pertes s'accumulent : 500 millions de livres libanaises à fin 1984, difficilement couvertes par un emprunt public, les mêmes s'accumulent. Le déficit prévisionnel de l'exercice 1985 est estimé à 175 millions de livres. Cette situation financière dramatique d'une compagnie naguère florissante, a rendu caducs les efforts pour renouveler une flotte obsole, polluante et grosse consommatrice de carburant. Plus d'Airbus, malgré un contrat remontant à 1982 ; tout juste la rétrocession prévue pour 1988-1987 de quatre vieux Boeing 707 afin d'éviter que les aéroports européens ne se ferment, pour cause de décalages, devant les avions libanais. C'est un sort profondément injuste pour cette compagnie courageuse qui, à l'irrigation du Liban, brève durant huit ans les effets de la guerre, étonnant le monde par son acharnement à survivre.

Car c'est la MEA, et à travers elle les voyageurs libanais moyens, que les États-Unis frappent et ils parviennent à mettre l'aéroport de Beyrouth hors de loi. Certes, refuser de se satisfaire de sa « sécurité » fluctuante est leur droit. Depuis 1975, le PANAM (seul un épiphème intermédiaire « politique » en 1982), la JAL, la Lufthansa et bien d'autres, n'y ont plus posé les roues de leurs avions. Les autres compagnies - Air France fut des plus fidèles - ont pourtant le droit de braver la difficulté. Et la MEA celui de prendre les risques qu'implique l'appartenance à ce pays.

L'aéroport a été fermé un an, cinq mois et cinq jours au total en dix années de guerre. Il a pourtant réussi, en dépit de la tragédie, à relier le Liban au reste du monde. Opérant au-delà des limites du raisonnable, atterrissant au décollant parmi les obus et les tirs d'artillerie, se faisant enlever sur la route menant à l'aéroport, les cotoyant des miliciens armés à tous les coins de piste et obligés de composer avec eux, croisant des voitures circulant dans tous les sens sur le tarmac, guidées par une tour de contrôle à la merci des miliciens, les équipages et les employés de la MEA ont droit à l'admiration. Leur interdire d'opérer de garder le cadre menacé de cette époque à la disposition des Libanais qui osent s'y risquer ?

LUCIEN GEORGE.

VOLVO EST PRÉSENT DANS DES ACTIVITÉS MULTIPLES.

LA RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU GROUPE L'ATTESTE :

AUTOMOBILES	34,8%
CAMIONS ET BUS	19,0%
MATÉRIEL DE TRAVAUX PUBLICS	3,3%
MOTEURS MARINS ET INDUSTRIELS	2,6%
REACTEURS D'AVIONS, MOTEURS HYDRAULIQUES	1,3%
ÉNERGIE (COURTAGE DE PÉTROLE ET PROSPECTION DE GISEMENTS)	31,0%
ALIMENTATION (VIANDES, POISSONS, LÉGUMES EN CONSERVES, BOISSONS)	5,7%
DIVERS	1,4%

VOLVO EST COTÉ À LA BOURSE DE PARIS (R.M.).

VOLVO

سكنا من الأصل



# Les frères charrons

un conte de Christopher Martin  
illustré par Eduardo Paolozzi

IL Y A BIEN LONGTEMPS, si longtemps même que nous ne savons plus au juste quand, vivait dans le village de Thorhallstead, au-dessous du mont Hjalti, un vieux charron, fabricant de chars à boeufs, nommé Egill.

Depuis plusieurs mois, le vieil Egill ne quittait plus son lit, et alors qu'il vivait ses dernières heures, il fit venir ses deux fils Asmund et Arlund.

“Mes enfants, dit-il, j'ai créé l'affaire de charronnerie la plus respectée et la plus célèbre de toutes les hautes terres. Et maintenant je vais la laisser à mes deux bons garçons. Mais, aussi bons que vous soyez, vous avez des conceptions très différentes. En affaires, chacun de vous entraînerait l'autre à la ruine. Aussi, après mûre réflexion, ai-je décidé de partager mon entreprise en deux parts égales. Chacun de vous aura la moitié et pourra agir absolument à sa guise.

Mais avant que je ne meure, retenez bien ces dernières paroles d'avertissement. Le monde change, et durant votre vie il changera encore plus vite qu'il n'a changé pendant la mienne. Un jour, quelque chose remplacera peut-être le char à boeufs, tout comme la lance a été remplacée par l'arc et la flèche. Soyez toujours prêts au changement.” Sur quoi le vieil homme mourut.

Thorhallstead put alors s'enorgueillir de deux charrons, et avec le temps les personnalités différentes des deux fils se reflétèrent dans leurs entreprises. Asmund continua de fabriquer des chars à boeufs aussi bien que son père l'avait fait avant lui. Il allait avec son temps, améliorant et perfectionnant ses chars, et les peignant d'une couleur différente chaque année.





Arlund de son côté décida d'élargir ses intérêts. Il prit une participation dans une ferme, dans une forêt de pins, (le bois étant de loin la principale source d'énergie dans ces régions), dans la fonderie qui fabriquait ses nouvelles roues en fer, dans la tannerie qui lui fournissait le cuir pour ses nouveaux chars à boeufs "capitonnés, de luxe", et s'associa avec les fabricants de ressorts qui étudiaient alors les ressorts destinés à équiper le premier char à boeufs "à suspension dynamique" du monde.

Il tenait le...  
l'énergie et...  
que, quel...  
autonomie...

Puis...  
parvint jusqu'à...  
était né. "Et...  
le voyageur qui...  
non pas de...  
porte le nom de...

La demande...  
lendemain...  
ni les ressources...  
rapidement...

Au contraire...  
branches de son...  
le seul fabricant...

Les années...  
pour Arlund aff...  
affaires d'Arlund...  
deux beaux garç...  
Helga, son amie...

Vint le jour...  
souffrant, appe...  
"Aussi bons gar...  
de vous entraî...  
partager mon em...  
aura la mort et...  
que je ne meure...  
monde change...  
qu'il n'a changé...  
remplacera pour...  
à remplacer le...  
ment." Sur qu...



Il tenait le renseignement de bonne source. "L'alimentation, l'énergie et les transports, avait-il coutume de dire, signifient que, quoi qu'il arrive dans ce monde agité, j'aurai mon autonomie."

Puis un jour, la nouvelle d'une invention révolutionnaire parvint jusqu'aux hautes terres. Un nouveau moyen de transport était né. "Il est entraîné par un cheval, non par un boeuf, disait le voyageur qui avait apporté la nouvelle, il a quatre roues, et non pas deux, et il est couvert au lieu d'être ouvert. Ce véhicule porte le nom de: voiture hippomobile."

La demande de chars à boeufs cessa presque du jour au lendemain et l'atelier d'Asmund commença à décliner. Il n'avait ni les ressources ni le savoir-faire nécessaires pour s'adapter rapidement.

Au contraire, Arlund s'appuya fermement sur les autres branches de son entreprise, et devint bientôt le principal et même le seul fabricant de chariots hippomobiles des hautes terres.

Les années passèrent, et Asmund fut contraint de travailler pour Arlund afin d'assurer la subsistance de sa famille. Les affaires d'Arlund prospérèrent de plus belle, de même que les deux beaux garçons qu'il avait eus d'un heureux mariage avec Helga, son amie d'enfance.

Vint le jour où Arlund, devenu un vieil homme fatigué et souffrant, appela ses deux fils au chevet de son lit de mort. "Aussi bons garçons que vous soyez, dit-il, en affaires, chacun de vous entraînerait l'autre à la ruine. Aussi ai-je décidé de partager mon entreprise en deux parts égales. Chacun de vous en aura la moitié et pourra agir absolument à sa guise. Mais avant que je ne meure, retenez bien ces paroles d'avertissement. Le monde change, et durant votre vie il changera encore plus vite qu'il n'a changé pendant la mienne. Un jour, quelque chose remplacera peut-être le chariot hippomobile, tout comme celui-ci a remplacé le char à boeufs. Soyez toujours prêts au changement." Sur quoi, le vieil homme mourut.

**VOLVO**



# JUSTICE

TANDIS QUE LES PARENTS DE GRÉGORY CONTINUENT LEUR GRÈVE DE LA FAIM

## Expertise psychiatrique pour Christine Villemin

Épinal. — M. Jean-Michel Lambert, juge d'instruction à Épinal, vient d'ordonner une nouvelle série d'expertises, psychiatriques cette fois, concernant M<sup>me</sup> Christine Villemin. Ces examens ont été confiés à des experts nationaux de la Cour d'appel de Paris.

M<sup>me</sup> Villemin, inculpée d'assassinat sur la personne de son enfant et maintenue en détention après le rejet, lundi 8 juillet, par le juge d'instruction, de la demande de mise en liberté déposée le vendredi précédent par M<sup>me</sup> Henri-René Garaud, continue à la prison de Metz à observer une grève de la faim.

Son mari, Jean-Michel Villemin, écroué lui à la prison de Nancy, refuse également de s'alimenter. Selon des sources proches de leur défenseur commun, M<sup>me</sup> Garaud, M<sup>me</sup> Villemin, qui jeûne maintenant depuis quatre jours, aurait perdu 4 kilos.

Les policiers du SRPJ de Nancy, agissant sur une nouvelle commission rogatoire, ont repris leurs investigations. Ils semblent

### De notre envoyé spécial

s'employer notamment à déterminer l'origine de la cordelette saisie au domicile des Villemin. Cette cordelette, soumise à expertise, se serait révélée, selon les conclusions des techniciens et des chimistes, d'un modèle « rigoureusement identique » à celui du lien qui avait été utilisé pour entraver les poignets et les chevilles de Grégory Villemin.

Les policiers cherchent à établir la provenance de la cordelette et éventuellement le lieu d'achat. En effet, contrairement à ce qui a souvent été avancé, cette cordelette n'est pas d'un modèle utilisé dans les filatures de la région. Au cours des multiples investigations menées d'abord par la gendarmerie, puis par la police judiciaire, des morceaux n'en ont été saisis que chez les époux Villemin et chez un autre membre de la famille, totalement hors de cause.

La nouvelle commission rogatoire confiée aux policiers et la nécessité évoquée, pour faciliter leur travail,

de maintenir M<sup>me</sup> Villemin à l'isolement, n'ont pas été l'un des trois motifs invoqués par le juge Lambert pour rejeter la demande de mise en liberté. Le magistrat, en effet, aurait argumenté sa décision sur trois éléments : le fait que l'état de santé de M<sup>me</sup> Villemin soit ainsi l'objet d'une surveillance constante, la nécessité de la protéger et enfin l'existence dans le dossier d'indices « graves, précis et concordants ».

Ces éléments seront portés à la connaissance de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy. M<sup>me</sup> Garaud a interjeté appel de la décision du juge Lambert devant cette juridiction qui devrait se réunir prochainement, très probablement à la fin de cette semaine ou au tout début de la suivante. De même, cette instance qui dispose d'un délai théorique de trente jours pour se prononcer, pourrait réduire à l'extrême son délibéré pour rendre son jugement. Éventuellement, d'ici, dans les vingt-quatre heures suivant l'audience.

PIERRE GEORGES.

## M<sup>me</sup> Henri-René Garaud, avocat ou la défense de... l'autodéfense

Épinal. — M<sup>me</sup> Henri-René Garaud est un personnage affable. Probablement un avocat fort embarrassé aujourd'hui. Cet excellent homme, d'une posture délicate et d'une élégance toute naturelle, s'est fait dans son métier une spécialité : la défense de l'autodéfense. Il est, par excellence, le défenseur des gens qui, au nom du devoir ou de leurs craintes, ont pris occasionnellement avec la loi, telle édictée, de fâcheuses libertés.

M<sup>me</sup> Garaud a, en quelque sorte, officialisé la manière presque systématique une nouvelle race d'inculpés : les délinquants victimes du mal. Il est l'homme de tous ces honnêtes gens victimes non pas d'un méfait désagréable, mais d'une provocation, de ce « mal » partout présent qui les expose et les conduit à exercer de façon préventive, quand elle n'est pas punitive, leur légitime défense.

M<sup>me</sup> Garaud n'est donc pas l'avocat des grands méfaits, des hors-la-loi de routine, des associations sanguinaires ou des escrocs. Son créneau est ailleurs. Du policier qui, pour protéger la société, aura interpellé un individu usé de la rattraque ou de son arme administrative, au particulier qui a protégé ses biens par transitoire piégé ou fusil de chasse, l'avocat parisien fait son affaire.

Et il le fait bien. On peut ne pas partager les idées de M<sup>me</sup> Garaud, cet art gourmand de surfer sur l'idéologie sécuritaire, mais il faut admettre que cet avocat n'a pas son égal pour carresser, avec talent, un jury dans le sens de ses fantasmagories, pour conduire les jurés, les honnêtes gens à se poser la question : « Et vous, qu'auriez-vous fait à sa place ? » Quitte ainsi à occulter le dossier.

### De notre envoyé spécial

M<sup>me</sup> Garaud a un nom. Il a aussi une tribune et une organisation : Légitime défense, dont il est l'avocat mais également une tête pensante, avec son ami, M. François Romero, ancien président de la Cour de sûreté de l'État. Cette organisation ne fait pas dans la nuance. Elle milite pour la répression, le rétablissement de la peine de mort, et, comme son nom l'indique, pour le droit élargi à la légitime défense. En somme, M<sup>me</sup> Garaud est un cas assez intéressant : avocat à la cour, procureur à la ville.

Cet homme de talent ne sortait pas de son rôle lorsqu'il fut conduit — averti par un informateur zélé — à s'intéresser dès le début à l'affaire Grégory. Partie civile pour Jean-Marie et Christine Villemin, M<sup>me</sup> Garaud trouvait là un dossier à sa mesure : un crime odieux, l'insécurité latente, une affaire de nature à échauffer les imaginations.

Lorsque l'enquête eut abouti à la désignation d'un premier présumé à coupable, Bernard Laroche, M<sup>me</sup> Garaud ne put que se féliciter du travail effectué. Peut-être aut-il simplement le tort, à ce moment-là, de vanter publiquement « la fiabilité actuelle » des expertises en écriture.

### Une situation délicate

Lorsque, après la libération de Bernard Laroche, le juge Lambert désaffecta la gendarmerie pour confier l'enquête à la police judiciaire, M<sup>me</sup> Garaud fut le premier à s'opposer, estimant « les policiers plus efficaces, car moins visibles ».

L'affaire commença à prendre une tournure étrange. L'assassi-

nat de Bernard Laroche par Jean-Marie Villemin restait pour M<sup>me</sup> Garaud — on parle là de l'avocat, pas de l'homme — du domaine du classique. Mais l'orientation de l'enquête policière en direction de Christine Villemin contribua à le placer ainsi en situation délicate. Entre les expertises et contre-expertises en écriture quasi formelles — « On sait depuis l'affaire Dreyfus ce qu'il faut penser de ces expertises », — les témoignages, les présomptions rassemblées, la synthèse à fin par se faire : l'inculpation de Christine Villemin.

Et M<sup>me</sup> Garaud finit, lui, par se trouver dans une situation très délicate. Juridiquement, en effet, l'avocat se voit placé dans un cas de figure inédit. Il est aujourd'hui, pour l'assassinat de Grégory, partie civile au nom de Jean-Marie Villemin, le père. Il est défendeur de Christine, la mère, inculpée de cet assassinat.

En somme M<sup>me</sup> Garaud, d'un strict point de vue juridique, devrait se battre pour lui à contre aller, et pour elle et contre lui. Situation tout à fait schizophrénique et il lui a fallu tout de même aujourd'hui opérer a priori une sorte de synthèse.

C'est ce qu'il a fait : en affirmant l'innocence de Christine Villemin avec acharnement, l'avocat ne fait assurément que son devoir. L'homme n'abandonne sans doute qu'à sa conviction ; la militante de la Légitime défense, lui, s'en tient à l'essentiel, le crime.

M<sup>me</sup> Garaud n'a plus d'autre choix : « Je les défends comme mes enfants », a-t-il dit de Jean-Marie et Christine Villemin. Ces enfants, tous deux inculpés d'assassinat lui donnent bien du souci.

P.G.

# FAITS DIVERS

A l'hôpital de Gonesse (Val-d'Oise)

## UNE ENQUÊTE EST EN COURS APRÈS LE DÉCÈS D'UN MALADE

Une famille de l'Oise a porté plainte, samedi 6 juillet, auprès du procureur de la République de Pontoise (Val-d'Oise) après le décès, à l'hôpital de Gonesse, d'un retraité de la SNCF âgé de cinquante-neuf ans.

Selon le fils du défunt, M. Gérard Deswarte, domicilié à Plessis-Bois, dans l'Oise, le malade, Emile Deswarte, hospitalisé d'urgence le 31 mai pour se faire enlever la vésicule, « a été opéré trop tard ». « En quatre jours, mon père n'a subi qu'une radiologie des poumons, affirme M. Gérard Deswarte. Il souffrait énormément, à tel point qu'il s'est taillé les veines en pleine nuit, dans sa chambre d'hôpital, avec son rasoir. Les médecins se sont alors aperçus que sa vésicule avait éclaté. Il n'a été opéré immédiatement, mais il était déjà trop tard ».

Un communiqué publié lundi 8 juillet par la direction de l'hôpital de Gonesse contredit ces affirmations. La direction précise notamment que M. Deswarte a bénéficié des soins nécessaires par son état et a subi, au total, trois interventions chirurgicales. Elle se retranche toutefois derrière le secret médical pour justifier son refus de donner des éléments précis sur l'état de santé de M. Deswarte. Une enquête administrative est en cours.

« Plainte contre X... après le décès d'une fillette à l'hôpital Neker. — Les parents d'une fillette âgée de dix ans, Catherine Douarre, ont porté plainte contre X... à la suite du décès de leur petite fille, survenu pendant la nuit de jeudi à vendredi 5 juillet à l'hôpital Neker à Paris, où elle avait été évacuée d'une clinique de Vernon (Eure).

Catherine avait été hospitalisée, mercredi après-midi, à la clinique Sainte-Marie à Vernon pour y subir, le lendemain matin, une opération des amygdales et des végétations.

Jendi, vers 13 heures, M<sup>me</sup> Eliane Douarre était prévenue par téléphone que son enfant devait être évacuée, en raison de son état, sur Paris, où la petite fille était transportée par hélicoptère vers 14 h 45 à l'hôpital Neker, où Catherine mourut vendredi à 16 h 30.

# ÉDUCATION

AU CONSEIL DES MINISTRES

## La procédure de nomination des maîtres de l'école privée

Quatre projets de décret concernant les rapports entre l'État et l'enseignement privé devaient être examinés en conseil des ministres, ce mercredi 10 juillet. L'un de ces textes précise la procédure adoptée pour la nomination des maîtres, en définissant bien le rôle du recteur (représentant de l'État) et celui du chef d'établissement. Il doit aussi fixer la composition des commissions chargées d'examiner

les candidatures et de statuer en cas de conflit. Un autre texte prévoit la mise en place d'une commission de concertation destinée à régler les éventuels litiges entre l'État, les collectivités locales et les établissements. Les deux derniers projets de décret doivent permettre une harmonisation entre des textes en vigueur et la loi Debré.

Depuis la fin de la querelle scolaire et la décision du gouvernement de M. Laurent Fabius de revenir à la loi Debré de 1959, les responsables de l'enseignement catholique et le ministre de l'éducation nationale se sont plusieurs fois rencontrés. L'objectif de cette concertation est d'adapter la loi Debré — la « loi-teller », selon l'expression de conseillers du ministre — en fonction de l'évolution de la loi Guéhenno de 1977 relative à la nomination des maîtres de l'enseignement privé.

Après l'adoption par le Parlement, en décembre 1984, de la loi complémentaire de décentralisation de l'enseignement public et privé, les fonctionnaires et leurs par-

tenaires ont cherché à élaborer des textes qui respectent les prérogatives de l'État — qui rémunère les maîtres — tout en préservant la liberté des chefs d'établissement.

### Une bataille budgétaire

A la veille d'une rentrée scolaire qui s'annonce difficile dans l'enseignement public en raison des contraintes budgétaires, des responsables de l'enseignement catholique ont tendance à élever le ton. Ils se plaignent de l'insuffisance des crédits versés aux établissements par rapport à la demande croissante, selon eux, de familles qui souhaitent que leurs enfants soient accueillis

dans une école privée. Ils soulignent aussi que soixante-neuf communes refusent toujours d'assumer leurs obligations à l'égard d'écoles primaires sous contrat d'association. Mais ces griefs ne suffisent pas à remettre en cause une paix scolaire qui s'est établie depuis un an.

« Nous ne souhaitons pas organiser à nouveau des manifestations », soulignent des responsables de l'enseignement catholique. « Nous nous tournons en page au lieu d'essayer de ranimer une querelle périmée », comme leur demandait récemment M. Jean-Pierre Chevènement, le ministre de l'éducation nationale ?

SERGE BOLLOCH.

## EN BREF

● Un laboratoire spatial de physiologie humaine. — L'Agence spatiale européenne (ESA) a confié au consortium industriel formé par l'Aérospatiale et la société allemande Kayser-Threde la réalisation d'un équipement de physiologie humaine destiné au laboratoire spatial Spacelab. L'équipement, qui est destiné à voler au moins trois fois, la première mission étant prévue en octobre 1988. Le contrat global dépasse 100 millions de francs.

● Les attentats de Guimamp revendiqués par un commandant inconnu. — Un mystérieux commandant autonome révolutionnaire et socialiste breton a revendiqué, lundi 8 juillet, dans une lettre adressée, depuis Quimper, aux journaux régionaux, les attentats commis pendant la nuit du 2 au 3 juin à Guimamp et au cours desquels M. Christian Le Biban, vingt-huit ans, employé à l'hôpital de Quimper, avait été décapité par sa bombe devant le palais de justice de la ville de Guimamp.

Le commando de justice, inconnu jusque-là, qui se dit « proche des thèses de l'Armée révolutionnaire bretonne » (ARB), explique les raisons pour lesquelles la bombe avait tué M. Le Biban. Celui-ci avait réduit le temps de mise à feu en raison des « risques de passage ».

## Les défenseurs de la famille Laroche demandent un supplément d'information

Les avocats de la famille Laroche, M<sup>me</sup> Paul Prompt, Mario Stasi et Gérard Weizer, ont demandé au juge d'instruction et au procureur d'Épinal l'ouverture d'un supplément d'information pour « tentative d'enlèvement, de séquestration et de prise d'otages » de la part de Jean-Marie Villemin, inculpé d'assassinat sur la personne de Bernard Laroche.

M. Jean-Marie Villemin, après son arrestation, avait, en effet, reconnu avoir eu « l'intention » de prendre en otage M<sup>me</sup> Marie-Ange Laroche et son fils Sébastien, mais n'avait pas donné suite à ce projet (le Monde du 22 juin).

Dans leur communiqué, les avocats indiquent notamment que « tous les droits de la défense, ils ne peuvent admettre, chargés eux-mêmes de défendre la mémoire de Bernard Laroche, qu'il soit porté atteinte à cette mémoire pour les besoins de la défense de Christine Villemin, par la référence à des actes d'insultes ou à des actes d'insultes ou à des actes d'insultes ».

« Soucieux que la lumière pleine et entière soit faite sur le double meurtre de Grégory Villemin et de Bernard Laroche, les avocats de la famille Laroche renouvellent leur

**LE CENTRE NATIONAL D'ENSEIGNEMENT PAR CORRESPONDANCE (ex CNTE)**

Etablissement Public du Ministère de l'Éducation Nationale  
(7 centres d'enseignement — 230 000 élèves)

Assure :

- Des formations scolaires de tous niveaux (écoles, collèges, lycées, enseignements technologiques et professionnels).
- Des préparations aux concours de la Fonction publique des différents ministères (carrières enseignantes, administratives, techniques, police, métiers sportifs, carrières paramédicales et sociales...) et des collectivités territoriales.
- Certaines formations universitaires (DEUG, Capacité en droit, Expertise comptable...).
- Formation dans le domaine de l'informatique.
- Des actions de formation continue dans le cadre de la Loi du 16 juillet 1971.

Scolarité : Droit d'inscription annuel pour la France Métropolitaine : de 241 à 600 F

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS : ÉCRIRE A

CNCE - Ministère de l'Éducation Nationale  
Tour Paris-Lyon - 209/211, rue de Bercy  
75585 PARIS CEDEX 12

**CNCE**

(Publicité)

**INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES (I.L.E.R.I.)**

Etablissement privé d'enseignement supérieur

**12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS**  
Téléphone : 296-51-48

Fondé en 1948, l'Institut donne une formation de caractère juridique, économique et commercial aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

**CARRIÈRES INTERNATIONALES**

L'enseignement est assuré par des professeurs d'université, des hauts fonctionnaires et des praticiens des affaires internationales.

Les études se répartissent sur quatre années. Le diplôme donne accès à certains DESS et DEA (arrêté ministériel du 16-2-1967).

Baccalauréat exigé - Recrutement sur dossiers - Statut étudiant

Secrétariat ouvert de lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

**L'ESPRIT D'ÉLITE**

... (Texte continué sur plusieurs colonnes, difficilement lisible en raison de la qualité de l'image et de la densité du texte.)

**L'HOMME DE LA VILLE**

... (Texte continué sur plusieurs colonnes, difficilement lisible en raison de la qualité de l'image et de la densité du texte.)

501 من الأصل



مركز الاعلام

Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

# Rock à Athènes

L'ESPRIT D'ÉLIXIR

Place au rock, pour la première fois, au stade antique d'Athènes, les 26 et 27 juillet. Et, le 13 juillet, rendez-vous en Bretagne.

Deux festivals, deux rassemblements. A l'origine, l'histoire d'un groupe d'amateurs fous de musique.

CLASH EN VEDETTE

CET été, la société Roxane organise, en coproduction avec Nouvelles Frontières, deux festivals aux affiches prestigieuses (1) : Rock-Scène, à Guehenno (Morbihan), et Rockin' Athens 85, dans le stade antique de la capitale grecque. Pour le premier, le 13 juillet, on espère vingt-cinq mille personnes. A Athènes, où c'est une première, il faudra quarante-huit mille personnes par jour, les 26 et 27 juillet, dans un stade qui peut en accueillir soixante-dix mille, afin d'amortir le coût de l'opération, près de 6 millions de francs.

Derrière ces manifestations d'envergure, il y a l'histoire d'un petit festival (Elixir) qui a grandi hors les circuits traditionnels, l'histoire d'amateurs qui se sont lancés dans l'aventure par goût de la musique et qui, chemin faisant, ont appris sur le tas.

En 1978, étudiant à Brest, Gérard Pont crée un « fanzine » et organise des petits concerts de chanson française. Coup sur coup, il réalise quatre succès. De leur côté, Pierre et Jean-Paul Billant, réunis en association (loi 1901) et victimes de quelques échecs, lui proposent de mettre sur pied un festival. Pourquoi pas ? Cela vaut au moins la peine d'en parler. Régulièrement, autour d'une table, ils rêvent : on aura Neil Young, on fera venir Genesis... le pape. Seulement, pour cela, au minimum, il faudrait avoir leurs contacts. Finalement, Pierre Billant revient d'Angleterre avec des contacts qui, à défaut d'être à hauteur de leurs espérances, ont le mérite d'être à la mesure de leurs moyens : John Martyn, Bert Jansch, Gwendal et quelques autres de la même famille. Des « folkies » qui galèrent plus ou moins dans leur pays et acceptent de jouer sans être payés d'avance.

Reste à trouver un lieu. Un peu plus âgé, barbu et bonhomme, René Tréguier parle le breton et sait convaincre les agriculteurs. On les prend quand même pour

des dingues, et plusieurs communes les éconduisent : sur un champ nu, il faut monter un petit village, faire venir l'eau et l'électricité, installer un enclos, une scène, des sanitaires (il leur sera même imposé de séparer les filles des garçons sur le terrain de camping).

Elixir, premier du nom, a lieu les 14 et 15 juillet 1979 à Irville, près de Landerneau, en Bretagne. On attendait trois mille personnes, il en viendra huit mille, sans aucune promotion ni relais médias. Pendant deux jours, c'est l'état de grâce : l'organisation est approximative, mais aucun groupe ne se désiste. « On aurait pu faire un four », se souvient Gérard Pont, mais c'était tellement osé et spontané que même l'amateurisme a tourné à notre avantage. C'est en tout cas le feu vert pour une seconde édition, qui a lieu l'année suivante à Plonéour-Trez, dans le Finistère. Avec Donovan et Murray Head en tête d'affiche, Elixir élargit ses horizons et attire douze mille personnes, toujours sans publicité.

On retrouve la même équipe de bénévoles (mais aux quelques amis venus prêter main-forte ont succédé une centaine de personnes). Gérard Pont est gérant d'une librairie à Rennes, René Tréguier, prof de physique, Pierre Billant, agriculteur (il devient bientôt le seul permanent de la société). Ils ne se rencontrent que pendant le festival, chacun occupant la même fonction d'une année sur l'autre. Pour les agents des groupes anglo-saxons, même s'ils restent difficiles à convaincre, le nom d'Elixir n'est plus inconnu.

En 1981, America vient spécialement des Etats-Unis pour jouer à Plomodiern. Avec des groupes comme Immaties, Wilko Johnson, Hazel O'Connor, la tendance rock du festival s'accroît et l'accueil s'améliore : le site domine la baie de Douarnenez.



PHOTOGRAPHIE DE CLAUDE GUYARD

Seize mille personnes sont au rendez-vous. Pour l'équipe d'Elixir, il faut passer la vitesse supérieure. La fréquentation du festival étant limitée par l'absence de promotion, ils vont à Paris pour présenter leur affiche à la presse et chercher des sponsors. « En bons provinciaux qui débordent, on ne savait pas à qui s'adresser », reconnaît Gérard Pont. TF1 décide de filmer l'événement, la presse nationale en parle. Elixir, version 1982, propose à Saint-Pabu un plateau ambitieux qui a l'avantage d'être peu coûteux : à l'aube de sa popularité, Joe Jackson, par exemple, ne demande que 40 000 francs. Même chose pour Jimmy Cliff, qui n'a pas encore eu son tube *Reggae Night*, Steve Hackett de Genesis, Randy California (dont c'est le retour), Moon Martin, complétant le haut du programme devant près de vingt-cinq mille personnes chaque jour.

L'année suivante sera moins heureuse. Devant le succès remporté, les gens d'Elixir ont pris la « grosse tête ». A deux jours d'intervalle, ils organisent deux festivals : un avion, spécialement affrété, transporte les groupes de

Guehenno, en Bretagne, à Toulouse. S'ils savent faire les choses dans leur région, ailleurs ils n'ont aucune expérience du terrain. Leur erreur sera de déléguer l'organisation à une équipe locale. « Ils ne connaissent ni l'histoire ni l'esprit d'Elixir », regrette Gérard Pont. Pour eux, c'était une boîte à flic. Quand on n'est pas là pour signer les chèques, les budgets sont vite dépassés. Mais les dépassements de budget pèsent en l'occurrence dans la balance car si seize mille personnes sont venues à Guehenno, à Toulouse, en revanche, on a vendu à peine trois mille billets, il en fallait cinq fois autant pour amortir : sans être vraiment commercial à l'époque (Simple Minds, Joe Cocker, Greg Allman, les Strengers, King Sunny Adé, etc.) le plateau est coûteux. Les quelques 200 000 francs de trésorerie ne combleront pas un passif de 1 200 000 francs.

Même si on a fait un flop monumental, dit Gérard Pont, ça valait le coup de voir le dernier concert des Undertones qui se sont séparés tout de suite après. J'ai gardé une cassette, c'est

superbe. C'est cette passion qui distingue les gens d'Elixir. A la différence de nombreux festivals en France qui ont vu disparaître dans la nature leurs organisateurs, ils ne déposent pas le bilan et continuent, en remboursant progressivement leurs créanciers. Avec l'aide de Nouvelles Frontières, ils reviennent à Saint-Pabu en 1984. L'équipe s'adjoint un financier, un gérant, un responsable technique. Parce qu'ils ont toujours payé les groupes, les agents à l'étranger renouellent leur confiance. Nina Hagen, les Stray Cats, Ian Dury, The Alarm, OMD, Fela et quelques autres se partagent les deux journées devant un total de plus de soixante mille personnes. La trésorerie est pratiquement rééquilibrée.

C'est alors que Jean-Paul Claudon, de Nouvelles Frontières - l'agence de voyages cherche, depuis quelques années, à développer ses activités dans un domaine qui corresponde à sa clientèle et... lui permette, par la même occasion, de vendre des voyages - lance l'idée d'un festival de rock à Athènes. Comme la première fois, ceux d'Elixir (dont la société s'appelle à présent Roxane) n'y croient pas trop mais quand on les relance, ils vont sur place pour voir si c'est possible. Avec la caution de Nouvelles Frontières, qui est bien implantée en Grèce, et celle d'Elixir pour les groupes, le projet prend forme rapidement. Mélina Mercouri, le ministre de la culture, donne son feu vert - ici, au moment des élections, on aura craint un changement de gouvernement, les choses étant bien avancées et certains groupes déjà payés - et concède le stade antique d'Athènes où ont eu lieu les premiers Jeux olympiques modernes. Une équipe de cinq personnes se met au travail sur place. Ils seront plus de trois cents recrutés là-bas pendant le festival. Six semi-remorques achemineront la scène et la sono louées en Angleterre.

Là-bas, comme ici, on apprend aussi les choses en les faisant. Ainsi la promotion fonctionne-t-elle essentiellement avec la presse et le bouche-à-oreille. Dire Stratis, par exemple, a joué devant trente mille personnes sans aucun affichage. Le ministère de la culture grec tenait à Culture Club. Rod Stewart et un groupe national : Rod Stewart ne viendra pas et Clash sera la vedette d'un des deux soirs - n'ayant pas le droit, par contrat, d'utiliser le nom du groupe sur les affiches et les publicités en Europe, les organisateurs ont été contraints de le remplacer par un énigmatique *guest star*. En France, le ministère de la culture souhaitait un groupe de l'Hexagone : ce sera Téléphone. En raison de la chaleur, les concerts débiteront en fin d'après-midi, ils seront diffusés instantanément sur un écran géant vidéo.

Deux semaines avant, Rock-Scène se sera déroulé sur un seul jour cette année de façon à éviter l'image « sac-à-dos et tente de camping » du festival. Si tout va bien, en septembre, pour Gérard Pont, il faudra choisir entre la librairie et les concerts.

ALAIN WAIS.

\* ROCK-SCÈNE, le 13 juillet à Guehenno (à 20 kilomètres de Vannes) : Clash, Leonard Cohen, Dépêche Mode, Spear of Destiny, Joan Armatrading, Ramones, Midnight Oil, Toots and the Maytals. Prix : 150 francs, transports organisés par Nouvelles Frontières.

\* ROCKIN'ATHENS 85, les 26 juillet avec Culture Club, Depêche Mode, Talk-Talk, Téléphone, Brigades Muses, et le 27 juillet avec Clash, Nina Hagen, The Cure, The Stanglers. Locations pour l'orléan (170 francs) et vols charters, point de vente Nouvelles Frontières. Tél. : 273-25-25.

(1) La manifestation d'Athènes (à l'occasion de l'Année européenne de la musique), est soutenue, en Grèce, par le ministère de la culture et des sciences, le secrétariat à la jeunesse et aux sports, et, en France, par le ministère de la culture.

## Images de Fassbinder

L'HOMME DE LA VILLE

MARIN KARMITZ annonce une série Fassbinder, avec d'abord les *Larmes amères de Petra von Kant* (1972), un film en huis clos qui suit de près la pièce de théâtre dont Fassbinder est également l'auteur. Le film et la pièce disent le calvaire d'un personnage qui s'est modelé un masque, et dont le masque craque sous l'effet d'un désir irrésistible, inaccessible. Ici, il s'agit d'une styliste branchée bon genre, de sa passion stérile pour une fille très jeune, sous le regard gêné d'une secrétaire omnipotente, qui ne dit pas un mot. Ailleurs, ce sont des femmes sans autre ressource que leur vitalité dévorante. Ou des hommes, homosexuels ou non. Des gens, bourgeois, grands et petits, parvenus, déclassés, vivent mal, déchirés, désolés. Ils ont tant besoin d'amour et ils n'ont pas appris comment on aime.

C'est le monde de Fassbinder qui, par jeu de réflexion, éclaire les fractures de l'Allemagne et de la société occidentale. Fassbinder diagnostique l'état des blessures, détecte leur cause, dévoile les contraintes, désigne les

angoisses, les peurs, les tentations mystificatrices, les dérivatifs - sexe, argent, pouvoir, drogue. Un monde, Fassbinder, sa lucidité hargneuse, son pragmatisme brutal, son ironie sulfureuse. Sa générosité. La séduction de son sourire bref.

Après les *Larmes amères de Petra von Kant* sortent le 24 juillet. Tous les autres s'appellent *Alf* (1973), le 7 août *Maman Kuster s'en va au ciel* (1975), le 24 août *Effi Briest* (1974) et le 4 septembre, le *Marchand des quatre saisons* (1974). Des films au budget modeste, réalisés avant *Despair* - premier essai de production internationale, *Maria Braun* premier succès commercial et *Lola, Lili Marleen, Querelle*, titres qui restent à l'affiche des salles à programmation multiple. Le public de Fassbinder n'est pas si restreint.

En France, Fassbinder est mal connu, confondu avec l'image mythique de l'intellectuel allemand - notre noir jumeau morbide - avec celle du prince des nuits de cuir, dragueur, bagarreur. C'est vrai qu'il est, fondamentalement, l'homme de la ville. Pas même des routes, des autoroutes.



Son monde est celui des rues sans arbres où s'installe la solitude. Avec une franchise impudique, il a montré ce qui est ce qui ne peut pas avoir sa place. Ses films composent le sage des marginaux. Seulement, il ne dissimule pas les fautes, les moments lamentables de ses héros. C'est par là qu'il les prend, à partir de là qu'il montre leur grandeur. Leur vérité bonne ou mauvaise à dire. Il fait parler l'antisémitisme, tourne en ridicule les poètes fétus des révolutions en chambre, suit avec compassion les rêves sans plaisir, des gigolos, des ménages, des

hommes d'affaire, des actrices oubliées.

Fassbinder s'est taxé d'antisémitisme, de misogynie, de mépris. Pourtant, c'est visible, il ne connaît pas le mépris, c'est la raison de sa lucidité agressive. Il n'a pas survolé son époque, il témoigne. Il est l'homme du présent. Il s'est emparé des clichés du temps, pour jouer avec, montrer leur fonction, leur rôle dans la morale machinale des existences. Lui succéder n'est pas si simple. Les troupes qui montent son théâtre se font parfois piéger. Si on lit à plat les *Larmes amères de*

Patra von Kant, on voit que la construction est simple, les personnages bien typés. On pourrait croire à un drame bourgeois efficace, qui flicte avec le théâtre à thèse, s'offre une touche de scandale mondain à la Victor Marguerite... C'est ce que le spectacle devient - et qui fait son succès - quand ce n'est pas Fassbinder qui la met en scène, avec ses actrices, ses acteurs, avec sa famille.

Ingrid Caven, Eva Mattes, Hannah Schygulla, Rosel Zech... Kurt Raab, Volker Spangler, Carl Bohm, Gunter Kaufmann... Des personnalités excessives, exagérées, capables de le dévorer, de la suivre, capables de nager quand il les lance à l'eau sans explication. Tous racontent qu'au tournage il ne leur indiquait que les actions. A eux de trouver le personnage, ses contradictions, sa vie. A lui de saisir ce qu'ils sont. On a l'impression qu'il savait tout de ses comédiens, qu'il avait l'intuition de leurs capacités inconnues. Il avait besoin d'eux. En tout cas, il leur a fait confiance. Leur a permis d'exploser. Après lui, au dehors de lui, ils sont eux-mêmes, avec leur talent, leur mystère. Avec lui,

c'est autre chose. Ils sont les habitants du son pays, porteurs de forces pas vraiment contrôlables.

Avant sa mort, déjà, Fassbinder s'était éloigné. Peu à peu sa famille s'est désagrégée. A présent, chacun va son chemin, avec plus ou moins de bonheur, et au-delà d'un vide certain.

Les films de Fassbinder témoignent d'un monde qui dépasse l'époque. Les ressortir aujourd'hui est une expérience. Marin Karmitz souhaite renouveler l'opération réussie il y a deux ans avec Wim Wenders : projeter progressivement l'œuvre intégrale. Mais Fassbinder a tourné une bonne soixantaine de films, dont une partie est empiétrée dans des problèmes juridiques de droits et de succession. « Films sans frontière » promet toujours les quinze heures de *Berlin Alexander Platz* - produit par la Bavaria - sur grand écran. On espère toujours que la télévision française diffusera ce feuilleton grandiose, et qu'elle le fera en version originale sous-titrée.

COLETTE GOOARD.

\* 14 Juillet-Pamasse.



# nationale

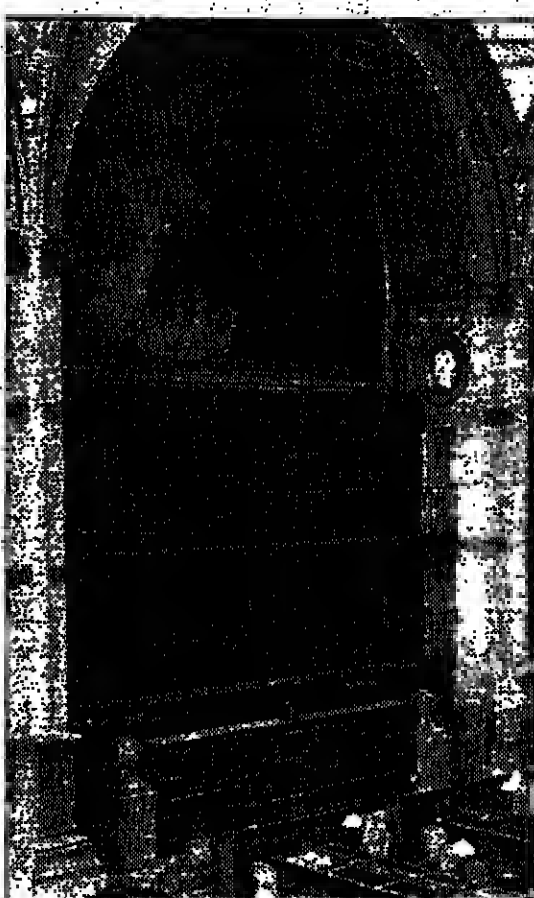
## 55 ARCHAISMES DU SAVON

هكذا من الأصل



# nationale au futur

## LES ARCHAISMES DU SAVOIR



ses dos de cuir : « Même les Américains, remarque M. André Miquel, ne s'y sont pas risqués. »

Administrateur depuis 1984, M. Miquel voit plus loin, comme ses prédécesseurs. Un accord a été signé avec la British Library pour l'interconnexion des deux bases, ce qui donnera à la BN l'accès, via Londres, à celle de la Bibliothèque du Congrès de Washington, la plus grande du monde. De la même manière, l'administrateur français étudie avec ses homologues la création d'une « bibliothèque européenne », système qui, entre autres avantages, éviterait la multiplication des achats idéologiques. Les catalogues étaient interconnectés, demeurerait le problème de la transmission des volumes, ou plutôt de leur contenu. Un pas de plus vers la « dématérialisation » du support livre.

L'informatique ouvrirait-elle un nouvel âge de la

matière elle-même à réservé des surprises. Pour gagner du temps ou a cru bon d'emprunter celle de la bibliothèque de Laval, au Canada. Mais si elle s'est bien révélée d'une étonnante précision, c'est pour les thèmes religieux, spécialité de l'université locale...

Quelquefois, la science a aussi des inspirations plus favorables aux vieux papiers. Ainsi, le problème de l'autodestruction par leur acidité d'un grand nombre des volumes du dix-neuvième et de la première moitié du vingtième siècle paraît être résolu : pour « désacidifier » le papier, il fallait démonter les reliures de chaque livre, faire tremper les feuilles, les faire sécher, les remonter. Un procédé de « désacidification de masse » va maintenant permettre de traiter six cents volumes d'un coup dans un autoclave, sans les démonter.

L'avenir est l'objet de nouvelles attentions.

Les chefs-d'œuvre partiront d'ailleurs en nombre inhabituel, ce qui inquiète certains conservateurs. D'autant que les choix n'ont pas été véritablement soumis à l'approbation des responsables des différents départements, et que le conseil scientifique, créé en 1983 notamment pour ce genre de question, n'a pas été consulté. Il est vrai que ce conseil, présidé par M. Jean-Paul Aron, et qui devrait se réunir trois fois par an, ne s'est tenu, jusqu'à présent, qu'une fois. Il aurait peut-être eu un avis à donner sur l'organisation américaine de cette grande manifestation. M. Thomas Hoving, conservateur du Metropolitan Museum, à New-York, dont la politique d'acquisition fit l'objet de vives polémiques en 1972.

M. Hoving estimait en effet normal pour un musée de revendre certaines des ses œuvres, même provenant de donations, pour en acquérir d'autres estimées meilleures. Des toiles de Van Gogh, Modigliani, Juan Gris ou du douanier Rousseau furent ainsi cédées par l'entremise de la galerie Marlborough, pour permettre l'achat d'un vase grec (le Monde du 8 décembre 1972), il est vrai admirable, dû au peintre Euphrosinos. Manque de chance, le même vase devait l'année suivante faire l'objet d'un nouveau scandale. Le vase, théoriquement acheté à un collectionneur libanais, pour un million de dollars, se révéla, après enquête, provenir du pillage d'une tombe étrusque, près de Rome (le Monde du 16 mai 1973).

Sans doute les prêts de la Bibliothèque nationale ne risquent-ils pas le même sort que les tableaux qui serviraient de monnaie pour l'achat du vase grec. M. Hoving qui s'y connaît en chefs-d'œuvre saura traiter ces prêts avec autant de respect qu'il sait avoir d'exigence... Comme il saura certainement plaider l'envoi en France d'œuvres aussi importantes du Metropolitan Museum ou de la bibliothèque du Congrès. Qui gagera sinon la BN à prendre tant de risques ? 10 % sur les ventes d'affiches et de catalogues ? Une meilleure image de marque ? Les faveurs de mécènes américains ?

Un changement notable va bientôt intervenir avec la nomination d'un attaché commercial, chargé de valoriser les fonds de la bibliothèque et de faire entrer quelques fonds propres comme le font depuis longtemps les musées nationaux. La BN jusqu'à présent ne s'était en effet guère servie de ses charmes. A quel prix les estimera-t-elle désormais ?

FRÉDÉRIC EDELMANN.

11) Les douze nouveaux signataires sont Simone de Beauvoir, Claude-Marc Béchât, Jean-Pierre Brancourt, Jacques de Bourbon-Busset, André Chastel, Hubert Guillot, François Jacob, Henri Laborit, Jacques Le Goff, Robert Merle, Alexandre Minkowski, Léopold Sédar Senghor, Léon Schwarzenberg.

matière, se sentira sans doute frustré. Deux avantages : une consultation accélérée, et un « manie-ment » aisé des grands formats, comme les affiches publicitaires.

Le deuxième versant de la modernisation, l'informatisation des fichiers, est bien entamé (le Monde daté 5-6 septembre 1982). Les usagers pourront consulter dès le mois de décembre quelque 2 millions de notices, et la base devrait être achevée d'ici deux ans et demi pour les ouvrages entrés depuis 1970. Resterait le catalogue général des vieux fonds, coté par la fin du siècle dernier, en 1897, et qui est seulement arrivé en 1982 à la lettre Z (tome 231 et dernier, de Zimmermann à Zyzzyk). Mais ce vieux fonds restera sans doute longtemps encore derrière

lecture ? Sans doute. Et cela risque de n'être pas très facile pour les chercheurs, historiens pour la plupart, qui n'ont pas forcément une grande habitude des claviers et des écrans. Recycle-t-on si facilement un vénérable professeur encore à l'âge du coupe-papier ? Ils auront quatre ou cinq ans pour s'accoutumer au nouveau système, avant que les fiches cartonnées soient retirées de la salle des catalogues. Après il y aura des gens pour les conseiller, mais tout cela, dans l'immédiat, risque d'alourdir les recherches, et la perte de ces basards providentiels que permettait de temps à autre le maniement des bistrots.

Le système retenu pour le logiciel, enfin, est-il satisfaisant ? Certains en doutent. La liste des mots-

M. André Miquel veut assez vite promouvoir des recherches qui valorisent les fonds considérables de la bibliothèque. Celle-ci peut en effet jouer un rôle pionnier pour l'histoire du livre — quand apparaissent les paragraphes ; comment se sont établies les classifications des volumes, etc. ? — ou dans des domaines spécifiques, comme les règlements d'ateliers au dix-neuvième siècle, sur lesquels la BN est remarquablement documentée. Le sort de la province intéresse singulièrement l'administrateur, les contacts devant se multiplier par le biais, en premier lieu, d'expositions. Et c'est aussi une exposition, une énorme exposition qui devrait, en 1987, faire le tour des États-Unis et faire connaître à nos bas nos trésors et chefs-d'œuvre.

Ronsard était presque contemporain du dépôt légal, créé en 1537 par François I<sup>er</sup> et qui est à l'origine de la Bibliothèque nationale. C'est le quatrième centenaire de sa mort que célèbre aujourd'hui la BN à travers une vaste exposition.

## Ronsard à la BN

### INVITATION AU POÈTE

QUI disait que par pour des trop grands poètes la France n'avait pas su trouver son Dante, son Shakespeare, son Goethe ? L'année Ronsard nous prouve le contraire. Avec tant d'écrits qu'elle risquerait de nous faire oublier qu'elle est aussi l'année Ronsard, le premier de nos grands poètes.

Heureusement, sous la responsabilité de Jeanne Veyrin-Forrier, la Bibliothèque nationale célèbre le quatrième centenaire de la mort du poète, né en 1524.

Étrange destin que celui de cette œuvre : après la fasteuse gloire contemporaine, un long purgatoire, une glorieuse résurrection par le romantisme, suivie d'une respectueuse méconnaissance. Pourtant, les progrès des études ronsardiennes depuis le début du siècle nous ont rendu dans sa diversité une œuvre immense, en étendue comme en qualité. En nous le faisant connaître à travers une merveilleuse promenade à travers les livres, images, objets, l'exposition de la Bibliothèque nationale donne de nouvelles raisons d'aimer.

D'abord, parce que comme toutes les grandes œuvres, celle de Ronsard nous restitue l'essence de son temps : son art se retrouve en écho dans les tapisseries, dans les dessins, les gravures de Nicolo Dell'Abbate, de Jean Cousin, de Jean Mignon, dans les tableaux du Rosso ou du Primaticcio, mais aussi dans les canons, les majoliques, les aiguilles, horloges sphériques, médailles d'or, miniatures sur parchemins, livres d'heures royaux et jusqu'aux épiques de

chasse, aux arquebuses à rouet, aux retables de marbre mosaïqué.

Pourtout le même raffinement des matières et des formes, la même introuvable conjonction de la nature et de la culture. Tout ici ne tend qu'à l'invitation au mieux du monde. L'exposition n'insiste pas, avec raison, sur le trop connu poète de « Allons voir si la rose », pas plus que sur l'excessif érudit qu'il fut parfois. Peu de belles dames, mais l'homme d'un terroir à travers les paysages aimés de la Touraine et du Vendômois, pays de vendanges et de moissons, de vols d'oiseaux, de parfums et de mûrs. Le souvenir des lointains voyages du page Ronsard en Écosse ou en Allemagne, mais aucune image italienne. Notre renaissance fut tout française.

Ce qui nous frappe surtout aujourd'hui, c'est le fort engagement de son œuvre dans le temps, cette entrée fracassante en littérature avec la préface hautaine des Odes de 1549, provocation égale à la bataille d'Hernani, où le jeune poète se veut l'héritier d'Homère, de Virgile, de Pétrarque ; cette passion à servir les Valois et à travers eux les rois, vrais fondateurs de la nation, cette vigueur dans la poésie politique avec les Discours des misères de ce temps, au plus fort de la folie des guerres civiles. Mais aussi cette grande ambition pour la poésie moderne d'embrasser le savoir total, filée à travers les savants réseaux de la symbolique, et même d'étranges incursions en démonologie et autres sciences occultes : Ron-

sard « philomythe », comme le sont les grands poètes, mais comme le sont aussi, disait Aristote, les vrais philosophes.

Près de Ronsard est aussi la musique, Délire divin, signe d'élection, la poésie, telle qu'il la conçoit, doit retrouver les secrets de l'harmonie universelle et ne peut même toucher les âmes qu'à ce prix « par bouttes et comme éclairs de feu, qui deçà, qui delà apparaissent en divers pays puis tout d'un coup s'évanouissent ». Pour luths, sistres ou basses de viole, trois cent cinquante de ses poèmes furent mis en musique de son temps par plus de quarante compositeurs. Bientôt plus tard ils inspirèrent Wagner, Bizet, Saint-Saëns et Poulenc.

Aux champs, aux batailles, aux ballets et aux mascarades de cour, Ronsard est partout le plus ardent, aussi curieux des nouveaux Jason découvreurs de terres de son temps que des mystères d'une danse ou d'une fleur. Nulle part pourtant il n'est aussi à son aise que dans sa poésie même, dans la compagnie des livres. « mes bons hastes m'ont qui ne faillent jamais ». Il fut, comme le montre la riche exposition de la Bibliothèque, un gérant passionné de son œuvre, remaniant sans cesse ses recueils jusqu'à la mort, comme si, désormais libre de lui et trop vivante, elle n'acceptait d'être figée en une seule fois.

BERNARD RAFFALLI.

\* Bibliothèque nationale, galerie Mansart, jusqu'au 15 septembre.

« Je vous aime, Ronsard. » Cet aveu d'une héroïne des Amours, nous le lui devons tous. Pourquoi l'avons-nous si longtemps ignoré, entre Malherbe et Sainte-Beuve ? Il est pourtant l'un des plus grands, le premier à avoir tout inventé ou presque. Le premier, en tout cas, qui ait réellement, totalement, vécu sa vie en poésie : à tel point qu'en moissonnant dans son œuvre, on peut croire, en un seul poème recomposé, la chanson d'une destinée. La voici, moyennant un minimum de variantes de détail, entre cent autres versions possibles.

Quand je pense à ce jour où je le vis si bella,  
Toute flambée d'amour, d'honneur et de vertu,  
Le regret, comme un trait mortellement pointu,  
Ma traverse le cœur d'une plaie éternelle.

### LORS FOL QUE JE TE VIS

C'était au mois d'avril, Francine, il m'en souvient,  
Quand tout arbre fleurit, quand la terre devient  
De vieillesse en jeunesse, et l'étrange hirondelle  
Fait contre un soliveau sa maison naturelle.  
Quand la limace, au dos qui porte sa maison,  
Laisse un trac sur les fleurs, quand la blonde toison  
Va couvrant la chenille, et quand parmi les prés  
Volent les papillons aux ailes diaprées,  
Lors fol que je te vis, et depuis je n'ai pu  
Rien voir après tes yeux que tout ne m'ait déçu.  
Deux puissants ennemis me combattaient alors  
Que ma Dame vivait ; l'un, dans le ciel, se serra  
De laurier triomphant ; l'autre, dessous la terre,  
Un soleil d'Occident, reluit entre les morts.

Hélas ! où est ce doux parler,  
Ca voir, cet ouïr, cet aller,

Ce ris qui me faisait apprendre  
Que c'est qu'aimer ? Ha ! doux refus !  
Ha ! doux dédains, vous n'êtes plus,  
Vous n'êtes plus qu'un peu de cendre !

O me belle maîtresse ! hé ! que je voudrais bien  
Qu'Amour nous eût conjointe d'un semblable lien.  
Et qu'après nos trépas, dans nos fosses  
[ombresuses,

Nous fusionnions la chanson des branches  
[amoureuses !

Le temps s'en va, le temps s'en va, ma Dame,  
Lae ! le temps non, mais nous nous en allons,  
Et toi serons étendus sous la lame,

Et les amours desquelles nous parlons.  
J'ai du prochain hiver je prévois la tempête,  
J'ai les ans et les enes ont neigé sur ma tête.  
Il est temps de laisser les vers et les amours.  
Et de prendre congé du dernier de mes jours.  
Ja n'ai plus que les os, un squelette je sémble,  
Décharné, dénév, démusclé, dépolpé,  
Que le trait de la mort saine pardon a frappé :  
Ja n'ose voir mes bras que de peur je ne tremble.  
M'éveillant au matin, devant que faire rien,  
En essayant mes yeux par la mort endormis,  
J'invoque l'Éternel, le père da tout bien,  
Le priant humblement de ma donner sa grâce.  
Adieu, chers compagnons ! Adieu, mes chers amis !  
Je m'en vais le premier vous préparer la place.

ANDRÉ MIQUEL.















## FESTIVALS

« LE MAHABHARATA », à Avignon

## Nuits enchantées

Le Mahabharata, mis en scène par Peter Brook et adapté par Jean-Claude Carrière, est présenté au Festival d'Avignon, dans le théâtre de la Cour d'Or. Le spectacle, qui dure en tout neuf heures, est divisé en trois soirées distinctes.

Déjà, avant même que le spectacle de Peter Brook commence au coucher du soleil, vous avez le sentiment de quitter vos vies d'ici-bas, d'atteindre une île enchantée.

Vous êtes venu d'Avignon par le bateau ou par une petite route qui longe le Rhône. Vous avez marché quelques pas sur une ligne de crêtes et vous voilà d'un coup dans une caverne de conte de fées, une caverne à la belle étoile.

C'est une haute falaise en demi-lune, blanche comme neige, taillée partout comme un diamant, avec des facettes qui brillent et des bouquets d'herbes ou d'arbustes de couleurs qui tombent et se balancent.

Par terre le sable est rose, coupé par une rivière bleue. Il y a aussi un petit lac beige.

Les comédiens de Peter Brook vont jouer la Légende indienne du Mahabharata, qui est comme le mémoire vivante de l'Inde, deux cent cinquante mille ans, deux cent cinquante mille ans qui se sont formés peu à peu, du quatrième siècle avant, au troisième siècle après notre Jésus-Christ, un poème qui est, disent les hindous, « une forêt infinie, épopée d'une guerre gigantesque entre deux familles pour la possession d'une ville depuis détruite par l'eau du Gange, une forêt traversée par des fabliaux, des rêves, des récits, des secrets ».

La nuit tombe sur la carrière magique de Peter Brook, une musique murmure comme la plainte d'un oiseau, un éléphant blanc et or vêtu de pourpre qui tient sous le bras un grand livre, enjambe la rivière et s'avance vers nous.

Le public, en état d'hypnose, va voir et entendre des choses incroyables, et les heures passeront comme des instants de rien. Nous croyons tous rêver.

Les femmes et les hommes font l'amour et les enfants naissent à la seconde, sans attendre des mois : ils n'ont pas la patience. Les mères retrouvent aussitôt leur virginité. Les cannibales, timides, ne mangent pas les bébés, même dodos. Dans leur désir fou de remettre un peu d'humanité, les jeunes femmes se jettent dans les bûches, « emportant le feu de leur désir à la chaleur du brasier ». Les tireurs à l'arc sont si habiles qu'ils tirent la nuit dans le noir complet et atteignent juste l'œil des oiseaux. Avec une flèche ils font venir une montagne ; avec une autre ils la font disparaître. Les palais sont faits de cristal, les portes fermées semblent ouvertes, et l'inverse. Les abeilles et les serpents, grâce à leurs piqûres, guérissent les malades.

Mais survient la guerre. Elle va être terrible. Chaque division compte vingt et un mille huit cent soixante-dix chars, et un nombre égal d'éléphants de combat. Tout guerrier tranche son visage en deux et rejette chaque moitié très loin l'une de l'autre pour qu'elle ne puisse se rejoindre. Les éléphants s'éventrent aussi avec leurs longues défenses taillées en pointe.

Il y a des peuples la nuit, et chaque soir les guerriers des deux camps se mêlent librement les uns aux autres comme des amis, et il n'est pas permis de poursuivre les déserteurs. Mais la nuit la guerre reprend, si bien qu'au bout de quinze jours : « ... les éléphants égarés gisent sur le sol comme des collines, et ceux qui ont échappé au massacre s'échappent dans leur fuite désespérée. Bras et jambes volent encore dans les airs et s'entassent sur des corps sans tête. Puis la terre n'est plus qu'un borborygme de sang coulant par les épaules qui sont devenues folles ».

De cet immense conte de merveilles et d'horreurs, Peter Brook et son scénariste Jean-Claude Carrière ont choisi une suite d'épisodes, de surprises qui se fondent l'une dans l'autre, sans qu'aucune liaison apparaisse. Nous sommes littéralement sous le charme, soufflé coupé.

C'est que, très étonnamment, ce conte de fées si lointain, si ancien, est au cœur de chacun d'entre nous. Telle et toujours est la force des fables du peuple ; elles atteignent les fibres des humains à chaque coup. Et c'est très étonnant car, le plus du temps, le théâtre fait défilier des événements, des paroles, qui ne nous concernent pas, même parfois, si c'est Shakespeare ou Corneille. Alors que le Mahabharata ne nous lâche pas une seconde.

C'est aussi qu'il faut admettre que Peter Brook est une sorte de « génie » au sens d'« ange », de « magicien ». Car, de sa carrière mystérieuse on connaît peu de chose, d'un costume ou d'un regard, et de la plus courte inflexion de voix à la plus fine note de musique, le spectacle est entièrement sensible. Tout est simple, modeste, immatériel et clair, tout est simple, modeste, immatériel et clair, tout est inoffensivement beau. Tout s'adresse aux cinq sens en ligne droite et étirant l'âme.

Dans le Mahabharata, il est dit : « L'homme plongé dans son savoir est comme un morceau de bois dans les mets les plus savoureux. Il ne sent rien et ne profite de rien. » La magie de Peter Brook, c'est juste la contraire : c'est comme ces visages de jeunes filles du Mahabharata qui « transmettent l'air et le vie par leur douceur et leur beauté ».

Le Mahabharata de Peter Brook est l'inspiration irrésistible et sûre de tous ses merveilleux comédiens. Il atteint un comble de splendeur et de simple amour d'œuvre.

MICHEL COURNOT.

★ Les trois parties du spectacle - La Partie de dés, L'Exil dans la forêt, La Guerre - sont présentées jusqu'au 30 juillet, à 21 h 30. Le cycle complet est montré les 13, 22 et 31 juillet, de 19 heures à l'heure.

## LA MORT DE JEAN-PAUL LE CHANOIS La France des années 50

Le cinéaste Jean-Paul Le Chanois est mort à Paris le 8 juillet à l'âge de soixante-cinq ans. Il était l'un des meilleurs représentants du cinéma français d'après-guerre.

Journaliste dans les années 30 (la Revue du cinéma, de Jean-Georges Aurio), Jean-Paul Le Chanois est acteur, puis assistant de réalisation - auprès de Julien Duvivier, notamment - et enfin monteur. La guerre interromp ses débuts de metteur en scène. On verra en 1946 Au cœur de l'orage, un document sur la Résistance. Il garde à la Libération le pseudonyme de Le Chanois, qu'il avait adopté pendant les années de clandestinité. Son vrai nom est Jean-Paul Dreyfus.

L'Ecole buissonnière (1948), la Belle que voilà (1949), avec Michèle Morgan. Sans laisser d'adresse (1950), avec Danielle Delorme, restera ses meilleurs films. Réalisateur, Jean-Paul Le Chanois s'emploie à célébrer la poésie du cœur et la vertu des (bons) sentiments, event de s'engager dans les comédies de mœurs qui assureront sa célébrité : Papa, maman, la bonne et moi (1954) et Papa, maman, ma femme et moi (1956), avec Robert Lamoureux. La plupart de ses films sont ensuite « à thème » et constituent, même superficiel et académique, un profil de la France des années 50, avec les préoccupations de l'époque : l'accouchement sans douleur dans Le Cas du docteur Laurent (1958), ou l'éducation permissive des enfants dans Par-dessus le mur (1959).

Jean-Paul Le Chanois était aussi l'auteur d'une version des Misérables avec Gabin et Bourvil, en 1959. Ses derniers films (il en avait réalisé une vingtaine) sont Monsieur, en 1964, et le Jardinier d'Argenteuil, en 1966.

## COMMUNICATION

## CANAL 1 : une télévision culturelle pour 400 millions d'Européens

M. Pierre Desgraupes a présenté à la presse, ce mercredi 10 juillet, son projet de chaîne culturelle européenne. Une chaîne qui doit prendre place sur un des quatre canaux du satellite de télévision directe TDF 1 que la France lancera en juillet 1986.

Une chaîne - Canal 1 - qui, par-delà les frontières, pourra toucher 100 millions de foyers européens à condition qu'ils s'équipent d'une antenne parabolique ou qu'ils soient raccordés à un réseau câblé.

## Le programme : la création en direct

Pierre Desgraupes opte d'emblée pour le domaine qui lui paraît le plus susceptible de rassembler les Européens et d'être reconnu comme leur patrimoine inaliénable face aux autres civilisations : celui de la culture vivante, capable de satisfaire un public jeune qui rejette « la télévision de papa ».

• **Événement** (20 %). - C'est le réhabilitation du direct. La création ou la présentation de grands spectacles artistiques comme autant d'événements d'actualité attrayants, de reportages permettant d'assister aux grandes manifestations de Selzbourg, Aix, Beyreuth, Avignon, Cannes, Venise, aux grandes premières mondiales comme aux présentations de mode... de la culture vivante, capable de satisfaire un public jeune qui rejette « la télévision de papa ».

• **Échange** (10 %). - Sous peine de détruire le système actuel des coproductions indispensables au financement des programmes culturels, la télévision-satellite va devoir établir un espace d'échanges avec les télévisions nationales, avec lesquelles elle constituera un club.

• **Expression** (10 %). - Les identités nationales seront respectées, une série de programmes leur permettant de mieux se connaître entre elles. Deux organismes internationaux présideront au choix de ces programmes : un comité où seront représentées les directions des télévisions membres du Club (une par pays) ; un conseil artistique ou s'agira, à titre personnel, quelques-uns des plus grands créateurs européens.

## La grille : fiction, art et information

Le rapport de Pierre Desgraupes prévoit :

• **Fiction** (23 % du volume horaire). - Films réalisés pour la télévision et à des films de cinéma (quatre par semaine dans un esprit « ciné-club » et selon des cycles mettant en valeur les différentes époques et écoles du cinéma européen). Les films seront visibles au choix en version originale, sous-titrée ou en version doublée.

• **Musique** (11 %). - Un grand concert mensuel avec le concours le plus souvent possible d'un soliste célèbre et un court concert quotidien.

• **Variétés** (20 %). - Un magazine quotidien sur l'actualité du disque, du spectacle et des concerts rock en Europe, un spectacle hebdomadaire en direct, des émissions humoristiques, des comédies musicales.

• **Documentaire** (8 %). - Chaque semaine des émissions sur le tourisme, les modes de vie, les manifestations artistiques, scientifiques, les créations de mode.

• **Sports** (6 %). - Une retransmission en direct, chaque semaine d'un grand événement sportif : un magazine, une émission sur le sport et la diététique.

## Le public : curiosité sans frontière

Pour faire partie du public potentiel il faut être dans la zone d'écoute : la totalité de l'Europe de l'Ouest soit 400 millions de personnes, une vingtaine d'États touchés entièrement ou en partie par le satellite. Une étude Louis Harris réalisée dans huit pays permet d'évaluer le public potentiel à 13,1 millions de foyers, soit plus de

40 millions de personnes, qui ont l'intention de consacrer 5 000 F à l'achat d'une antenne spéciale ou 120 F par mois pour se relier à un réseau câblé. Ce public a le profil suivant : jeune, cultivé et instruit, milieu aisé, comprenant le français (près des deux tiers de l'ensemble). Les attentes exprimées révèlent une curiosité inattendue pour l'Europe :

un tiers des téléspectateurs potentiels est attiré par le cinéma, la mode et le sport ainsi que par des reportages sur les grandes villes, un quart d'entre eux s'intéressent « beaucoup » à la vie économique, touristique, gastronomique et artistique ; un tiers se dit intéressé également par des journaux télévisés en provenance de pays voisins.

## La structure : légère

Le régime juridique normal d'une telle chaîne devrait être logiquement celui prévu pour les chaînes publiques existantes. Un statut particulier - à ajouter à la loi du 29 juillet 1982 - serait cependant préférable qui traduirait mieux sa spécificité. Il permettrait l'ouverture du capital de la société et de ses instances diri-

geantes à des partenaires publics étrangers, l'État français conservant au minimum la moitié du capital.

L'ambition est de faire de Canal 1 une chaîne exemplaire dans le domaine de la productivité et du modernisme : automatisation maximale entraînant, par rapport aux

chaînes actuelles, une diminution significative des effectifs permanents (deux cents à deux cent cinquante personnes contre mille trois cents à TF 1 ou A 2). Démarche facilitée par une politique de renvoi de la plus grande partie de la production vers des entreprises extérieures.

## Le coût : 1 milliard de francs par an

Canal 1 coûterait en année pleine environ 1 milliard de francs par an, 127 millions de francs en 1985 pour les premiers investissements, 573 millions de francs en 1986, 1 089 millions de francs en 1987, 75 % du budget annuel sera réservé aux programmes (800 millions de francs), le coût de diffusion étant quatre fois moins cher que pour les chaînes au sol.

La diversification des sources de financement est considérée comme un facteur essentiel de la réussite du projet, celui-ci prévoit :

• **Un financement international**. - La mise en place d'une structure à vocation européenne permettrait de s'acheminer vers un partage du capital par les télévisions étrangères, voire des institutions de la CEE.

• **La publicité**. - Elle trouverait, en Canal 1, un « support attractif » principalement pour des produits haut de gamme.

• **Sponsoring et mécénat**. - Une étude révèle que sa programmation culturelle, la diffusion d'événements sportifs ou de documents scientifiques et sa couverture géographique constituent, pour Canal 1, autant d'atouts de choix propres à attirer des entreprises européennes (Air France, Cartier, IBM...).

A. Co.

## SUR LES CHAINES

## La culture en régression

Au moment où M. Pierre Desgraupes présente son projet, il faut bien constater que les émissions culturelles n'ont pas le même statut que les émissions sportives. Si l'on en croit les informations recueillies depuis quelques semaines au ministère de la culture, la situation prend même des allures d'hécatombe. TF 1 a supprimé en avril son dernier grand magazine hebdomadaire, « Tintam'art ». Lancé trois mois auparavant, il remplacait deux autres magazines, « Bravos » et « Domino », déprogrammés eux aussi.

Sur Antenne 2, l'arrivée de l'été aura été fatale à « Désir des arts », « Plaisir du théâtre », aux magazines musicaux et à « Lire, c'est vivre », de Pierre Dumayet. Sans compter l'arrêt prochain du célèbre « Apostrophes ». La chaîne envisage de confier à Pierre Dumayet un magazine pluridisciplinaire, le dimanche soir à 22 h 45, en concurrence - d'harmonie des programmes - avec le ciné-club de FR 3.

La troisième chaîne, elle, ne compte qu'un magazine d'architecture entièrement financé à l'extérieur et quelques projets. Seuls surgissent de la débâcle quelques séries documentaires et les magazines de cinéma. Les retransmissions de spectacles, pourtant inscrites dans les cahiers des charges, n'ont pas été égarées. TF 1 respecte à peu près ses quotas mais

concentre toutes ses diffusions théâtrales pendant l'été à 21 h 30. Antenne 2 a supprimé le « Petit Théâtre » et réduit ses retransmissions en les concentrant le dimanche soir entre deux « Grand Échiquier ».

On connaît les arguments des programmeurs : les émissions culturelles ne touchent qu'une audience réduite (entre 1 % et 5 % des foyers) pour un coût important (700 000 francs pour « Tintam'art »). Est-ce suffisant ? D'une part, il est rare que des émissions programmées à 22 h 30 atteignent une audience supérieure. D'autre part, le service public doit-il supprimer des programmes qui intéressent entre deux cent mille et un millions de foyers français ?

Ne serait-il pas plus habile d'aider financièrement la production d'émissions culturelles en leur donnant accès au Fonds de soutien à l'industrie des programmes. Les commandes du câble, encore balbutiant, et de Canal Plus, en difficulté financière, sont loin d'avoir épuisé la dotation budgétaire de 160 millions de francs. Maintenir ainsi la production d'émissions culturelles et, surtout, de retransmissions de spectacles permettrait de constituer un catalogue qui serait bien utile, le jour venu, à la chaîne de M. Desgraupes.

J.-F. L.

## Le Monde

## Six promenades d'architecture à Paris



Guides et itinéraires pour découvrir un Paris ignoré des touristes

- GUIMARD et l'art nouveau
- FER ET VERRE autour de la Bourse
- ATELIERS à Montparnasse
- HABITAT SOCIAL à Ménilmontant
- ARTS DÉCORATIFS à Passy et Auteuil
- AVEC L'AUTOBUS de petite ceinture

EN VENTE EXCLUSIVEMENT AU « MONDE » - 45 F

## BON DE COMMANDE « PROMENADES D'ARCHITECTURE A PARIS »

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ..... VILLE .....

NOMBRE D'EXEMPLAIRES (S) ..... X 55 F =

(45 F + 10 F frais d'expédition)

COMMANDE À FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU « MONDE », Service des ventes au numéro, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09



# RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 10 juillet

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 40 **Série** : Quelques hommes de bonne volonté. D'après l'œuvre de J. Romains, adapt. M. Julien et P. Villiers. Avec D. Cecaldi, C. Dauphin, J. Barrey. 14 juillet 1919 : l'épave d'un sous-marin sur la douneuse période qui s'achève. Le calme reprend ; la petite nage de Sempy se reconstruit ; la révolution russe est plus que jamais à l'ordre du jour.

21 h 35 **Concert variétés** : France Gell au Zénith. Reprise du concert du 29 septembre 1984, réal. G. Job.

22 h 30 **Journal**.

22 h 40 **Liberté la nuit**. Prod. INA. Rial. Ph. Garrel. Avec E. Riva, M. Garrel, L. Szabo. Première d'une série de l'INA, qui offre six façons de voyager aux confins de la réalité et du fantastique, avec l'histoire d'un homme d'âge mûr pris, presque malgré lui, dans les déchirements de la France, au moment de la guerre d'Algérie. Des images de poésie, en noir et blanc, traversées d'ombres, coupées d'éclats lumineux, une symphonie en gris.

0 h 15 **Choses vues** : Victor Hugo, lu par Michel Piccoli.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 **Mariages** : les magiciens du mercredi. Téléfilm de J. Van Hamme, réal. F. Charles. Avec F. Roy, Y. Doury, H. Courreau, N. Gary, J. Duflo. Deux enfants de dix ans s'amusent et ont juré de se marier. Mais le père de l'un a décidé d'émigrer au Canada. Que faire ? Un téléfilm émouvant, qui brosse le tableau d'un monde moderne ; une interprétation étonnante de Jacques Duflo.

22 h 15 **Des chiffres et des lettres** : Coupe des clubs. En direct d'Antibes.

23 h **Désirs des arts** : Jean Dubuffet et le subversif. Magazine de P. Daix, réal. P.-A. Boutang et P. Collin. Quand Dubuffet a fait irruption dans la peinture, dans les années 40, il n'a pas cessé de tout bouleverser, quitte à provoquer le scandale. L'occasion est donnée, ici, de retrouver ce que nous a légué ce merveilleux inventeur qui n'a jamais arrêté de vouloir libérer l'art de ce qui pouvait enchaîner sa fantaisie, sa vérité.

## 23 h 25 Journal

**Quand on s'aime, on roule cool.**

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

## 23 h 45 Soirée les clips

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **Intervallés 85** : Nice-Saint-Amand-les-Bains. Émission de Guy Lux et C. Savarit, avec le concours de L. Zirona, S. Garnier et P. Arto. Des vacheries aux toulousains en passant par les tartes à la crème, le retour d'une émission grand public.

22 h 15 **Journal**.

22 h 35 **Série** : Histoire de l'art. Art assyrien : les œuvres du Liban.

23 h 30 **Prélude à la nuit**. Quatuor à cordes n° 11 op. 95 en fa mineur, de Beethoven, interprété par le Quatuor Enesco.

## CANAL PLUS

20 h 55, **Batterfly**, film de M. Cimber. 22 h 30, **P'tit con**, film de G. Lauzier. 0 h 15, **Les**, film de J.-P. Mocky. 1 h 25, **Psychoses**, phase 3, film de R. Marquand.

## FRANCE-CULTURE

20 h 30 **Antipodes** : le tiers-mondisme en question. 21 h 30 **Pastiches** : « mer, points, lignes et tutti quanti », l'humour de la police nationale.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Avant-concert** (en direct de Montpellier). 21 h 30, **Concert** (en direct de la Cour des Ursulines) : « Quatuor n° 15 en sol majeur » de Schubert, « Quatuor en la mineur » de Beethoven par le Quatuor Melet ; en complément de programme : œuvres de Schubert, Brahms.

23 h 35 **Nuit de l'Inde** (en direct de l'abbaye de Valmagne) : Du raga du soir au raga du matin.

Jeudi 11 juillet

## PREMIÈRE CHAÎNE : FT 1

11 h 15 **ANTIOPE 1**.

11 h 45 **La Une** chez vous.

12 h 2 **Le grand labyrinthe**.

12 h 35 **De port en port**.

13 h **Journal**.

13 h 45 **Choses vues** : Victor Hugo, lu par Michel Piccoli.

13 h 55 **Croque-vacances** (et à 16 h 35). Variétés, infos-magazine, feuilletons...

14 h 30 **Le monde est un théâtre** : l'Italie.

15 h 30 **Quartier en direct** d'Enghien.

16 h 15 **Télé**, à l'heure de la récréation-moi une puce.

17 h 35 **La chance aux enchères**.

18 h 20 **Mini-journal** pour les jeunes.

18 h 25 **Série** : Chapeau melon et bottes de cuir.

19 h 15 **Jeu** : Anagramme.

19 h 40 **Les vacances de monsieur Léon**.

20 h **Journal**.

20 h 35 **Téléfilm** : le Ravi. De J.-M. Comolli et M. Fallevic. Avec A. Dupon, A. Gregorio, Y. Hugues. Une comédie du sud-ouest de la France, chaque année confrontée aux problèmes de la sécheresse et de la répartition de l'eau, décide de constituer un syndicat et de placer à sa tête un nain, facile à manipuler. Au-delà de l'anecdote, le réalisateur Maurice Fallevic montre les déchirements dramatiques que peuvent causer les querelles vaines et les empoisonnements obstinés. Une superbe fresque sur la société française.

22 h 5 **Homme à l'homme** : Bonjour M. Dumézil. Émission de P. Dumay. Conversation extraordinaire dans un feuillet de livres avec un homme moderne, l'auteur de « Mythes et épopées », Georges Dumézil n'est ni essentiellement un historien, ni un linguiste, ni un sociologue, mais à la frontière — et faisant la jonction — de toutes ces disciplines. Cet homme, qui comprend une trentaine de langues, a interrogé les civilisations indo-européennes afin de leur faire avouer ce qu'elles avaient en commun. Une émission un peu difficile mais quelle récompense ensuite ! M. Dumézil est peut-être le plus grand des archéologues des sciences humaines, qui plus est — un « honnête homme ».

23 h 5 **Journal**.

23 h 20 **Choses vues** : Victor Hugo, lu par Michel Piccoli.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

6 h 45 **Télématin**.

10 h 30 **Antiope**.

11 h 45 **Révé A 2**.

12 h **Journal et météo**.

12 h 10 **Jeu** : L'académie des neuf.

12 h 45 **Journal**.

13 h 35 **Série** : Les petits génies.

14 h 25 **Aujourd'hui la vie**.

15 h 25 **Sports été**. Cyclisme : Tour de France ; à 17 h, gymnastique : championnat d'Europe dames.

18 h **Révé A 2**.

18 h 30 **C'est la vie**.

18 h 50 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 **Emissions régionales**.

19 h 40 **Le journal du Tour de France**.

20 h **Journal**.

20 h 35 **Cinéma** : la Grande Chevauchée de Robin des Bois. Film italien de G. Ferroni (1970), avec G. Gemma, M. Adorf, M. Dancos, S. D'Amico (rediffusion). L'écuyer du roi d'Angleterre Richard Cœur de Lion, retenu en captivité, organise, dans la forêt de Sherwood, une armée secrète pour lutter contre l'usurpateur du trône. Malgré le traitement de la couleur, ce Robin des Bois à l'italienne n'a rien pour faire rêver.

22 h 20 **Des chiffres et des lettres** : Coupe des clubs. En direct d'Antibes.

23 h 5 **Journal**.

23 h 25 **Bonsoir les clips**.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 5 **Dessin animé** : La panthère rose.

19 h 15 **Emissions régionales**.

19 h 40 **Coupe de soleil**. Le cirque Fratellini.

19 h 55 **Dessin animé** : Il était une fois l'homme.

20 h 5 **Les jeux**.

20 h 25 **Téléfilm** : Gaspard de la Meije. De B. Choquet, d'après un scénario de B. Gallet et

I. Scheibill. Avec R. Jendly, J.-B. Guillard (rediff.). En même temps que l'histoire d'un homme, c'est celle d'une montagne. Dans le contexte historique de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, un poète peintre parmi les poètes, habitant une vallée déshabitée de l'Oisans, celle du Vénon, défie son destin et sa misère ; chasseur de chamois depuis toujours, il utilise la connaissance de la montagne pour guider les premiers alpinistes à la découverte de cette région peu connue. Le récit est en fait celui d'un homme qui s'élève au-dessus de tout, celui qu'il faut conquérir. Beaucoup s'y étaient en vain, Gaspard, accompagné d'un jeune aristocrate passionné de montagne, réussit à atteindre le sommet de la Meije, en août 1877, après plusieurs tentatives. Telle est la trame de cette histoire vécue et remarquablement contée.

22 h 15 **Journal**.

23 h 40 **Série** : Histoire de l'art. Art du Levant : la coupe de la chasse, sous la direction d'Amic Caubet, réal. Alain Ferrati.

22 h 55 **Prélude à la nuit**. Musique au château de Lacour : Sonate pour piano et violoncelle n° 1 opus 38, de J. Brahms, interprété par C. Valtin, piano, et A. Meunier, violoncelle.

## CANAL PLUS

7 h, Gym à gym : 7 h 10, Top 30 : 7 h 45, Ellis Island : 8 h 30, Dancin' days (et à 13 h 15) : 9 h, L'Écho, film de M. Lang ; 10 h 40, Le Pigeon, film de M. Monicelli ; 12 h 20, Cabot Cadin (et à 18 h 10) : 13 h 35, L'homme à tout faire, film de J. Rich ; 15 h 25, Fitzcarraldo, film de W. Herzog ; 18 h 40, Les affaires sont les affaires : 19 h 5, L'escalier Isaura ; 19 h 45, Top 30 : 20 h 30, 2019 après la chute de New-York, film de M. Holman ; 22 h 10, Tous mes amis, film de C. Akerman ; 23 h 45, Hardcastle, film de S. Wincer ; 1 h 5, Les pionniers du Kenya : 1 h 55, Festival de jazz d'Antibes 1984 (Miles Davis).

## FRANCE-CULTURE

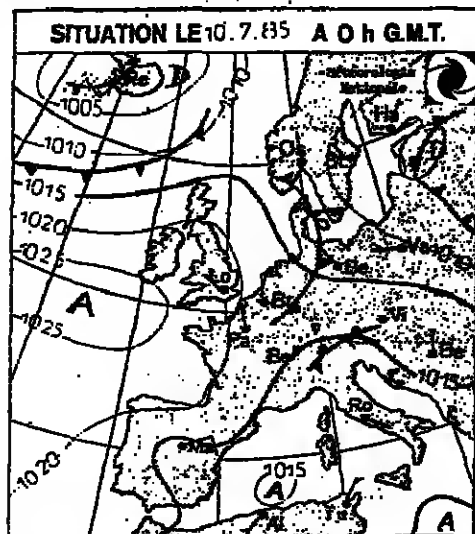
9 h, Les maîtres de France-Culture : 7 h, Le goût du jour : 8 h 15, Les experts internationaux : 8 h 30, Les chemins de la connaissance : les juifs viennois, de la fin du siècle à la seconde guerre mondiale (et à 10 h 50) : le matin des mathématiciens : 9 h 5, Les mathématiques, une vie, une œuvre : Julien Lagoutte ; 10 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour : 15 h 30, Musique : muséum ; 17 h, Le pays d'ici : à l'écoute de M. L. ; 18 h, Passerelle : 13 h 40, Petites et ateliers : l'atelier de Christian Sory ; 14 h, Un livre, des voix : « Nous nous aimons jusqu'aux présidents », de Huguette Debazieux ; 14 h 30, Communauté des radios publiques



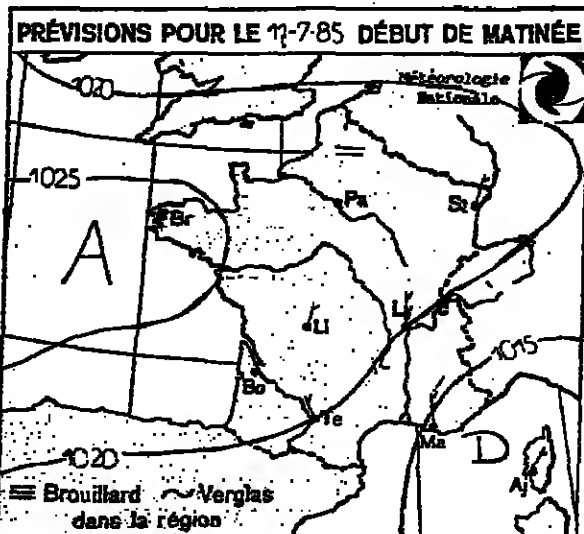
# INFORMATIONS « SERVICES »

# SPORTS

## MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 10.7.85 A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 11.7.85 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 10 juillet à 0 heure et le jeudi 11 juillet 1985 à minuit.

**Situation générale :**  
Des conditions anticycloniques vont se maintenir sur la France ; le beau temps prédominera malgré une tendance orageuse sur le Sud-Ouest jeudi soir.

**Prévisions :**  
Jeudi matin, un temps sec et souvent ensoleillé sera observé sur toutes les régions ; le vent soufflera faiblement et les températures minimales seront voisines de 12°C à 15°C sur les régions de la moitié nord, dépassant souvent 18°C plus au sud.

Au cours de la journée, le soleil brillera toujours, mais le temps deviendra

plus lourd sur les Pyrénées et l'ouest du Massif Central où quelques orages très locaux d'évolution diurne pourront se produire. Le vent de nord soufflera modérément dans la vallée du Rhône.

Les températures maximales atteindront 21°C à 28°C du nord au sud, dépassant même parfois 30°C sur l'Aquitaine.

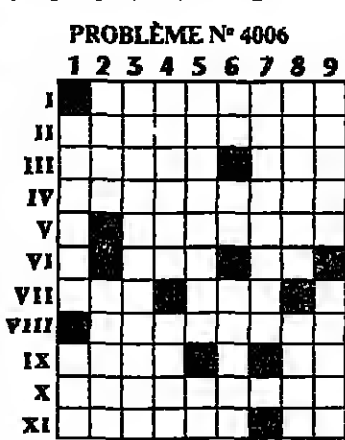
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 juillet ; le second, le minimum dans la nuit du 9 au 10 juillet) : Ajaccio, 23 et 18 degrés ; Biarritz, 21 et 18 ; Bordeaux, 29 et 16 ; Brétigny, 19 et 14 ; Brest, 21 et 11 ; Cannes, 24 et 20 ; Cherbourg, 18 et 12 ; Clermont-Ferrand, 26 et 11 ; Dijon, 25 et 11 ; Dax, 19 et 14 ; Enghien, 28 et 13 ; Grenoble-St-M.-H., 28 et 15 ; Grenoble-St-Georges, 28 et 13 ; La Rochelle, 29 et

15 ; Lille, 24 et 10 ; Limoges, 26 et 14 ; Lorient, 28 et 12 ; Lyon, 27 et 12 ; Marseille-Marguare, 27 et 20 ; Menton, 26 et 21 ; Nancy, 24 et 13 ; Nantes, 28 et 14 ; Nice, Côte d'Azur, 25 et 21 ; Niceville, 26 et 21 ; Paris-Montsouris, 27 et 15 ; Paris-Orly, 27 et 14 ; Pau, 22 et 18 ; Perpignan, 31 et 21 ; Rennes, 25 et 12 ; Rouen, 24 et 12 ; Saint-Etienne, 27 et 12 ; Strasbourg, 26 et 14 ; Toulouse, 30 et 18 ; Tours, 26 et 12.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 34 et 17 ; Genève, 27 et 12 ; Lisbonne, 27 et 17 ; Londres, 22 et 10 ; Madrid, 33 et 18 ; Rome, 29 et 22 ; Stockholm, 23 et 12.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS



PROBLÈME N° 4006

**HORIZONTALEMENT**  
1. Une manière de « régaler » en faisant de bons plats. - II. Avait la responsabilité des bûchers du roi. - III. Ses consommateurs étaient des fidèles. - IV. Préparation parfois à base d'œuf. - V. Deux domestiques ou lieux domestiques. - VI. La place des Vosges. Terme de mépris. - VII. On aime y rendre « service » mais pas y faire de fleurs. Sujet de phile. - VIII. Ette. - IX. Se contente donc de miettes. S'assemblent mais ne se ressemblent pas toujours. - X. Des accords qui peuvent obliger à ce découder. - XI. Qui ne peut donc avoir de prétentions à la couronne. Joué.

**VERTICALEMENT**  
1. Entrée de service. Agace. - 2. Une manière de cuire ou de se rafraîchir. N'obtient donc pas à fumer partout. - 3. Ne fait pas de bruit. - 4. Après non et avant complies. N'agit pas par calcul. - 5. Qui commencent un terme. Autant de « dettes » que de « crédits ». - 6. Mesure. Possessif. Aspire après certainement avoir inspiré. - 7. Souffle intérieur. - 8. Croquis jadis, esquisse de nos jours. Peut être piquée mais est toujours timbrée. - 9. Points de suspension. Même dans grand « train ».

**Solution du problème n° 4005**  
**Horizontalement**  
I. Urticaria. - II. Raidillon. - III. Acromion. - IV. Ni. Lestes. - V. Onde. Ou. - VI. Sec. Fée. - VII. Ampe. - VIII. Or. Ur. Pie. - IX. Pape. Gel. - X. Ete. Rires. - XI. Seul. Tête.  
**Verticalement**  
1. Uranoscopes. - 2. Racine. Rate. - 3. Tir. D.C.A. Peu. - 4. Idole. Mue. - 5. Cime. Per. - 6. Alsier. Gil. - 7. Hot. Espère. - 8. Roncé. Met. - 9. En. Suite (allusion à la trilogie de Fagnol). Se.

GUY BROUTY.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 10 juillet :  
DES DÉCRETS  
● Modifiant le décret du 31 juillet 1970 portant application du titre premier et de certaines dispositions du titre de la loi du 3 janvier 1969 relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes exerçant en France sans domicile ni résidence fixe.  
● Portant création de la réserve naturelle des marais de Moëze (Charente-Maritime).

## PARIS EN VISITES

**VENREDI 12 JUILLET**  
- Une heure au Père-Lachaise. 10 h et 11 h 30, entrée principale.  
- Un quartier de Paris : Charonne et son cimetière. 14 h 35, sortie métro A-Dumas (V. de Langlade).  
Pour les sept à douze ans, « La Tour Eiffel », inscriptions : (1) 277-23-31.  
- Le vieux village d'Auteuil. 14 h 30, métro Saint-Ambroise.  
- De Popincourt à la rue de Lappe. 14 h 30, métro Saint-Ambroise.  
- Le Mystère des Templiers. 15 heures, église Sainte-Elisabeth, 195, rue du Temple.  
- Le musée de l'Orangerie. 15 heures, entrée bâtiment côté Seine.  
- Rampillon Saint-Loup de Naud, Champpeux. inscriptions : 887-24-14 ou 274-25-22.  
- Tombes célèbres du cimetière du Père-Lachaise. 15 heures, entrée principale.  
- Le Sénat. 15 heures, angle des rues de Tournon et de Vaugirard.  
- Montmartre, ses ruelles, ses jardins, ses artistes. 15 heures, métro Abbesses.  
- Rensir au Grand Palais. 14 heures, ou 12 h 45, hall, ou 11 heures, escalier d'entrée.

## DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

**Le Monde DES LIVRES**

## LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

### Hinault, gagnant sur tous les tableaux

De Pontarlier à Morzine-Avoriaz, le peloton du Tour de France franchissait, mardi 9 juillet, les premiers obstacles des Alpes après une longue incursion en Suisse. Au programme : le Pas de Morgins (altitude 1 380 mètres), le col du Corbier et, pour finir, 13 kilomètres d'une côte à 7 %. Deux hommes ont dominé cette étape : le Celembien Luis Herrera et Bernard Hinault qui consolide son maillot jaune. Ils se sont détachés à mi-pente du Pas de Morgins sans vraiment rencontrer de résistance. La défaite des grimpeurs constitue le fait du jour.

### De notre envoyé spécial

Auvia. - Au terme de la première étape de haute montagne, les trente journalistes colombiens qui suivent le Tour de France ont atteint les sommets de l'enthousiasme. Luis Herrera, leur idole, a gagné à Avoriaz comme il avait gagné l'an passé à l'Alpe d'Huez. Échappé avec Bernard Hinault à 65 kilomètres de l'arrivée, il a franchi les cols en tête et il a pris sept secondes au Français dans la rampe finale. Pour le jeune champion sud-américain, ce festival d'Avoriaz est véritablement celui du cyclisme fantastique.  
« Il aurait pu me distancer plus tôt », dit le Breton, dans un élan de modestie dont il n'est pas coutumier. S'il avait attaqué au pied du dernier obstacle, il aurait creusé un gros écart. »

Hinault est pourtant le vrai vainqueur de cette étape des Alpes, et il le sait. Il peut se vanter grand seigneur, ce rajouter côté fair-play, en censurer l'adversaire sans que son prestige ait à en souffrir. Il joue gagnant sur tous les tableaux.  
En l'espace d'un après-midi, il a relégué relativement les meilleurs grimpeurs à l'exception de Luis Herrera qui accuse un retard de 12 min 34 au classement général et qui ne peut pas se dire dangereux dans l'immédiat. Miller a concédé 2 min 30. Pascal Simon, victime d'une chute, en a perdu presque le double. Phil Anderson, Caritoux et

le champion du monde Claude Criquielion sont également très attardés. Ceux-là évoluent cependant sur un parcours qu'ils affectionnent.  
Hinault aurait pu se maintenir sur la défensive, puisqu'il porte le maillot jaune et que, théoriquement, ce n'est pas à lui d'attaquer. Pourquoi, dans ces conditions, a-t-il déclenché la bagarre ?  
« Je suis parti en éclaireur, explique-t-il. Je voulais simplement préparer le terrain en vue d'une éventuelle contre-offensive de Greg Lemond. Je travaillais pour lui, en fin de compte. »

Suprême habileté. Le Breton s'attribue le beau rôle alors qu'il a repris 1 min 34 supplémentaire au coureur américain (deuxième du classement général), celui-ci étant à la fois son équipier et son concurrent le plus direct.

Une bonne opération, non ? Reste à savoir ce que Lemond pense réellement de la tactique adoptée par son chef de file.

### JACQUES AUGENDRE

Onzième étape : Pontarlier-Morzine-Avoriaz (195 km). - 1. L. Herrera (Col.), 5 h 19 mn 4 s (moyenne 36,69 km/h) ; 2. B. Hinault (Fra.), à 7 s ; 3. P. Delgado (Esp.), à 1 mn 23 s ; 4. F. Parra (Col.), à 1 mn 41 s ; 5. G. Lemond (E-U), à 1 mn 41 s ; etc.

Classement général. - 1. B. Hinault (Fra.), 56 h 23 mn 58 s ; 2. G. Lemond (E-U), à 4 mn ; 3. S. Roche (It.), à 5 mn 52 s ; 4. S. Kelly (Irl.), à 6 mn 1 s ; 5. P. Anderson (Aus.), à 6 mn 33 s ; etc.

## JEUX OLYMPIQUES

### FIDEL CASTRO ATTAQUE LE CIO

M. Fidel Castro, chef de l'État cubain, s'en est pris vivement mardi 9 juillet, au Comité olympique international (CIO) qui est, selon lui, « une mafia de marquis, de comtes, de milliardaires et de Blancs ». En substance, il pense que la direction du mouvement olympique devrait être assurée par l'ONU, qui distribuerait les revenus des jeux aux pays du tiers-monde, pour y favoriser le développement du sport.

Il estime d'autre part que l'organisation des Jeux olympiques de 1988 à Séoul est « une situation morale très embarrassante, non seulement pour les pays socialistes, mais également pour ceux du tiers-monde ». Il propose, comme il l'avait fait dans une lettre le 29 novembre 1984 au CIO, de répartir les épreuves entre les deux Corées.

## ABONNEMENTS VACANCES

FRANCE	ÉTRANGER (tarif normal)
1 mois... 150 F	1 mois... 261 F
2 mois... 260 F	2 mois... 482 F
3 mois... 354 F	3 mois... 687 F

(Pour les tarifs d'abonnement à l'étranger par voie aérienne, veuillez nous consulter au 246-72-23, poste 3391.)

Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin rempli en majuscules, au moins UNE SEMAINE avant votre départ, et adressez-le avec le règlement correspondant à :

LE MONDE ABONNEMENTS BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Je m'abonne au MONDE du .....  
NOM ..... PRÉNOM .....  
N° ..... Rue .....  
Code postal ..... Localité .....  
Pays .....  
Ci-joint mon versement : ..... F.

## ADMISSIONS AUX AGRÉGATIONS

● MÉCANIQUE.  
M. Jacques Alache (31°), Jean-Luc Amen (66°), Jean Antoine (13°), René Barle (37°), Bertrand Beaufils (11°), Patrick Benetean (39°), Thierry Bergant (67°), Jean-Luc Biondi (53°), Olivier Bonneau (9°), Christine Bonzon (25°), Charles Bop (63°), André Boussieu (36°), Ludéce Cemeles (50°), Pascal Cayla (10°), Philippe Celeste (15°), Bruno Cochein (4°), Loïc Coteille (47°), Aïda Deblém (59°), François Darle (29°), Yannick Desplanches (19°), Didier Duham (24°), Francis Esnault (31°), Jean-Claude Fabre (43°), Gastie Fayelle (31°), Michel Fougere (26°), Bernard Fournier (30°), Marc François (9°), Philippe Gaudin (6°), Jean-Michel Genevaux (2°), Etienne Genty (7°), Christian Gonolou (42°), Jean-Michel Geyon (13°), Christian Hochard (12°), Jean-Philippe Huet (59°), Christophe Huet de Kermadec (63°), Henri Jehl (37°), Frédéric Lagier (26°), Jean Lamachia (54°), Jean-Jacques Lailhe (43°), Luc Launay (54°), Olivier Le Gallo (39°), Patrick Le Gallo (15°), François Littmann (29°), Georges Lel (47°), Alain Lopez (18°), Bruno Louis (21°), Daniel Machou (51°), Michel Mesnard (59°), Francis Michel (41°), Roland Mithau (54°), Gilles Molard (8°), Pascal Monard (39°), Christian Nardou (47°), Pascal Ninonille (65°), Patrick Paquet (68°), Claude Para (19°), François Peltat (54°), Bernard Perez (39°), Giuseppe Pettinate (28°), Serge Pezere (31°), Patrick Philippe (17°), Joel Remy Vincent (62°), Pierre Salengros (54°), Jean-Claude Serres (22°), Patrick Vauchez (46°), Thierry Vincent (69°), Thierry Viollet (51°), Eric Vittecoq (11°), Pascal Zano (43°).

## BIBLIOGRAPHIE

### Les publications de la Documentation française

● Collection des rapports officiels  
Les sectes en France. - Expression de la liberté morale ou facteurs de manipulation ? Rapport au premier ministre par Alain Vivien, 140 pages, 60 francs.

La santé en France. - Rapport au ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale et au secrétaire d'Etat chargé de la santé. Ce rapport propose un constat chiffré sur l'état de santé en France, une étude des facteurs qui conditionnent l'émergence et la prise en charge des problèmes de santé, ainsi qu'un analyse de ces problèmes liés aux différents âges de la vie. 234 pages, 120 francs.

Les nouvelles télévisions hertziennes. - Rapport au premier ministre par Jean-Denis Bredin. Ce rapport analyse les contraintes auxquelles sont confrontés tout projet d'ouverture de télévisions privées et examine la cohérence des politiques audiovisuelles déjà engagées. La seconde partie propose un projet pour de nouvelles télévisions hertziennes et explore les nouveaux équilibres induits par l'apparition de ces futures télévisions. 336 pages, 90 francs.

● Techniques documentaires  
Edition électronique et documentation, du plomb à l'électron. - Ouvrage réalisé par la commission Techniques documentaires de l'Association française des documentalistes et bibliothécaires spécialisés (ADBS). L'édition électronique est devenue une composante majeure du transfert de l'information. Cet ouvrage dresse un premier bilan de l'utilisation des nouvelles technologies dans le domaine de l'information et envisage les voies nouvelles qu'emprunteront demain les systèmes d'information. 128 pages, 88 francs.

Information des bibliothèques en France : logiciels disponibles. - Réalisé par le Centre d'études des systèmes d'information des administrations (CESIA), cet ouvrage présente une évaluation et une comparai-

son d'une douzaine de logiciels de gestion de bibliothèques opérationnels diffusés en France. Il a été conçu à partir d'une visite au constructeur du logiciel et aux bibliothèques utilisatrices. 294 pages, 180 F.

Les nouvelles technologies de l'information et de la documentation. - Guide d'équipement et d'organisation des centres de documentation des administrations publiques et des collectivités territoriales, sous la direction de MM. Pierre Pelou et Alain Vuillemin, 496 pages, 170 F.

● Revues  
La population française de A à Z. - Synthèse des données démographiques disponibles et des réflexions qu'elles suscitent. Les Cahiers français, N° 219, 72 pages, 30 F.

La décentralisation en marche. - Le point sur l'application de la réforme de la décentralisation : le nouvel équilibre institutionnel, les transferts de compétences et les questions de financement des collectivités locales. Les Cahiers français, N° 220, 72 pages, 30 F.

L'organisation judiciaire de la France. - Etude descriptive des organismes juridictionnels et du personnel judiciaire. Notes et études documentaires, N° 4 777, 140 pages, 47 F.

Le secrétariat général du gouvernement. - Histoire, fonctions et organisation de l'organe de coordination des travaux du gouvernement. Notes et études documentaires, N° 4 779, 128 pages, 47 F.

Le sport dans la société française. - Evolution des pratiques sportives, aspects socio-économiques du sport en France. Problèmes politiques et sociaux, N° 513, 40 pages, 15,50 F.

● Divers  
Fécondation et embryologie humaines. - Traduction française du rapport Wamock, un rapport du gouvernement britannique sur les conséquences sociales, éthiques et légales des transformations de la fécondation et de l'embryologie humaines, 158 pages, 60 F.

## BREF

**NOIR ET BLANC.** - La Jeune chambre économique de Paris organise un concours photo sur le thème « regard sur le 2<sup>e</sup> arrondissement de Paris ». Ce concours est doté de nombreux prix, dont un week-end à Amsterdam pour deux personnes. Pour participer, envoyer des photos sur papier, noir et blanc (format minimum 18x24) avant le 30 juillet à la Jeune chambre économique de Paris « Concours photo », 10, rue de Louvois, 75002 Paris. Tél. : (1) 296-83-03.

**CONCOURS.** - La mairie de Paris organise, du 15 au 19 juillet, un jeu-concours sur les panneaux électroniques d'information. Il consiste à reconstituer une citation à travers une définition de mots diffusée chaque jour sur les

journaux lumineux de la Ville de Paris. Premier prix, un aller-retour Paris-Nice en avion. Le règlement, les bulletins réponse et le lista des prix sont disponibles dans les mairies d'arrondissement et au salon d'accueil de l'Hôtel de Ville.

**LES CHEVALIERS DU CIEL.** - Pour la cinquième fois, le Festival international d'aviation et d'aéronautique de Méréville va réunir, du 5 au 21 juillet, de grands noms de l'histoire de l'aviation et de la conquête spatiale. Les hélices d'or de la littérature et du cinéma aéronautique seront décernées, de nombreux stages seront organisés allant du pilotage à la construction de mini-fusées en passant par l'observatoire astronomique.

\* Association spatiale et aéronautique de Méréville. Office du tourisme, 73550 Méréville. Tél. : (79) 88-66-81.

**PICARD**  
serrures Picard  
protection renforcée

1 serrure à 5 points  
+ d'autres marques

**PICARD**  
GARANTI 5 ANS

+ 1 blindage acier  
15/10°

+ 4 goujons d'acier  
anti-dégondage

+ 1 cadenas en acier  
sur bâti bois

+ 3 cadenas  
anti-pince

à l'extérieur sur le  
pourtour de la porte

**3.600 F TTC**  
Pose et dépt. comp.  
PARIS-SEINE-LOIRE

**Sté S.P.P.**  
11, rue Minard  
92130 Les Moutonneux

554.58.08  
554.41.95

FACILITES DE PAIEMENT







# économie

## REPÈRES

### Automobile : le marché français stagne.

Les immatriculations de voitures neuves sur le marché français ont progressé de 3,2 % au mois de juin 1985 par rapport à juin 1984. Depuis le début de l'année, le nombre des immatriculations, selon les chiffres, encore provisoires, de la Chambre syndicale des constructeurs automobiles, est à un niveau à peu près équivalent à celui des six premiers mois de 1984 (- 0,7 %). Le taux de pénétration des marques étrangères a légèrement régressé à 33,6 % au lieu de 34,2 % en juin 1984. La 205 Peugeot et la R5 Renault ont fait un mois de juin record, et détiennent à elles deux près de 28 % du marché national. Grâce à la 206, le groupe PSA voit sa part du marché passer le mois dernier à 36,7 %, tandis que celle de Renault reste inférieure à 30 % (29,4 %).

### Investissements : M. Bérégovoy envisage une détaxation partielle des bénéficiaires.

Pour remplacer le système d'aide à l'investissement qui vient à expiration fin 1985, M. Pierre Bérégovoy prévoit de détaxer partiellement les bénéfices réinvestis par les entreprises. Le ministre de l'économie et des finances, qui parlait, mardi 9 juillet, devant le Conseil économique et social, a confirmé que cette disposition pourrait figurer dans la loi de finances pour 1986. La formule d'un crédit d'impôt, au moment envisagé, paraît donc écartée, au profit du système de détaxation assortie d'une suppression des régimes particuliers. Le régime en vigueur depuis la loi de finances pour 1983 consistait à accorder des facilités de trésorerie par un amortissement exceptionnel et dégressif selon la nature des investissements réalisés.

### Pétrole : baisse possible du brut lourd vénézuélien.

S'il ne souhaite pas déclencher une guerre des prix, le Venezuela « se réserve la possibilité d'abaisser le prix de son pétrole lourd », a déclaré le ministre vénézuélien M. Arturo Hernandez Grieco. Caracas commercialise une gamme de bruts lourds et extra lourds à un prix moyen de 26 dollars le baril alors que le Mexique, son principal concurrent, a réduit le tarif de son pétrole lourd de 25,40 à 24 dollars le mois dernier. — (AFP)

## Le dollar en dessous de 9 F

(Suite de la première page.)

Or, ce cours vient de fléchir de 15 % sur les plus hauts niveaux de février et de 7 % sur ceux du début de l'année.

Sans doute, ce fléchissement aura-t-il pour effet de rendre le marché américain moins compétitif pour les exportations européennes, et notamment françaises, dont le développement avait été très vif depuis dix-huit mois. Un certain reflux est à prévoir, bien que beaucoup d'exportateurs, notamment dans l'agro-alimentaire (vins et alcools) et les produits de luxe, aient profité de la hausse du billet vert pour ne pas augmenter leurs tarifs depuis trois ans et disposent donc d'une marge de manœuvre dans ce domaine : pour Moët-Hennessy par exemple (champagne, cognac et parfum), « tout ce qui dépasse 3,50 F nous coûte moyen en 1984, année de bénéfice record, sera positif ».

Dans le cas de l'Allemagne, grande bénéficiaire, avec le Japon, de la reprise économique aux États-Unis et de l'envolée du dollar, puis-que ses exportations vers le continent américain ont fait un bond de 43 % en 1984, le recul du billet vert ne soulève guère d'inquiétudes, au contraire.

La semaine dernière, M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, assurait qu'un recul de 10 % « n'affecterait guère l'industrie allemande », soulignant que le rythme d'augmentation des exportations vers les États-Unis (10 % des exportations

totales) était revenu à 29 % pour les cinq premiers mois de 1985 et que le relais était pris par les autres pays industrialisés, ce qui le conduisait à prévoir, pour 1987, un formidable excédent commercial de 75 à 90 milliards de marks (225 à 270 milliards de francs).

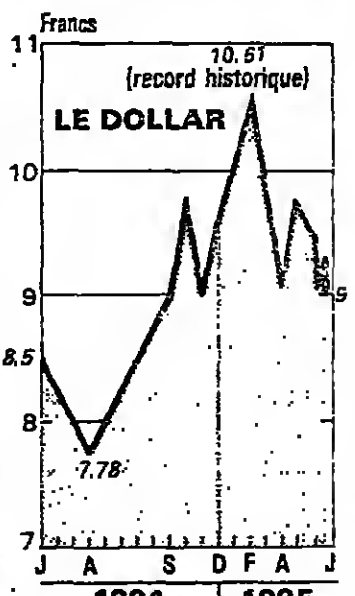
Quant au Japon, premier exportateur mondial vers les États-Unis et fort soutenu des réactions protectionnistes de plus en plus violentes émanant de ce pays, le gouverneur de sa Banque centrale se félicite de la baisse du dollar et recommande une remontée du yen, de nature, précisément, à réduire l'énorme excédent commercial nippon.

### Effets ravageurs

Mais les premiers bénéficiaires du repli de la monnaie américaine seront les Américains eux-mêmes. De l'autre côté de l'Atlantique, tout le monde perçoit maintenant les effets ravageurs de la surévaluation du dollar, qui, en favorisant les importations et en réduisant les exportations, ont mis à mal des secteurs entiers de l'économie. Les déboires des agriculteurs sont déjà bien connus de l'opinion, mais on réalise maintenant à quel point ont pu être touchés la sidérurgie, les textiles, la chimie, les industries pétrolières, le charbon et le cuir.

Globalement, l'industrie n'a retrouvé que 58 % des emplois perdus pendant la récession de 1981-1982, et vient d'en perdre 220 000

depuis le début de l'année. Certes, l'envolée du dollar n'explique pas tout, mais elle a largement contribué à cette crise, notamment au gonflement du déficit commercial américain, qui risque de battre tous ses records en 1985 à plus de 130 milliards de dollars.



C'est pourquoi le renversement de tendance qui se produit actuellement est accueilli avec soulagement à Washington et à New-York. Sans doute, pourrait-on reprocher aux

autorités américaines de n'avoir rien fait pour le provoquer, mais que peuvent bien fuir les banques centrales et les gouvernements sur des marchés où s'échangent quotidiennement jusqu'à 200 milliards de dollars ? La montée du billet vert s'est effectuée en liaison avec le boom de l'économie aux États-Unis et l'envolée des taux d'intérêt, s'ajoutant à l'attrait exercé sur les capitaux internationaux par le sanctuaire américain (rentabilité, sécurité, mobilité).

Aujourd'hui, les taux d'intérêt ont fléchi (près de cinq points en un an sur l'euro-dollar à six mois) au plus bas depuis 1978 — et leur recul pourrait se poursuivre — tandis que l'expansion a perdu son ressort. Tout cela fait réfléchir les détenteurs de capitaux internationaux et les incite à en diriger une partie vers d'autres monnaies : mark et yen bien entendu, mais aussi livre sterling, aux plus hauts cours depuis quinze mois grâce aux taux élevés pratiqués à Londres, et même franc français, pour la même raison.

A cette occasion, notons que tous les raisonnements antérieurs sur une faiblesse du franc provoquée par la remontée du mark sont, pour l'instant, totalement pris en défaut : non seulement le franc ne faiblit pas, mais il continue à se révaluer par rapport au mark, que le Banque de France a renoncé à soutenir, pour ne pas gonfler, par ses achats, une masse monétaire en plein dérapage.

FRANÇOIS RENARD.

## SOCIAL

### UN « CANARD BOITEUX » RÉAPPREND À MARCHER

### Les femmes OS ont suivi une formation pour évoluer avec leur entreprise

De notre envoyé spécial

Entreprises autotels célèbres, l'usine Eclair-Prétil à Petit-Quevilly (Seine-Maritime) a connu des difficultés, mais pourrait s'en sortir, grâce à la diversification de ses activités. Pour ce faire, elle a réussi un tour de force : former, en à peine une année, des femmes OS pour en faire des travailleuses hautement qualifiées.

Petit-Quevilly. — Dans l'agglomération rouennaise, il y a des gens pour croire que la société Eclair-Prétil, l'une des anciennes gloires industrielles de la région, née en 1912 avec la célèbre fermeture à glissière métallique, n'existe plus.

Depuis plus de dix ans, l'entreprise se débattait dans des difficultés économiques, et l'annonce de plans de restructuration successifs avait fini par ternir son image. En 1982, elle était passée d'un effectif de 1 700 employés répartis en trois usines (Petit-Quevilly, Bernay et Choisy-le-Roi) à 1 200 salariés. Même la reprise des activités par des investisseurs suisses, le groupe Petrotec, avait été accueillie avec un scepticisme bien normal et apparemment justifié puisque, à la mi-1984, il fallait encore supprimer 250 emplois, entraînant la fermeture de l'établissement de Choisy-

le-Roi, dans le Val-de-Marne (relancé par d'anciens cadres avec 55 personnes sur les 105 qui y travaillaient).

Considérée comme moribonde, l'entreprise, à la réputation bien établie, paraissait devoir éviter la destinée de « canards boiteux » grâce à l'intérêt que lui portait M. Laurent Fabius, l'un de la circonscription. L'usine de La Chapelle-Darblay, sur la commune voisine, n'avait-elle pas été ainsi sauvée à coups de millions ?

A l'origine, le groupe Petrotec cherchait en France l'outil industriel capable de réaliser les matériaux d'un consortium de recherche, dont certaines des applications portaient sur la biotechnologie, et qui avait mis au point des réacteurs de fermentation pour les bactéries. Mariage d'amour ou de raison ? Toujours est-il que les financiers et chercheurs suisses acceptèrent de reprendre Eclair-Prétil en décembre 1982 avec la promesse, si, au bout de six mois, l'entreprise n'était pas en mesure de réaliser un chiffre d'affaires de 70 millions de francs (la première tranche, de 25 millions, vient d'être signée avec la Société de développement régional). Grâce à son potentiel technique, à son parc de machines et à la présence de techniciens de haut niveau, Eclair-Prétil présentait

beaucoup d'avantages. La fermeture à glissière, malgré le marasme du marché textile, offrait en outre des perspectives raisonnables, d'autant que les deux marques produisaient 40 des 90 millions de fermetures françaises. En diversifiant le retour à la bonne santé était envisageable.

Mais tout n'allait pas pour le mieux. Fière de ses succès passés, Eclair-Prétil s'était endormie sur ses lauriers, et son avance technique, dans le domaine des fermetures à glissière, avait été rattrapée par les concurrents. Il fallait restreindre la production et gagner en compétitivité. Enfin, une partie du personnel, une fois réalisées les compressions d'effectifs et les départs anticipés selon un plan FNE (Fonds national pour l'emploi), ne disposait pas des compétences nécessaires pour les trois nouvelles activités prévues. On comptait beaucoup d'OS, essentiellement des femmes (65 % du personnel) dans les ateliers. Comme souvent dans une société en difficulté de longue date, l'ancienneté dans des postes sans qualification était élevée vingt ans — et l'âge lui-même, de trente-huit à quarante ans en moyenne, ne laissait pas espérer de réelles capacités d'adaptation.

### La réussite de la formation

Le pari fut engagé, tant par les nouveaux propriétaires que par les salariés. Puisqu'il fallait disposer de nouvelles qualifications pour diversifier, les premiers proposèrent un plan de formation, soutenu par une subvention de 15 millions de francs sur trois ans du FNE et du FSE (fonds social européen). Les seconds, pour ne pas connaître d'autres licenciements, décidèrent de saisir leur chance.

Dans un premier temps, Petrotec-Eclair-Prétil s'efforça de définir ses besoins et les postes à pourvoir, essentiellement des monteurs câbles, des rectifieuses et des réglages, l'objectif étant d'avoir des ouvrières professionnelles ou des techniciennes d'un niveau équivalent au CAP. Avec l'aide du CESI de Rouen (Centre d'études supérieures industrielles, qui intervient habituellement pour la formation des cadres), un programme fut établi en liaison avec le service de formation interne, l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes), et un centre de formation d'Evreux (CFPE) réputé pour l'électronique.

En deux périodes de stages de quatre mois et demi chacun (mille six cents heures au total), il s'agissait d'abord de réactualiser et d'améliorer des connaissances correspondant à un certificat d'études, puis d'entreprendre une spécialisation après évaluation des compétences.

L'opération a été couronnée de succès : 70 volontaires se sont fait connaître aussitôt, et, à la suite des tests, 42 femmes et 3 hommes ont été retenus. Leur salaire maintenu, ils se sont consacrés pendant près d'une année à leur formation avec une motivation telle que le taux d'absentéisme a été nul. De cours de français en cours de mathématiques, en passant par la technologie ou le dessin industriel, les

anciennes OS d'Eclair-Prétil sont devenues des travailleuses qualifiées, au point que, lors du test final, elles ont pu passer les épreuves de français d'un niveau de BEPC et celles de mathématiques d'un niveau de CAP de projection.

Quatre mois plus tard, les anciennes ouvrières d'Eclair-Prétil occupent les fonctions de réglages à la place des hommes, qui à leur tour travaillent sur les machines de Petrotec. D'autres femmes ont été intégrées dans l'atelier de montage-câblage, qui est devenu « autosuffisant ».

M. Marty, le directeur de l'usine, commence à croire en l'avenir. « On nous voyait morts, dit-il, et nous sommes bien là. Il y a des canards boiteux qui respirent à nouveau ».

ALAIN LEBLAUD.

## CONJONCTURE

### Activité et pouvoir d'achat progresseront légèrement au second semestre prévoit l'INSEE

« La croissance du produit intérieur brut marchand devrait être, l'ensemble des branches plus faibles en moyenne que l'an dernier », écrit l'INSEE dans sa note de synthèse rédigée sur « la situation et les perspectives de l'économie française à la mi-85 ».

Après les effets de la vague de froid de l'hiver, « le PIB devrait retrouver une évolution positive de l'ordre de 0,5 % par trimestre, s'accroissant légèrement en fin d'année (...). Le maintien de la croissance des services autour d'une tendance de 2,5 % l'an y contribuerait fortement. En revanche, deux secteurs en freinant le rythme après l'avoir amplifié l'an dernier : l'agriculture (retour à la normale après le niveau exceptionnel atteint en 1984) ; l'énergie, où la production industrielle augmenterait de 1 % en moyenne, soit moins qu'en 1984 (+ 1,7 %).

Cette croissance serait insuffisante, compte tenu des gains de productivité, pour empêcher une nouvelle baisse de l'emploi. L'INSEE écrit : « Au premier trimestre, la baisse des effectifs salariés s'est ralentie (1), mais cette relative amélioration paraît transitoire. La poursuite de la dégradation des effectifs observée depuis deux ans n'est pas remise en cause. Elle est néanmoins légèrement atténuée : l'industrie (y compris le bâtiment) devrait encore perdre cent soixante mille emplois salariés en 1985 (moins cent quatre-vingt-six mille en 1984). Cette perte ne serait pas compensée par l'évolution dans le tertiaire marchand, où les effectifs resteraient quasiment stables. »

« Les effets de cette baisse de l'emploi sur l'évolution du chômage seront moindres que ne l'indiqueroit l'extrapolation des tendances antérieures : les mesures concernant les jeunes (dès cent quatorze mille TUC à la fin mai) permettront de maintenir à un niveau relativement bas le nombre des demandeurs

d'emploi de moins de vingt-cinq ans. »

L'évolution des prix, des salaires et des coûts est nettement plus encourageante : « La hausse des coûts de production des entreprises se ralentira fortement en cours d'année, après un premier trimestre encore élevé : la modulation des salaires, qui se poursuivra et se traduira par un simple maintien du pouvoir d'achat, s'ajoutera à celle des prix des matières premières, et d'abord du pétrole. »

La dégradation des coûts entrainerait celle des prix de production, en particulier dans l'industrie manufacturière, tout en permettant la poursuite du rétablissement des marges des entreprises.

« La hausse des prix de détail atteindrait 3,4 % au premier semestre à cause de la concentration des augmentations autorisées en début d'année, de la montée des prix des produits pétroliers et de l'accélération des prix alimentaires. Au second semestre, la modulation des produits industriels et la baisse des prix de l'énergie limiteraient la hausse à 2 %, ce qui ramènerait le glissement annuel à 5,5 %.

Le commerce extérieur serait encore déficitaire de 20 milliards de francs cette année, sur la base d'un dollar à 9,40 F en moyenne et d'un baril à 26,5 dollars. La balance des paiements courants serait, elle, équilibrée. Une inquiétude : la dégradation de notre compétitivité nous ferait perdre des parts de marché, et le poids de nos échanges de produits manufacturés — élément clé de la balance commerciale — plafonne autour de 9 milliards de francs par mois.

(1) Le ralentissement de la baisse des effectifs salariés au premier trimestre (- 0,1 % contre - 0,4 % au cours des trois trimestres précédents) s'explique essentiellement par le bâtiment, qui « perd » beaucoup moins d'emplois que précédemment : quatre mille au lieu de vingt mille environ au cours des trois trimestres précédents.

HENRI PIERRE.

**Cours de dessin et d'aquarelle**  
au musée du Louvre  
955-29-03











# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### DÉBATS

2. COLLECTIVITÉS LOCALES : « Des acteurs du redressement économique », par Pierre Richard ; « HLM et libéralisme », par Marcel Loh.

### ETRANGER

3. ASIE  
- Un entretien avec le président Marcos.
4. AFRIQUE  
- La fin de la visite du roi d'Espagne en France.
5. PROCHE-ORIENT  
- AMÉRIQUES.

### POLITIQUE

6. A l'Assemblée nationale : le RPR et l'UDF votent contre le projet de modernisation de la police.

### Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30  
à Paris (89 MHz)  
à Bordeaux (101,2 MHz)

### « le Monde » reçoit

avec  
**PHILIPPE BOUCHER**  
**JEUDI 11 JUILLET**  
**PATRICK NIEERTZ**  
Président de l'Ecole nationale  
d'exportation

Mercredi 10 juillet  
**PATRICE DE BEER**  
correspondant du « Monde »  
à Pékin

### SOCIÉTÉ

8. ENVIRONNEMENT : dix-neuf pays s'engagent à lutter contre les pluies acides.
12. JUSTICE : les suites de l'affaire Villenard.
21. SPORTS : le Tour de France.

### LE MONDE DES ARTS ET SPECTACLES

13. Rock à Athènes.
- 14-15. BIBLIOTHÈQUE NATIONALE AU FUTUR : les archéologues du savoir ; le parcours du combattant-lecteur ; regard à la BN.
16. SÉLECTION.

### ÉCONOMIE

23. CONJONCTURE.  
- SOCIAL : le projet de loi sur les congés de conversion au conseil des ministres.
24. TRANSPORTS : les prix chertés devant la Cour de justice européenne.
25. AFFAIRES.

**RADIO-TÉLÉVISION (20)**  
**INFORMATIONS**  
« SERVICES » (21):  
Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel ».  
Annonces classées (22) ; Carnet (20) ; Programme des spectacles (17-18) ; Marchés financiers (25).

### M. MITTERRAND COMMÉMORE LES COMBATS DU VERCORS

Le président de la République doit présider, mercredi 10 juillet, dans l'après-midi, la cérémonie qui marquera, sur le plateau du Vercors (Drôme), l'anniversaire des combats de juillet 1944 entre maquisards et troupes allemandes. Une stèle commémorative a été dressée à Vassieux-en-Vercors.

Il y a quarante et un ans, en effet, le Vercors, entre l'Isère et la Drôme, fut le théâtre de combats entre les troupes allemandes et mille cents maquisards qui tentaient de résister à leur progression vers le front de Normandie. A la fin de juillet 1944, les résistants français furent dispersés et la plupart d'entre eux massacrés.

M. François Mitterrand devrait profiter de son déplacement pour faire une rapide incursion sur le Tour de France. Il devrait survoler, entre 15 heures et 16 heures, la course, en hélicoptère, à la hauteur de la côte de Montaud, durant l'étape Morzine-Lans-en-Vercors, soit 269 kilomètres.

### En Israël

#### LE PROCÈS DU « RÉSEAU » DES « TERRORISTES JUIFS »

#### Trois accusés sont condamnés pour meurtre à la détention à perpétuité

Jérusalem. — Après treize mois d'audiences, le plus important procès politique jamais intenté à des juifs en Israël a connu son épilogue ce mercredi 10 juillet. Les trois juges du tribunal de district de Jérusalem ont rendu leur verdict contre quinze membres du réseau terroriste démantelé en avril 1984. Trois d'entre eux ont été reconnus coupables de meurtres et tentatives de meurtres contre des étudiants du collège islamique d'Hébron, en juillet 1983. Ils sont donc condamnés à la détention à perpétuité.

Dix autres accusés, qui avaient préféré, au fil du procès, conclure une transaction avec le ministère public en reconnaissant leur culpabilité, avaient été condamnés à des peines allant de quinze mois à dix ans de détention. L'un d'eux est déjà sorti de prison, un second sera prochainement libéré. Un autre suspect, recherché par la police, se trouve aux États-Unis, d'où il a annoncé son intention de revenir bientôt en Israël. Enfin, deux officiers seront jugés séparément pour des raisons de procédure.

Les membres du réseau appartenaient, en quasi-totalité, au Gush Emounim (Bloc de la foi), mouvement annexionniste qui fut le fer de lance de la colonisation juive en Cisjordanie. Ils répondaient de divers chefs d'accusation : meurtre, tentative de meurtre, appartenance à une organisation terroriste, tentative d'attentat, usage d'explosifs, détention illégale d'armes.

Le réseau se voyait imputé la conspiration visant à détruire les deux grandes mosquées de Jérusalem et la tentative d'assassinat contre trois maires de Cisjordanie : MM. Bassam Chakka, Karim Khalaf, aujourd'hui décédé, et Abraham Tawil (juin 1980), et contre deux autres personnalités arabes. Dans cette dernière affaire, les accusés n'ont pas été reconnus coupables de meurtre. On reprochait, en outre, au réseau, l'assassinat de trois étudiants à Hébron et la pose d'engins piégés dans cinq autobus de Jérusalem-Est (avril 1984).

Le tournant du procès remonte à deux mois, lorsque le tribunal prit deux décisions importantes : il valida les confessions des accusés recueillies en cours d'instruction alors que ceux-ci prétendaient en avoir fait certaines sous la contrainte ; surtout, il ruina la stratégie de la défense, qui avait voulu transformer les débats en une affaire politique exemplaire.

Les magistrats avaient interdit aux accusés d'évoquer l'arrière-plan politique qui, selon ces derniers, avait motivé leur action criminelle et atténuait, en conséquence, leur responsabilité. La défense ne put ainsi utiliser aucune pièce du dossier faisant allusion au climat d'insécurité qui régnait, d'après elle, en Cisjordanie depuis 1980 et aurait justifié la riposte des colons. Les accusés avaient notamment présenté certains de leurs actes comme des mesures de représailles contre la population arabe après le meurtre de plusieurs étudiants juifs à Hébron.

#### « D'excellents garçons »

Désorganisés par la décision du tribunal, qu'ils qualifièrent d'« injuste et immorale », les accusés « remercièrent » leurs avocats, devinés, selon eux, inutiles, et refusèrent de témoigner. Grâce à l'appui financier de leurs amis, qui lancèrent une campagne en leur faveur, notamment aux États-Unis, ils avaient pu s'offrir les meilleurs défenseurs du pays. Deux parlementaires collectèrent, début mars, à l'intention de leurs familles, quelque 70 000 dollars dans les synagogues américaines. Cela n'a, semble-t-il, pas suffi puisque le principal avocat remit sa démission faute d'avoir perçu les honoraires promis.

L'accusé numéro un fit sensation en révélant à l'audience que sept chefs religieux, dont les rabbins Moshe Levinger et Eliezer Waldman, avaient été informés des projets du réseau, les avaient approuvés et, dans certains cas, avaient même

Le numéro du « Monde » daté 10 juillet 1985 a été tiré à 447 055 exemplaires

A B C D E F G

### En Afghanistan

#### SOLDATS GOUVERNEMENTAUX ET SOVIÉTIQUES AURAIENT SUBI DE LOURDES PERTES DANS LA VALLÉE DU PANSHIR

Les forces soviéto-afghanes continuent de subir de lourdes pertes dans la vallée du Panshir, au nord de Kaboul, selon des sources diplomatiques occidentales à Islamabad. Les morts se compteraient par centaines, tant parmi les soldats de l'Armée rouge que chez les réguliers afghans. Ces derniers auraient aussi été faits prisonniers ou auraient déserté par centaines au cours des dernières semaines, tandis que les résistants du commandant Massoud attaquaient leurs positions dans la vallée. Une unité d'élite, la 44<sup>e</sup> brigade de commandos, aurait perdu 80 % de ses effectifs.

Non loin de là, les moudjahidins auraient attaqué et en partie détruit, le 28 juin, un important convoi au nord du tunnel stratégique de Salang, sur la route qui relie Kaboul à la frontière soviétique. Environ cent cinquante camions de carburant auraient été détruits et cent cinquante soldats afghans capturés. La route aurait été fermée au trafic civil pendant six jours.

Selon les mêmes sources diplomatiques occidentales, les moudjahidins auraient tiré, les 1<sup>er</sup> et 2 juillet, plus de vingt-cinq roquettes sur Kaboul : deux d'entre elles ont atteint l'ambassade soviétique, d'autres sont tombées sur ou à proximité des missions japonaise, ouest-allemande, nord-coréenne et turque. Les forces soviéto-afghanes auraient riposté en attaquant massivement pendant quatre jours les bases de la résistance près de Kaboul. — (Reuters, AFP.)

#### LE PRÉSIDENT MARCOS ET SON ENTOURAGE AURAIENT INVESTI MASSIVEMENT AUX ÉTATS-UNIS

La publication d'articles selon lesquels le président Marcos et plusieurs de ses proches auraient investi des dizaines de millions de dollars aux États-Unis a mis en émoi les Philippines.

Le Mercury News, un journal édité en Californie, avait publié il y a un mois un article consacré aux biens détenus aux États-Unis par des personnalités philippines : résidences, raffineries de sucre, joailleries et autres établissements, pour une valeur totale de 347 millions de dollars. Ces articles ont été reproduits notamment par le quotidien Malay (opposition), l'hédomadaire M. and Mrs. et le quotidien économique de Manille, The Business Day.

Selon le Mercury News, les investisseurs philippins aux États-Unis choisissent la côte ouest, et particulièrement la Californie où vit une importante communauté philippine. Mais la famille Marcos préférerait, selon le journal, la côte est, où résident peu d'opposants au gouvernement de Manille.

Dans un communiqué, la famille Marcos a nié posséder des biens à l'étranger, mais a précisé que les avoirs légalement acquis par les citoyens philippins ne pouvaient pas être contestés. — (AFP.)

(Lire page 3 notre entretien avec le président Marcos.)

### Sur le vif

#### Divine justice

Aujourd'hui, ne commencez pas à vous énerver, je vais vous parler de trucs un peu casse-gueule, des histoires de curés en délicatesse avec la justice. Pas des Français, rassurez-vous, des Américains. Pas très catholiques. Ils se retrouvent de plus en plus nombreux au banc des accusés pour avoir séduit ou maltraité leurs enfants de chœur. Rien qu'en juin, tenez — Timn a ouvert le dossier, — trois d'entre eux ont été traduits devant les tribunaux. Et dans un pays où tout se chiffre, les dommages-intérêts réclamés par les familles, au cours des dernières années, s'élevaient à des centaines de millions de dollars.

Un pays où tout se chiffre. Un pays où tout se plaide. Ce qui m'amène à vous parler d'une autre affaire qui a opposé, cette fois, l'Eglise à l'Etat, autre Américain. L'Eglise en la personne d'un évêque anglican de Miami. Il s'est blessé au genou en jouant au tennis. L'Etat repré-

senta par les propriétaires du court, un club d'officiers de marine. Il plaide l'incapacité, l'événement. Il ne peut plus faire ses génuflexions, il n'a plus le droit de toucher à une raquette, son seul remède contre le stress. Enfin, bref, il a perdu sa joie de vivre. Il estime à 100 000 dollars.

La marine refuse de casquer. Non seulement, elle se défend, elle le laisse jouer à l'œil. Par courtoisie. Puisque c'est comme ça, elle va l'obliger à payer 5 200 dollars, représentant cinq cent vingt heures de location. Plus une forte compensation pour usage abusif et dégradation de terre battue.

En attendant la décision de la cour, le prélat prie. Debout. Sans aller jusqu'à demander au Seigneur d'exercer des pressions, il lui suggère de glisser un mot en sa faveur dans l'oreille du jury.

CLAUDE SARRAUTE.

#### L'audience de la publicité télévisée

Médiamétrie lève un coin de voile sur l'audience de la télévision. Pour la première fois, la société privée qui a succédé au Centre d'études d'opinion (CEO) publie les scores de tous les écrans publicitaires enregistrés par le système électronique Audimat sur deux semaines-types de mai et de juin. L'opération est essentiellement conçue pour montrer aux professionnels de la publicité les performances du service que Médiamétrie commercialise de manière régulière à partir de septembre.

Agence et annonceurs vont donc connaître directement l'audience de leurs spots, alors qu'ils se fiaient jusqu'à présent aux seuls résultats communiqués par les chaînes de télévision. Pas de grande surprise cependant : au palmarès des écrans publicitaires, le carrefour de 20 b 30 sur TF1 ou Antenne 2 arrive largement en tête avec des scores pouvant atteindre 39 % (1). A 22 h, un grand nombre de foyers français vont se coucher, et l'audience tombe environ de moitié. Il y a pourtant quelques exceptions notables à cette prédominance du début de soirée. Le dimanche, on peut toucher jusqu'à 33,5 % des foyers français, à 14 b 30, s'apprêtant à regarder la série américaine « L'homme qui tombe à pic ». Beau score (26,1 %) aussi le même jour sur TF1 à 13 h 30, juste avant « Starsky et Hitch ».

La précision de l'Audimat, qui mesure l'audience seconde par seconde, permet aussi de répondre à l'une des grandes inquiétudes des publicitaires : les téléspectateurs changent-ils de chaîne au moment des spots publicitaires ? Les chiffres de Médiamétrie vont les rassurer : il n'y a pas de rupture sensible entre l'audience d'un écran publicitaire et celle des émissions qui l'encadrent.

En bonne logique, c'est l'intérêt de l'émission annoncée qui fidélise le spectateur. Si le 9 mai, 33,3 % des foyers français regardaient la fin du journal télévisé, on en comptait 39,1 % pour l'écran publicitaire de 20 b 30 et 41,6 % pour regarder le film In Cuisine au beurre. A l'inverse, si 14,5 % des foyers accompagnent M. François Léotard au bout de son « Heure de vérité », ils n'étaient plus que 9,1 % à suivre l'écran publicitaire juste après et 8,1 % pour l'émission

(1) 1 point Audimat représente 186 000 foyers.

« Emmenez-moi au théâtre » qui suivait.

Pour les publicitaires, l'heure est maintenant venue de l'analyse, en détail des mouvements d'audience. Pour avoir accès aux données de Médiamétrie, il leur faudra acquiescer un abonnement annuel de 100 000 F hors taxes, avec toutefois un abattement de 10 % s'ils souscrivent avant le 15 août.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

### Selon la SOFRES

#### M. BARRE MEILLEUR PRÉSIDENTIABLE DE L'OPPOSITION

Le meilleur candidat, face à la gauche, en cas d'élection présidentielle dans les deux prochains mois, serait M. Raymond Barre, estimant 48 % des personnes interrogées par la SOFRES (1). Le candidat idéal de l'opposition est M. Jacques Chirac pour 19 % d'entre elles, et M. Valéry Giscard d'Estaing pour 11 %.

A la même question, sur cent sympathisants de l'opposition, 55 affirment une préférence pour M. Barre, 24 pour M. Chirac, 12 pour M. Giscard d'Estaing, et 6 pour aucun des trois.

Entre les personnes qui se sentent très ou assez proches de l'opposition et très ou assez éloignées d'elle, l'écart n'est que de 3 % : respectivement 45 % et 42 %. Parmi les premières, 44 % se sentent proches du RPR, 33 % de l'UDF, 8 % du Front national et 7 % du Centre national des indépendants.

23 % des personnes interrogées jugent que le RPR et l'UDF sont unis et 41 % souhaitent que cette union soit la plus étroite possible. Pour 28 %, les deux formations doivent être assez indépendantes, l'une de l'autre. 31 % sont sans opinion.

Si les deux grandes formations de l'opposition parvenaient au pouvoir en 1986, elles mèneraient une politique assez ou tout à fait différente de celle du gouvernement Fabius, — présumant 55 % des personnes interrogées, et — pour 47 % — de celle de l'ancienne majorité avant 1981. Pour 33 %, cette éventuelle politique à venir sera assez ou tout à fait semblable à celle du gouvernement Fabius, et — pour 38 % — à celle d'avant 1981.

(1) Sondage réalisé du 22 au 26 juin pour un groupe de journaux de province du groupe Hersant, auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

● FOOTBALL : Paris-Saint-Germain en finale de son tournoi. — Le Paris-Saint-Germain, qui a présenté à son public ses huit nouvelles recrues (Bats, Bibard, Lowitz, Poulain, Vermeulen, De Fonseca, Sene et Jacques), a difficilement battu Saint-Etienne 1-0, mardi 9 juillet au Parc des Princes, en demi-finale du tournoi de Paris. Les Parisiens affronteront en finale, jeudi soir 11, le club belge de Waregem, vainqueur du F.C. Cologne par cinq coups de pied au but à quatre, le temps réglementaire s'étant terminé sur un score nul 0-0.

Le Monde Infos Spectacles  
sur Minitel  
615.91.77 + I S L M

francesco  
smalto  
SOLDE

DE 30 A 50 %

HOMME  
44, RUE FRANÇOIS-1<sup>er</sup>  
14, RUE DE FRANCE À NICE

HOMME ET FEMME  
5, PLACE VICTOR-HUGO  
275, RUE SAINT-HONORÉ

du mercredi 10 au samedi 13, de 9 h 30 à 19 heures  
nocturna mercredi jusqu'à 22 heures

150 من الأصل